

L'ORGANISATION DE LA FAMILLE

D'APRÈS

LE NOUVEAU CODE CIVIL ET COMMERCIAL SIAMOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 mars 1939, à 14 heures

PAR

Serm VINICCHAYAKOUL

Président : M. SOLUS, professeur
Suffragants { MM. CASSIN, professeur
 PETOT, professeur

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1939

Thèse Paris

1939.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION DE LA FAMILLE

D'APRÈS

LE NOUVEAU CODE CIVIL ET COMMERCIAL SIAMOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 mars 1939, à 14 heures

PAR

Serm VINICCHAYAKOUL

Président : M. SOLUS, professeur

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. CASSIN, professeur} \\ \text{PETOT, professeur} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1939

*47803



A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

I

Le Siam est un des pays d'Extrême-Orient qui a entrepris la codification de ses anciennes lois. Cette œuvre de codification, entreprise sous l'impulsion de circonstances diverses, a pleinement réussi. Nous pouvons donc voir actuellement les principales lois codifiées à la manière des pays occidentaux.

Jusqu'alors, on nous reprochait le manque de cohésion dans les dispositions législatives. L'évolution du Siam vers la civilisation occidentale est un cas d'histoire digne d'une étude approfondie. Nous assistons à la marche d'un pays vers la transformation de ses différentes institutions.

La matière du droit siamois qui a conservé beaucoup de sa physionomie ancienne est l'organisation de la famille. C'est dans cette matière qu'on peut voir l'état de civilisation d'un peuple.

Les transformations rapides et profondes de la vie sociale font naître des aspirations, des exigences et des intérêts nouveaux multiples. Tout cela provoque des réformes législatives qui feront naître les germes nouveaux de l'organisme social ancien.

Le droit civil est l'émanation spontanée d'un peuple. Le législateur ou le réformateur doit développer son œuvre avec une connaissance approfondie de la technique juridique et des besoins sociaux. C'est dans l'har-

monie de l'ancien et du nouveau, de la statique de la tradition et de la dynamique des nécessités nouvelles que consiste le secret du succès de la réforme juridique. C'est dans cette voie que le législateur siamois a accompli sa tâche.

Chaque peuple a son milieu social, ses coutumes, ses habitudes de vie et de moralité. On ne peut comprendre ses institutions juridiques qu'en s'inspirant de ces idées directrices. Et ce n'est qu'avec cet esprit que l'on peut comprendre l'organisation de la famille siamoise.

II

Il y a environ un demi-siècle, le Siam était encore un des pays d'Asie restés le plus à l'écart de toute influence européenne. Il est vrai que le premier contact officiel, pour ainsi s'exprimer, avec l'Occident était fait au temps de Louis XIV, mais les contacts postérieurs se faisaient par l'intermédiaire des marchands européens, surtout portugais. Durant toute la période de la Révolution française, le rapprochement est moindre. Malgré cela, il semble que le contact avec les puissances occidentales a eu de très heureux effets pour le Siam. On commençait à connaître mieux le monde. Depuis l'ascension au trône du Roi Chulalongkorn, en 1868, puis les voyages effectués par ce monarque aux Indes, en 1872, à Java en 1896, et en Europe en 1897, le Gouvernement siamois est entré très résolument dans une voie de réformes inspirées des idées occidentales¹.

Depuis lors, les relations avec l'Occident et les puissances asiatiques s'amplifièrent. Le Siam avait conclu des traités avec les principales puissances étrangères. Mais une des plaies les plus gênantes, c'est l'exterrito-

1. Voir *Code pénal du Royaume de Siam*. Version française. Introduction par G. Padoux. Paris, Imprimerie nationale, 1909, p. X.

rialité. Les étrangers, au lieu d'être soumis aux lois et aux juridictions locales, y relevèrent, en principe, de leurs juridictions consulaires. D'une manière générale, la compétence s'y détermine par la règle « *actor sequitur forum rei* ». Le tribunal compétent est celui du défendeur ou accusé, tribunal siamois, par conséquent, si le défendeur ou l'accusé est siamois, tribunal consulaire si le défendeur ou l'accusé appartient à une des nations étrangères qui ont obtenu le droit de juridiction consulaire au Siam.

L'exercice de la juridiction consulaire sur les Européens proprement dits n'a pas été une gêne bien sérieuse pour le Gouvernement siamois. Les Européens ont des intérêts commerciaux importants au Siam, mais ils sont peu nombreux et leur extranéité n'est ni douteuse ni difficile à reconnaître. Mais, au cours du xix^e siècle, le privilège de juridiction a été étendu aux sujets et protégés des puissances européennes, c'est-à-dire aux Hindous, Birmans, Shans et Malais originaires des possessions britanniques, aux Cambodgiens, Annamites, Laotiens venus de l'Indochine française, aux Chinois portugais de Macao, aux Malais et Javanais des possessions néerlandaises et même à un certain nombre de Chinois, originaires de Chine, dont les droits à la protection étaient discutables. Tous ces protégés vivent confondus avec la population indigène, ils ne s'en distinguent ni par la race, ni par les mœurs, ni par la religion. Cependant, leur exterritorialité leur confère le privilège de ne ressortir qu'à leurs consuls et de ne relever à aucun titre de l'autorité siamoise. Bien plus, l'incertitude de l'état civil permet souvent à des individus, qui n'ont aucun droit, de se réclamer de la qualité de ressortissant d'une puissance étrangère. C'est ainsi, par exemple, que, lorsqu'un administrateur siamois procède à une opération quelconque, il n'est jamais sûr de ne pas être arrêté au cours d'exécution par un indi-

vidu qui, produisant une patente de protection, refusera d'obéir aux injonctions les plus légales. Il en résulte pour l'administration quotidienne, en particulier pour l'application des règlements de police ou de voirie, une gêne constante, intolérable dont le Siam cherche à s'affranchir.

Parmi les arguments que les puissances européennes opposaient aux demandes de concession de juridiction formées par le Siam, figurait, en première ligne, l'insuffisance de la justice siamoise. Les puissances reconnaissent bien le caractère exceptionnel et exorbitant du privilège d'exterritorialité, mais elles objectaient qu'elles ne pouvaient y renoncer qu'autant que le Siam serait en mesure d'assurer à leurs ressortissants une justice régulière et impartiale présentant les mêmes garanties que la justice consulaire. Elles se refusaient à abandonner leurs protégés tant que les tribunaux siamois ne seraient pas mieux organisés et que la législation siamoise ne sortirait pas de son état embryonnaire et chaotique.

Devant cette intransigeance, le Siam devait se plier aux exigences des puissances étrangères. La réorganisation des tribunaux siamois, entreprise en 1892, est aujourd'hui terminée. La réforme législative, basée sur les principes occidentaux, a également été faite. L'effort constant de la réorganisation permet au Siam déjà en 1899 d'obtenir du Japon, à qui il a reconnu le droit de juridiction consulaire, la cessation de cette juridiction après la promulgation des Codes siamois, c'est-à-dire du Code pénal, du Code d'Instruction criminelle, du Code civil, du Code de commerce, du Code de procédure civile et d'une loi d'organisation judiciaire. En 1907, il a fait un pas décisif par la convention conclue le 23 mars avec la France.

Aux termes de l'article 5 de cette convention, tous les protégés asiatiques français nouveaux, c'est-à-dire ins-

crits après le 23 mars 1907, passent sous la juridiction siamoise. Les protégés anciens, c'est-à-dire inscrits avant le 23 mars 1907, sont placés sous le régime dit de « cours internationales ». Les cours internationales sont des tribunaux siamois qui connaissent de toutes les affaires où des protégés sont intéressés et qui fonctionnent en présence et avec l'assistance du consul ou de son délégué. Le consul n'est pas membre du tribunal, mais il a le droit de faire toutes observations qui lui paraissent utiles dans l'intérêt de la justice. Il peut même, à toute époque de l'instance, si le protégé est défendeur ou accusé, dessaisir la Cour internationale par simple réquisition et transférer l'affaire au tribunal consulaire.

D'après le même article, la juridiction des cours internationales prendra fin et tous les protégés asiatiques français passeront sous la juridiction des tribunaux siamois après la promulgation et la mise en vigueur des Codes siamois (Code pénal, Code d'Instruction criminelle, Code civil et commercial, loi d'organisation judiciaire). Avant même ce transfert complet de juridiction, le droit d'évocation du consul devant la Cour internationale cessera de s'exercer pour toutes matières qui auront fait l'objet de codes ou lois régulièrement promulgués et notifiés à la Légation de France à Bangkok (article 4 du Protocole de juridiction annexé à la Convention).

Des conventions analogues ont été faites par le Siam avec l'Angleterre (1909) et les principales puissances.

Depuis, la codification apparaît au Siam non seulement comme progrès intérieur, mais encore comme un moyen de briser les entraves de l'exterritorialité puisque l'achèvement des codes doit marquer la fin du régime juridictionnel privilégié.

III

La décision de doter le pays d'une codification complète des lois civiles et criminelles date des premières années de notre siècle. Outre le régime d'exterritorialité qui est une raison qui a fait hâter le travail de réforme, le Gouvernement siamois l'avait déjà en vue afin d'assurer le développement du pays dans le sens de la civilisation moderne.

On sait que, à de très rares exceptions près, la tendance des Etats modernes a été de réunir leurs lois existantes ou les principes de leur droit civil et criminel en les codifiant. Il est inutile de rappeler combien ce système a reçu, au début du XVIII^e siècle, une impulsion décisive à la suite de la promulgation du Code Napoléon, et la façon dont ce mouvement s'est dès lors propagé en Europe et en Amérique pour aboutir à l'ensemble des législations actuelles. Dès la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, ce mouvement a gagné l'Asie. Le Japon a ouvert la marche en promulguant une série complète de codes modernes. En Perse, un programme de codification existe depuis 1911. La Chine est tout récemment entrée dans la même voie. Des codes spéciaux, adaptés aux besoins du pays, ont été promulgués par les soins des gouvernements protecteurs dans les Indes anglaises, au Cambodge et dans les autres parties de l'Indochine¹.

Au Siam, dès 1892, le Gouvernement avait entrepris une réforme générale en commençant par celle de la Justice. Il avait, à cet effet, créé le ministère de la Justice. Les tribunaux avaient été organisés. Des conseillers français, belges, anglais, japonais, furent engagés

1. Voir Solus : *Traité de la condition des indigènes en droit privé*. Paris, 1927, n° 169 et suiv. Ajouté : *Nouveau Code civil du Tonkin*, 1931.

pour les éclairer de leur avis. L'importance de ce ministère a été croissante depuis ce temps. Dans son ensemble, l'administration judiciaire est devenue progressivement l'un des rouages essentiels du pays.

La question de la législation s'était posée en même temps. Les lois ne manquaient pas. L'on a, au contraire, beaucoup légiféré en tout temps en pays thaï, mais elles étaient généralement anciennes et souvent peu conformes dans leur esprit aux besoins actuels. Un manque général de cohésion appelait de lui-même une refonte d'ensemble de tous les principes législatifs siamois, leur mise en harmonie et l'introduction de dispositions nouvelles¹.

L'œuvre de codification visait une triple fin.

D'abord réunir sous une même rubrique, en un même Code, les dispositions législatives éparses en des textes divers. Par exemple, en matière pénale, on possédait soit d'anciennes lois destinées à punir certaines infractions déterminées (comme le *Laksana Wiwat*, loi sur les querelles, le *Laksana Aya Luang*, loi sur le meurtre et le brigandage, etc.), soit des lois récentes, mais également promulguées pour réprimer les délits particuliers (ex. : loi sur les sociétés secrètes 1898, loi sur la diffamation 1899, loi sur l'escroquerie 1900, etc.). Cette dispersion de matières intimement unies troublait le travail des tribunaux.

Ensuite, il était nécessaire de rajeunir un certain nombre de dispositions qui ne cadraient plus avec les conceptions modernes de plus en plus prédominantes dans le royaume. Les idées anciennes favorisaient comme garantie pour le justiciable, la multiplication des degrés d'appel : ce qui permettait, en réalité, aux parties de se réfugier indéfiniment dans le maquis de

1. Voir René Guyon : *L'œuvre de codification au Siam*. Paris, Imprimerie nationale, 1919, p. 10. — *Code pénal*, Introduction de G. Padoux, *op. cit.*, p. XI.

la procédure. Certaines infractions étaient punies en raison de détails secondaires prévus minutieusement par la loi. Au Siam comme dans les autres pays, la tendance des législateurs originaires avait été de prévoir le plus grand nombre possible de cas particuliers plutôt que de poser les principes généraux, par exemple, les variétés de blessures, les espèces d'armes employées, etc.

Enfin, le travail de codification est l'occasion de l'étude et de l'introduction dans la loi siamoise de matières entièrement nouvelles dont la législation jusqu'alors n'avait pas eu à se préoccuper. Le droit civil avait surtout étudié les dispositions concernant le statut personnel : mariage, divorce, successions. Un certain nombre de textes étaient, en outre, consacrés aux contrats les plus fréquents comme la vente, l'hypothèque, le prêt, etc. Mais l'ensemble des principes dominant la création et le jeu des obligations civiles restaient à dégager de ces textes séparés. Un régime clair des conditions de la propriété immobilière devait être établi ; bien des choses étaient à créer en droit commercial alors que l'importance des relations du Siam avec les autres pays et les pays voisins allaient croissant de jour en jour.

En matière criminelle également, le législateur était amené à introduire dans la loi pénale toutes ces garanties que l'on trouve dans les textes modernes, et qui, assurant à la fois l'efficacité de la répression et la liberté de la défense, concilient l'intérêt de la société et celui de l'inculpé¹.

IV

Un bref historique des différentes étapes de la codification montrera clairement le travail législatif entrepris jusqu'à l'heure actuelle.

1. René Guyon : *op. cit.*, p. 11.

La première étape de la codification au Siam prend place en 1897 lors de la nomination d'un comité sous la présidence de S. A. R. le Prince Rajburi, fils du Roi Chulalongkorn, alors ministre de la Justice. Son programme était limité à la rédaction d'un Code pénal. Elle se borna d'abord à étudier les questions et à établir un avant-projet. Cette commission a été réorganisée en 1905 sous la direction de M. G. Padoux, alors conseiller législatif. Elle a abouti à la rédaction d'un texte pour le Code pénal qui fut promulgué le 1^{er} juin 1908.

Vers la même époque, un autre comité composé de magistrats et conseillers européens rédigea un Code de procédure civile et une loi d'organisation des tribunaux qui furent promulgués en 1908 en tant que lois provisoires, destinées à être remplacées plus tard par des textes plus complets.

Ces premiers travaux permirent d'apprécier toute l'utilité d'une réforme de ce genre. L'absence de textes complets et précis ne pouvait qu'augmenter les entraves aux autorités administratives et judiciaires. Le Roi décida alors la création d'une commission de codification spécialisée, composée de juristes français et dont la tâche serait de rédiger le Code civil et commercial et le Code de procédure criminelle, le Code de Procédure civile, la loi de l'organisation judiciaire.

Le fonctionnement de cette commission a connu deux phases successives.

De 1908 à 1916, sous la direction de M. G. Padoux (1908-1914) et, durant une courte période, de M. Delestree (1914-1916), le travail de codification préparé par les membres français de la commission était ensuite discuté et adopté par une commission de révision spécialement réunie à cet effet.

Depuis 1916, une importante réorganisation de la commission de codification a assuré une collaboration plus permanente des juristes français et siamois. Un

comité de rédaction des Codes sous la direction de M. R. Guyon prépare les projets qui sont soumis ensuite à la commission pour être discutés et amendés par elle. Cette collaboration a donné au travail de codification une impulsion nouvelle.

Après le coup d'Etat de 1932 qui a abouti à un changement de régime de monarchie absolue en monarchie constitutionnelle, avec le nouveau Parlement, la Chambre des Représentants du Peuple, l'œuvre de codification marche à grands pas. Les projets élaborés par la commission furent soumis au Parlement qui les adopte après la discussion et amendements par la commission nommée par le Parlement.

L'effort constant et persévérant a abouti à la promulgation de différents Codes. Le Siam possède maintenant son Code civil et commercial, Code de procédure civile et le Code d'organisation des tribunaux, son Code pénal, son Code de procédure criminelle.

A l'occasion du renouvellement des traités avec les principales puissances étrangères, en 1938, celles-ci ont abandonné leur juridiction consulaire ainsi que leur droit d'évocation et les étrangers sont maintenant soumis aux juridictions siamoises.

V

Le but des codificateurs a été essentiellement de faire une œuvre conforme aux besoins du pays. Ils ont ensuite pris garde de ne pas succomber à la tentation facile de démarquer des codes étrangers, quelque excellents fussent-ils, pour en introduire les dispositions dans la législation siamoise avec quelques modifications superficielles. Ils ont suivi un même programme : débiter tout d'abord par une étude générale du sujet dans les textes siamois existants (loi ou jurisprudence) et dans

les principaux codes étrangers. Ils ont fait appel à la clarté traditionnelle des codes français, aux principes des lois anglaises très connues des juristes siamois, aux enseignements pratiques et modernes des codes suisses et japonais, à la précision technique des codes allemands, aux remaniements relativement récents des législations d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, des Etats américains, etc. Entre plusieurs solutions, leurs préférences vont pour la plus pratique, pour la plus conforme aux besoins du pays. Ils se sont efforcés ainsi, sans devenir des imitateurs serviles, d'utiliser l'expérience de leurs devanciers et de bénéficier de leur sagesse.

De plus, en chacune des matières étudiées, la commission a fait appel aux fonctionnaires les plus compétents. La connaissance des besoins nationaux est l'élément essentiel qui a toujours orienté les codificateurs des lois siamoises.

Les textes adoptés par la commission sont rédigés en anglais, langue européenne courante au Siam et familière à tous les codificateurs, et sont ensuite traduits en langue siamoise et soumis au Conseil législatif qui, après discussion, les dépose ensuite devant le Parlement (après 1932).

VI

Nous faisons remarquer dans cette introduction que le nouveau Code civil siamois renferme aussi des dispositions qui doivent trouver leur place dans un Code de commerce. Le législateur, en préparant ce nouveau Code, n'a pas cru nécessaire de faire un Code de commerce distinct du Code civil. Le nom exact du nouveau code est donc « Code civil et commercial ». La raison de l'incorporation du Code de commerce dans le Code

civil est d'ailleurs très simple. D'une part, les nécessités actuelles n'obligent pas à poser des règles particulières pour les commerçants. D'autre part, dans le droit siamois, les mêmes règles s'appliquent tant à ceux qui exercent un commerce qu'à ceux qui n'en exercent pas. Par exemple, un non commerçant peut être mis en faillite comme les commerçants.

Remarquons, d'autre part, que le Code civil et commercial a été promulgué par fragments. Les Livres I et II ont paru en 1923, puis remaniés en 1925. Le Livre III est entré en vigueur en 1929, le Livre IV en 1932, les Livres V et VI en 1934.

Le Code est composé de six Livres. Les Livres I et II traitent des dispositions générales et des obligations. Le Livre III traite des contrats spéciaux. Le Livre V contient des dispositions relatives à la famille et le Livre VI est consacré aux règles relatives aux successions.

Le sujet de cet ouvrage offre un intérêt spécial pour la législation comparée. Notre but est d'étudier l'organisation de la famille d'après le nouveau Code civil et commercial. Nous essaierons d'indiquer les sources où le nouveau Code a puisé ses dispositions. Nous aurons à traiter différentes institutions d'après les règles toutes neuves dont nous essaierons de déterminer la portée.

Nous nous bornerons à l'étude de l'organisation de la famille d'après le nouveau Code. Il y a différentes règles transitoires et des exceptions que nous ne traiterons pas. Faisons remarquer seulement qu'il existe une loi spéciale régissant l'administration des sept provinces du sud du royaume. Cette loi autorise l'application des coutumes qui sont spéciales à ces provinces.

Les règles de l'ancien droit sont aussi intéressantes à connaître. Elles serviront à montrer les différentes innovations du législateur. Nous avons cru nécessaire d'en donner les idées fondamentales.

Nous diviserons donc notre sujet en deux parties :

Première partie : Histoire de l'organisation de la famille au Siam.

Deuxième partie : La législation siamoise moderne sur l'organisation de la famille. Le nouveau Code civil et commercial siamois.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de l'organisation de la famille
au Siam

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS SOMMAIRES SUR L'HISTOIRE DU SIAM

Toutes les institutions juridiques d'un peuple sont basées sur les degrés de son développement. Il nous a paru utile de tracer en quelques traits l'Histoire du Siam, ce pays si souvent mal connu, avant d'avancer plus loin dans les détails de ses institutions juridiques que nous nous proposons d'étudier. Le droit siamois, dans l'ancien temps, était basé sur la coutume et les règles de religion. Parfois, on trouve des textes de lois promulgués par les rois qui ne font que consolider les coutumes existantes ou bien des règles qui sont inspirées du sentiment de justice. Dans l'ancien temps, les rois jugeaient eux-mêmes les affaires. Le système judiciaire de ce pays ressemblait beaucoup au système impérial romain.

L'Histoire du royaume de Siam, au temps primitif, se confondait avec celle de la péninsule indochinoise. Ce qui est actuellement le territoire siamois était sous l'influence de trois puissances différentes. Le bassin est du Ménam était une province de l'empire Kmer ; l'ouest était plus ou moins sous la domination des Mons ; la péninsule malaise était sous la dépendance du royaume de Palembang dans le Sumatra. Les « Thaï » étaient encore dans le Yunnan où ils avaient fondé le puissant royaume de Nan-Chao. Poussés par l'invasion chinoise, ils descendaient dans la plaine du Ménam et du Mékong.

Ils n'ont eu leur pleine indépendance dans leur nouveau territoire que vers le milieu du XIII^e siècle.

On peut diviser l'Histoire du Siam en quatre périodes :

1^o Des origines jusqu'à l'an 1257 qui marque la date du Premier Empire Thaï.

2^o La période où Sukhodaya était la capitale (1257-1350).

3^o La période où Ayudhya était la capitale (1350-1767).

4^o La période contemporaine où Bangkok devient la capitale, depuis 1768 jusqu'à nos jours.

§ 1. PREMIÈRE PÉRIODE.

DES ORIGINES JUSQU'À 1257.

Jusqu'en l'an 800, les populations occupant le Siam étaient des noirs connus sous le nom de Ménalésiens ou Négritos et des Indonésiens ; ceux-ci existent encore dans diverses régions du Ménam et du Mékong sous le nom d'Annamites. Les invasions commencent à partir de l'an 800. Les premières venaient de Chine. D'autre part, les Kmers chassèrent les Négritos et occupèrent le territoire pendant plusieurs siècles.

Au V^e siècle avant l'ère chrétienne, les races hindoues commencèrent à s'introduire dans le pays : dans le nord par voie de commerce terrestre avec l'Inde et dans le sud par voie de commerce maritime. Ils apportèrent divers cultes religieux : le brahmanisme et le bouddhisme.

En même temps on constate dans le sud du Siam l'existence d'une tribu des Indes, les Mahométans. Cette race existe encore à l'heure actuelle et une loi de 1901 lui reconnaît l'application de son droit propre, diffé-

rent du droit siamois en matière de mariage et de successions.

Après les invasions, les Thaï descendaient du Yunnan dans les plaines du Ménam et du Mékong. La langue siamoise a son origine dans les dialectes chinois et hindous. Par cet amalgame naquit la langue siamoise. Les « Thaï » sont connus dans l'histoire sous le nom de Siamois. Le mot Thaï signifie lumière ou grandeur. On a toujours prêté à ce mot la signification de libre, libération, ce qui n'est pas exact. Quant au mot « Siam », on lui a prêté la signification de brun ou or. Mais cette dernière signification paraît l'emporter sur l'autre car l'ancien territoire siamois était riche en or.

Vers le milieu du ^{vi}e siècle, les Thaï chassèrent les Kmers vers le sud du Siam et en 1257 le premier Empire des Thaï régna sur le territoire conquis.

A l'origine, chaque race, chaque tribu apportèrent avec elles leurs lois et leurs coutumes. Après la fusion des races, ces lois et coutumes disparurent pour faire place aux nouvelles lois et coutumes universelles.

§ 2. DEUXIÈME PÉRIODE.

LE PREMIER EMPIRE THAÏ (1257-1350).

Le premier Empire Thaï fut fondé par Rama Kamheng (habituellement désigné sous le nom de Phra Ruang) qui conquît toute la vallée du Ménam et la péninsule malaise jusqu'à Ligor. La capitale fut établie à Sukhodaya. Pendant cette période d'essor, on a commencé à établir l'écriture nationale. Auparavant, c'était l'écriture cambodgienne qui dominait. La nouvelle écriture tire son origine des alphabets usités par les Brahmanes et modifiés.

A cette période, le roi jugeait lui-même les procès. Puis, en raison de leur multiplicité, le roi déléguait ses

pouvoirs à des officiers judiciaires pour recevoir les plaintes et en juger le bien-fondé. Il ne statue plus que sur les appels des jugements rendus par ses officiers. Ne jugeant plus lui-même, il est nécessaire que le roi établisse des règles communes qui seront appliquées par ses officiers et le roi étant le maître absolu du Royaume, de là naquirent les premières règles de la législation positive siamoise.

§ 3. TROISIÈME PÉRIODE. LE DEUXIÈME EMPIRE THAÏ (1350-1767).

L'Empire Thaï du Sukhodaya n'a pu briller que pendant un siècle. Il fut conquis par un chef régnant à Xiengrai, dans l'ouest du Siam. Un nouvel Empire fut établi et une nouvelle capitale fondée à Ayudhya en 1350 par le roi Ramathibodi I^{er}. Des luttes eurent lieu entre les Siamois et les Cambodgiens qui s'efforcèrent de reconquérir leurs territoires perdus.

Par ce contact, il semble qu'une confusion se produit entre les deux législations siamoise et cambodgienne. Après une destruction d'Ankor-watt, capitale des Cambodgiens, par les Siamois, ceux-ci imposèrent la législation siamoise au Cambodge. On peut encore trouver des traces dans la législation cambodgienne en matière de mariage¹.

En 1511, époque où les Portugais conquièrent Malacca, commencèrent les premières relations des Siamois avec les nations européennes.

Vers la seconde moitié du xvir^e siècle, sous le règne de Phra Narai, commencèrent les relations avec la France. Des missionnaires vinrent s'établir. En 1673. Louis XIV envoya à Phra Narai une lettre dans laquelle

1. V. *Histoire du Cambodge depuis le premier siècle chrétien*, par Adhémar Leclère, Paris, 1914, p. 69 à 72, 487 et 144-190 et 195 à 292.

il louait l'hospitalité reçue par les missions françaises au Siam.

C'est après avoir reçu cette lettre que Phra Narai décida d'envoyer une ambassade en France en décembre 1680. Malheureusement, cette première mission diplomatique fit naufrage et la seconde et la troisième ne purent partir qu'en 1684 et 1686. Louis XIV, de son côté, envoya également deux ambassades, la première en 1685 sous la direction du chevalier de Chaumont et la deuxième en 1687 sous la direction de MM. de la Loubère et Céberet. Ces deux ambassades conclurent des traités importants avec le Siam.

Ces relations furent des facteurs de l'introduction de la culture occidentale au Siam.

Des progrès furent constatés dans l'organisation judiciaire. Une Cour centrale de Justice royale fut instituée. Il y avait aussi plusieurs cours inférieures placées sous le contrôle de divers ministères. Chacune avait ses fonctions spéciales, mais les procès doivent passer d'abord par la Cour centrale. Une particularité de la procédure à remarquer à cette époque est que les jugements rendus sont susceptibles d'appel devant les ministres compétents. La décision des ministres peut être l'objet de recours devant le roi¹.

Le Siam, durant son second Empire, a dû guerroyer avec les Birmans. La dernière invasion birmane eut lieu dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

§ 4. QUATRIÈME PÉRIODE.

TROISIÈME EMPIRE THAÏ (depuis 1768 jusqu'à nos jours).

La dernière invasion birmane se termina par la destruction d'Ayudhya. Cette époque coïncida avec la Révo-

1. C'est ce qui explique le nom de la Cour suprême de Siam, appelée Cour de Dika. Les jugements rendus sont faits au nom du Roi par délégation de pouvoir.

lution française et les guerres napoléoniennes. Aussi les relations entre le Siam et les pays européens furent interrompues pendant quarante ans. Peu après la capitulation, le Siam reconquit son indépendance grâce à un chef valeureux nommé Taksin qui rassembla les débris de l'armée siamoise, livra bataille et mit les envahisseurs en déroute.

Il fut par suite proclamé roi. Ce grand homme d'Etat fonda une nouvelle capitale à Dhonburi en face de Bangkok, sur la rive droite du fleuve Chao-Phya. Le roi n'ayant pas de successeur, la période de Dhonburi prit fin avec sa mort.

Alors le pouvoir passa à une nouvelle dynastie et une nouvelle capitale fut fondée à Bangkok en 1782 par le roi Phra Buddha Yod Fa qui, avec l'aide de son frère, mène le Siam dans le chemin de la paix et de la prospérité. Cette dernière dynastie, la dynastie des Chakri, est celle qui règne encore sur le Siam à l'heure actuelle.

Le Royaume de Siam a été une monarchie absolue jusqu'en 1932. Le 24 juin 1932, un coup d'Etat changea la monarchie absolue en une monarchie constitutionnelle. Une constitution fut proclamée le 27 juin 1932 et le 10 décembre de la même année la constitution définitive fut proclamée. D'après cette constitution, la souveraineté émane de la nation entière. Elle est pratiquement exercée par le roi, chef de la nation. Il est assisté d'un Conseil des ministres et d'une Assemblée des représentants du peuple. Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux dûment organisés selon les principes modernes.

Sous le règne de Phra Buddha Yod Fa, une commission fut chargée par le roi de la revision des différentes lois compilées en deux volumes. Une deuxième revision fut faite sous le règne du roi Chulalongkorn, le cinquième roi de la présente dynastie.

C'est sous le règne du roi Chulalongkorn que le plus

grand développement a été réalisé. Il a organisé le Ministère de la Justice, aboli l'esclavage et a apporté une administration d'après les principes modernes. Son fils, le prince de Rajburi, lui a été un aide précieux pour l'organisation du système judiciaire. Il a remanié le droit coutumier qui est déjà suranné et a promulgué plusieurs lois inspirées du système anglais. C'est à partir de cette période que le Siam a commencé sa transformation législative en se basant sur le système européen, en particulier du système anglais.

Le Siam a conclu des traités avec les principales puissances européennes. Le système d'exterritorialité qui existait au Siam fut aboli. L'œuvre de codification des principales lois siamoises, entreprise depuis les premières années de notre siècle, a donné son plein résultat.

CHAPITRE II

LA FAMILLE DANS L'ANCIEN DROIT SIAMOIS

Dans les premiers temps de l'Empire siamois, nous n'avons aucun renseignement précis sur le droit de la famille. Peut-être existait-il des manuscrits conservés jusqu'à l'époque d'Ayudhya. Mais après l'invasion birmane, suivie de la destruction de la capitale, des textes précieux ont été détruits. Ce que nous possédons aujourd'hui, ce sont les textes de lois promulguées par les anciens rois et réunis en deux volumes.

Les textes qui parlent de la famille sont la loi sur le mariage, en siamois « Laksana Pua Mia », et la loi sur les successions, dite « Laksana Moradok ». Tels sont les textes fondamentaux (voir *infra*, chapitre III).

La famille, au sens étroit du mot, était organisée en droit siamois sur le type patriarcal, semblable à plusieurs points de vue à la famille germanique. Le chef de famille jouissait de pouvoirs très étendus sur les personnes et sur les biens de ses enfants et de sa femme. Remarquons que l'ancien droit ne s'opposait nullement à la polygamie. Il s'ensuit que la famille comprenait des enfants et des femmes. En outre, il y avait aussi des parents et des domestiques qui, la plupart du temps, étaient des prisonniers faits esclaves et attachés à la personne du chef de famille ou des débiteurs qui s'étaient faits esclaves faute de pouvoir payer leurs dettes. La famille ainsi grossie d'autres éléments devient une vaste communauté.

§ 1. LE MARIAGE.

Dans l'ancien droit, il y avait absence de formalités pour le mariage. Si on consulte les textes, on peut voir que la loi parle toujours de la cérémonie de célébration du mariage, cérémonie qui est empreinte de formalités religieuses. Mais la loi reconnaît tous les modes de célébration. Les différentes populations peuvent contracter le mariage suivant les formes qu'elles désirent pourvu que les preuves du mariage soient conservées.

La religion bouddhique qui a pénétré au Siam depuis cinq siècles avant l'ère chrétienne a exercé une grande influence sur la législation siamoise. Les textes parlent, il est vrai, de la célébration religieuse, mais ils n'entendent pas pour cela en imposer comme une formalité. Elle n'a simplement pour but que de constituer la preuve du mariage.

Il n'existait pas non plus un mariage religieux et un mariage civil. La coutume qui se pratiquait était qu'un prêtre bouddhique se rendait chez les futurs mariés et les bénissait devant les parents. Cette cérémonie donnait lieu à un festin. Après, ils étaient considérés comme mari et femme.

Si on raisonne par déduction, d'après les textes de l'ancien droit siamois, on peut constater aussi qu'avant l'Empire Thaï le mariage pouvait être effectué aussi par rapt, par achat ou par donation.

Le mariage par rapt ou enlèvement de la femme paraît être pratiqué durant la période où, en butte à des invasions et guerres continuelles, le Siam n'était pas encore organisé. A partir de l'Empire, le rapt fut défendu et puni par la loi de peines sévères.

Le texte de la loi sur le rapt ou l'enlèvement et séduction date du temps du premier roi de la présente dynastie. Il a fait l'objet de plusieurs modifications successives.

A l'époque où le rapt fut défendu, époque qui est présumée celle de la fondation du premier Empire Thaï, par l'adoucissement des mœurs, le mariage par rapt fut remplacé par le mariage par achat. C'est le paiement d'une valeur pécuniaire quelconque comme une sorte de marchandise.

Chez les nobles, les mariages étaient précédés d'une demande à l'occasion de laquelle les parents du futur mari apportaient des présents aux parents de la future épouse. Les pourparlers s'engageaient entre les deux parties. Un accord pouvait en aboutir sans le consentement même des futurs époux.

Parfois les rois récompensaient leurs serviteurs fidèles en leur donnant une femme pour épouse. Des écrits de l'époque et d'autres relataient des faits semblables. Ce n'est plus le consentement des époux qui était pris en considération, c'est plutôt le consentement de l'homme.

Si de ces textes on veut construire une théorie du mariage en se demandant s'il est, oui ou non, un contrat on peut arriver à une solution qui peut varier d'après les données du problème. Cette théorie est fort débattue parmi les juristes siamois et même en France on a discuté si le mariage est un contrat.

L'ancienne loi siamoise sur le mariage n'énonçait pas les principes du consentement. Mais il est d'une pratique constante reconnue par la jurisprudence que le mariage se fait par le consentement des futurs époux. Ceci paraît si évident que la loi l'a passé sous silence. Les textes ne font que parler du consentement des parents. Un point à signaler, c'est que parmi les nobles il y a différentes gradations de degrés de noblesse. Le mariage entre un homme du peuple et une fille d'un noble doit nécessairement être précédé du consentement du père de la fille. Ceci paraît un cas exceptionnel.

D'après les principes généraux du contrat, il faut un accord de volontés, autrement dit le consentement des

parties, un objet licite. Une fois le contrat formé, chacune des parties ne peut être déliée de son obligation qu'avec le consentement de l'autre partie. Or, d'après les principes modernes généralement admis, et surtout dans le droit français, la dissolution du mariage ne peut pas être faite par consentement mutuel des parties. On peut donc dire que le mariage n'est pas un contrat comme les autres¹. Dans le droit siamois, le divorce peut être fait par consentement mutuel. Il ressort clairement de l'article 67 de la loi sur le mariage qui dit : « Lorsque le mari et la femme ne sont plus d'accord et veulent divorcer, qu'il soit fait selon leur désir car leurs destinées s'y opposent on ne peut pas les obliger de vivre ensemble. » On peut donc dire que, dans le droit siamois, le mariage est un contrat civil comme tous les autres contrats.

§ 2. LES FIANÇAILLES.

Les fiançailles tenaient une place importante dans l'ancien droit siamois. Le législateur s'en préoccupait d'une façon particulière. Chez les nobles, les fiançailles se faisaient par l'intermédiaire des parents. Les parents du futur mari, avant d'entamer des pourparlers, doivent apporter des présents aux parents de la future épouse. Une fois les fiançailles conclues, il est nécessaire de déposer une valeur tenant lieu de véritables arrhes. La rupture injustifiée des fiançailles par l'une des parties donne à l'autre partie le droit de demander des dommages-intérêts.

On peut voir que déjà dans l'ancien droit siamois, les fiançailles étaient un contrat distinct du mariage. Aucun lien du mariage n'est encore établi. Mais ce qui

1. V. Ambroise Colin et H. Capitant, *Traité élémentaire de Droit civil*, T. I, n° 99, Paris, 1934.

va nous montrer quel souci le législateur avait de protéger ce contrat, c'est qu'il était entouré de sanctions. Si un homme a des rapports sexuels avec la femme ou la fille pendant ses fiançailles, il était réputé avoir commis l'adultère (Pua-Mia, art. 114, 116, 120).

Il arrive souvent que les fiançailles étaient faites par des parents ou des hauts personnages parlant au nom de l'époux ou de l'épouse. D'après les principes généraux des contrats, les fiançailles ainsi conclues ne pourraient avoir de valeur que si les personnes intéressées donnaient leur consentement. Mais ceci est tellement conforme aux coutumes et usages qu'il se produisit une présomption en faveur de la validité de la convention. Mais le consentement des futurs époux était prépondérant. Les parents ne pouvaient pas forcer leur fille d'accepter celui qu'ils ont choisi comme époux. Et au cas où il y a rupture de fiançailles conclues par les parents, ceux-ci sont responsables de dommages-intérêts.

§ 3. LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE.

La bénédiction du mariage par un prêtre, avons-nous dit plus haut, n'était pas une formalité imposée par la loi. C'était une cérémonie où les fidèles de la religion de Bouddha considéraient cette bénédiction pour la prospérité future de la famille qui va se former. La célébration du mariage se faisait, et on voit encore aujourd'hui, devant les parents réunis et on y invitait aussi les amis de la famille et de hauts personnages. Le but de cette célébration devant une assistance aussi nombreuse était de conférer une publicité au mariage. Il n'existait au Siam aucun registre de mariage. Cette célébration étant un mode de publicité servait aussi de preuve de mariage.

Il peut arriver aussi que l'homme et la femme s'épousaient discrètement sans la célébration que nous avons parlé. La preuve du mariage se faisait alors par commune renommée ou par la naissance d'un enfant.

Parmi les populations qui possédaient leurs coutumes, la célébration du mariage pouvait être faite selon les règles de ces coutumes. On voyait et aujourd'hui encore les populations chinoises ou mahométanes célébrer le mariage de leurs fils suivant des coutumes différentes de celles des Siamois. Le mariage contracté n'en est pas moins valable.

Ce manque de mode de preuve et de publicité adéquate avait suscité des difficultés dans le cas où un homme se mariait plusieurs fois. Nous avons dit qu'au Siam la polygamie était permise, donc si l'homme contractait plusieurs mariages successifs, quelle sera la position respective de ses femmes ?

Il y avait différentes gradations entre les femmes du même homme. Si la femme est une femme-chef, supérieure aux autres, elle a droit à une part plus grande que les autres sur la succession de son mari. En outre, les distinctions honorifiques accordées par le roi à son époux ne profitaient à elle que si elle est femme-chef. D'autre part, elle seule avait le droit d'accompagner son mari dans les différentes cérémonies.

Comment pouvait-on savoir que telle femme est la femme-chef ? On ne peut tenir compte de la priorité ou de l'ancienneté dans cette matière. La coutume et la pratique considéraient que la femme qui était mariée avec cérémonie comportant un Khan-Mak était considérée comme la femme-chef. Mais la jurisprudence étendait cet avantage aux femmes dont le mari honorait d'une façon notoire comme sa femme-chef privilégiée.

Ce qui compliquait encore plus la situation, c'était que la loi ne disait pas qu'un homme ne peut avoir qu'une femme-chef et elle ne disait pas non plus qu'il

peut avoir un certain nombre de femmes. Actuellement, la question est tranchée d'une façon définitive par le système de l'inscription dans le registre du mariage.

§ 4. LES EMPÊCHEMENTS AU MARIAGE.

Les conditions de fond requises pour la validité du mariage consistaient surtout, dans l'ancien droit siamois, dans le consentement des parents et des époux.

I. *Le consentement des parents était requis en principe.* — Au cas où la fille appartient à la noblesse, il faut le consentement des parents si elle veut se marier avec un homme du peuple. Il semble que c'est le cas normal où les parents donnaient leur consentement. Si, au lieu de se marier par la demande en mariage, l'homme et la femme s'enfuyaient de leur foyer paternel et s'établissaient par une cohabitation notoire, il peut y avoir en cela une union valable. L'union libre n'existait pas, elle était automatiquement légitimée par la commune renommée ou s'il survint un enfant.

Du consentement des parents, on peut rapprocher le consentement du roi au mariage des princes de sang et de certaines personnes formant la suite du roi ou faisant partie de la Cour ¹.

II. *Incapacité.* — 1° Impuberté. — Il n'y avait pas d'âge fixé par la loi pour les filles ou garçons pour pouvoir contracter mariage. Dans les pays tropicaux, on se marie très jeune en se basant sur la puberté naturelle. Le seul texte qui fait allusion est le Code pénal de 1908 actuellement en vigueur. Dans son article 244, il punit les relations sexuelles avec une fille âgée de moins de 12 ans. Avant la promulgation du Code pénal en 1908,

1. Certains fonctionnaires de la Cour doivent obtenir une permission du roi,

aucun texte n'imposait la condition d'âge. L'âge de mariage dépendait alors de l'âge de puberté naturelle qui, ordinairement, variait de 13 ans à 16 ans.

2° Impuissance. — L'impuissance n'était pas prise en considération pour le mariage. On comprend fort bien qu'à ce stade d'évolution de la société, le législateur de ce temps ne s'était pas préoccupé de cette question. Etant donné que l'idée du mariage était très largement admise et le divorce par consentement mutuel peut avoir lieu, une précaution de ce genre ne paraissait pas nécessaire, ce qui n'est pas le cas des législations qui n'admettaient pas le divorce. Dans celles-ci, on doit y réfléchir d'une manière plus approfondie pour permettre l'union.

III. *La parenté.* — La parenté crée un empêchement au mariage. L'ancien droit prohibait les relations sexuelles entre père, mère, frère, sœur, grand-mère, neveu, oncle, tante et neveu et à plus forte raison le mariage entre ces personnes. La coutume et la morale s'opposaient à ce qu'il y ait mariage entre les personnes de parenté directe : on le considérait comme un crime odieux (Pua Mia, art. 36).

L'alliance ne créait pas un empêchement au mariage. On pouvait donc se marier légitimement avec une alliée.

IV. *Incompatibilité du mariage et de certaines conditions.* — 1° Existence d'un précédent mariage. — Mais ceci ne vise que la femme. L'homme peut avoir plusieurs femmes et, par conséquent, contracter plusieurs mariages. La femme qui contracterait un nouveau mariage sans dissolution préalable du premier était coupable d'adultère.

2° L'engagement dans les ordres de Compagnons de Bouddha. — La religion bouddhique qui était déjà la religion nationale dans l'ancien temps professe la chasteté absolue. Un prêtre bouddhiste ne peut donc con-

tracter aucun mariage durant tout le temps de sa vocation. La sanction du mariage fait au mépris de cette prohibition est qu'il était exclu de l'ordre. Ceci résulte du texte de la loi sur les prêtres bouddhistes promulguée dans l'ancien temps par le roi qui était considéré ayant le pouvoir absolu et défenseur de la religion.

3° Fiançailles. — Il y a un empêchement entre la femme fiancée et toute autre personne que le fiancé. Même que les fiançailles ne créent pas les liens de mariage, la loi a voulu entourer ce contrat de soins spéciaux, comme nous l'avons dit plus haut.

§ 5. EFFETS DU MARIAGE.

Les conséquences juridiques du mariage, dans l'ancien temps, pouvaient se résumer dans l'acquisition de la puissance maritale qui porte sur la personne de la femme et aussi dans l'acquisition de la puissance paternelle.

La puissance maritale sur la personne de la femme était accordée dans une très large mesure. C'est ainsi que le mari a le droit de correction sur la femme comme il résulte des articles 26 et 60 de la loi sur le mariage. Ce droit de correction s'entend une correction d'une manière convenable sans abus et non jusqu'à causer des lésions corporelles à la femme. En dehors de ce droit de correction, le mari peut donner sa femme à un autre. L'article 110 du Laksana Bet Set dispose que « quiconque inspiré par l'affection pour un autre lui fait don de sa femme qu'il chérissait comme sa vie, ne peut plus demander la restitution de sa femme ». On ne peut pas concevoir ni déduire de ce texte qu'une femme peut être assimilée à un bien, loin de là. La loi a voulu simplement confirmer ici le pouvoir absolu du mari.

La violation du devoir de fidélité a toujours eu de

graves conséquences de la part de la femme. Le mari a le droit de la châtier. Il a même le droit de tuer sa femme et son complice s'il les prend sur le fait (Laksana Pua Mia, art. 9 et 11).

La loi ne traite pas de l'adultère du mari comme celui de la femme. Le mari coupable n'encourait aucune peine et la femme ne pouvait pas l'invoquer comme une cause de divorce, enfin, il ne perd pas son droit de châtier sa femme au cas où la femme aurait commis la même faute.

Cette inégalité était conforme à la tradition qui existait dans le temps.

§ 6. LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

La mort de l'un des époux entraîne la dissolution du mariage. Ceci paraît tellement naturel que le législateur a passé sous silence. Il s'est préoccupé plus longuement du divorce qui pouvait être fait de différentes manières et sur différents motifs.

1. *Divorce par consentement mutuel.* — Le divorce par consentement mutuel peut être fait à l'amiable sans aucune formalité autre que le mari et la femme se remettent mutuellement un écrit devant des personnes de respect. Dans certains cas, ceci se produit après une dispute entre le mari et la femme. Leur réconciliation les restituent dans les liens matrimoniaux primitifs (Laksana Pua Mia, art. 65, 66). Ou bien ils peuvent se mettre d'accord sans aucune raison autre que leur volonté de se séparer (art. 67).

2. *Le mari s'engage dans l'ordre religieux bouddhique.* — La vocation du mari d'abandonner sa femme et de se faire prêtre de l'ordre bouddhique est une cause de dissolution du mariage. La femme hérite de tous ses

biens. Si, plus tard, il perd sa vocation et rentre dans son ancien statut civil, la cohabitation suffit pour qu'il reprenne tous ses droits et ses biens. Mais si la femme ne consent plus à le prendre pour mari, elle est libre (art. 37 et 38). Il en est de même au cas où la femme s'engage dans un ordre religieux bouddhique.

La loi ne prend en considération que la religion bouddhique. Quant aux autres religions qui sont de tout temps admises, ces règles ne s'appliquent pas.

3. *Abandon de la femme.* — L'abandon de la femme par le mari constituait une cause de rupture des liens du mariage. La durée de cet abandon dépend de la distance de la maison du mari. La formalité était simple. La femme rendait les biens laissés par le mari et par ce seul fait elle est déliée des liens conjugaux (Laksana Pua Mia, art. 49, 50, 51, 52, 55, 56, 62).

4. *Le mari chasse la femme du domicile conjugal.* — C'est le cas qui se produit lorsque le mari est coupable de détournement des biens et chasse sa femme, celle-ci peut demander le divorce et la restitution de la moitié des biens communs.

5. *Injures graves à l'égard des parents de la femme.* — Les injures graves peuvent être des sévices à l'égard des beaux-parents ou autres parents de la femme ou bien des diffamations à l'égard de ceux-ci. Si le mari ne présente pas ses excuses, le mariage peut être rompu sur simple décision des beaux-parents. Mais, au cas où les biens du mari sont encore chez la femme, celle-ci doit les rendre, faute de quoi les liens du mariage subsistent.

6. *Absence du mari.* — L'absence du mari du domicile conjugal pendant un an est une cause de dissolution du mariage. Si le mari envoie de ses nouvelles, cette période est de trois ans passée laquelle la femme est

déliée des liens du mariage. Elle peut se remarier librement.

7. *Mauvais traitements à l'égard de la femme.* — Cette cause est spécifique dans l'ancien droit. C'est le cas où le mari a une nouvelle femme pendant que l'ancien mariage subsiste et cette nouvelle femme inflige des mauvais traitements à l'ancienne, celle-ci peut demander le divorce (Pua-Mia, art. 70).

8. *Adultère de la femme.* — C'est une cause de divorce la plus usuelle et dont l'ancien droit a traité assez longuement. Il fut un temps où la femme coupable d'adultère était passible d'une peine sévère suivie d'une amende en faveur du mari. Cette amende servait de dommages-intérêts. Mais si le mari pardonne à sa femme, il n'a plus droit aux dommages. Le complice de la femme subit le même sort. L'amende qu'il payait revenait au mari outragé.

Il y a lieu de remarquer qu'en dehors de l'adultère qui suppose des rapports sexuels, il y avait d'autres situations qui sont assimilables et qui sont énumérées par la loi, tels sont : le fait de se livrer à des attouchements à l'égard de la femme d'autrui, le fait d'aller trouver la femme dans une chambre ou un endroit caché, le fait d'avoir des conversations privées avec la femme, le fait d'aller voir la femme dans sa salle à coucher. Les coupables de ces différents cas étaient passibles d'amende dont la loi a établi des gradations différentes suivant les cas.

§ 7. LES SECONDES NOCES.

Nous avons dit dans plusieurs passages plus haut que la polygamie était permise dans l'ancien droit. Mais elle n'est pas une coutume essentiellement siamoise et la plupart des gens du peuple se contentent d'une seule

femme ; elle semble être plutôt l'apanage de l'aristocratie et une tradition laissée par les Hindous qui colonisèrent primitivement le pays¹.

Au cas où un homme a plusieurs femmes, quid du sort des différentes femmes et du sort des enfants ?

I. Examinons tout d'abord le sort des différentes femmes. La loi sur le mariage, le Laksana Pua Mia, divise les femmes en trois classes : 1° La femme qui est donnée en mariage par les parents ; 2° La femme que le mari a demandée en mariage comme une seconde femme, inférieure à la première ; 3° La femme que le mari a achetée.

Cette distinction des femmes en trois classes sert pour punir les personnes qui auront commis l'adultère avec la femme. La peine sera plus ou moins forte suivant le rang occupé par la femme.

La distinction ainsi faite par la loi sur le mariage n'intéresse que le point de vue d'adultère. Nous trouvons encore d'autres distinctions dans la loi sur les successions (Laksana Moradok) pour l'attribution des parts dans la succession du mari.

La loi sur la succession distingue les femmes de la manière suivante : 1° La femme que le roi a donnée au mari ; 2° La femme qui est demandée et mariée avec un khan mak ; 3° La femme que le roi a donnée à l'homme sur sa demande et les autres femmes secondaires. Leurs parts dans la succession du mari sont différentes. La femme du premier rang a 3 parts $\frac{1}{2}$, celle du deuxième rang a 3 parts et les autres reçoivent 2 parts $\frac{1}{2}$, pourvu que ces femmes aient habité plus de trois ans avec le mari. Si elles sont mariées depuis une période moindre, elles n'ont droit qu'à la moitié de ces parts.

La femme donnée par le roi est un cas exceptionnel.

1. *Le Siam et les Siamois*, par le Comte E. Lunet de Lajonquière, Paris, 1906, Armand Colin, p. 42.

Quel sera alors le critère pour distinguer entre ces femmes celle qui est la première, la plus supérieure de toutes ? Le texte de la loi ici est formel, c'est la femme qui a fait l'objet d'une demande en mariage avec Khan Mak. On a attribué à cette femme le mot de « Mě Chao Ruen », mot qui signifie femme chef du ménage. Ce terme provient de la pratique coutumière. Dans sa signification légale d'après le texte de la loi que nous trouvons dans la loi sur les successions, art. 3, il signifiait « femme » et non autre chose¹.

La femme supérieure a toujours droit à la succession de son mari et, en cas de plusieurs femmes, elle a toujours une part plus grande que les autres.

La jurisprudence siamoise a assimilé la cohabitation prolongée et le traitement du mari à l'égard de la femme comme étant supérieure aux autres comme la cérémonie de « Khan Mak ».

II. *Le sort des enfants.* — Les enfants qui ont droit à la succession de leurs parents sont énumérés dans l'article 8 de la loi sur les successions. Ce sont les enfants nés de la femme que le mari a demandée en mariage et la femme donnée par le roi, les enfants nés des femmes secondaires et des femmes esclaves, les enfants des précédents lits du mari ou de la femme et, enfin, les enfants adoptifs. Les parts que l'enfant recueillera dans la succession de ses parents varient suivant le rang de leur mère. La loi a fixé des parts respectives à recueillir par ces enfants.

§ 8. LA PUISSANCE PATERNELLE.

La loi, en traitant en plusieurs articles différents de la puissance paternelle, n'a pas précisé quelle sera la

1. Note du prince Rajburi sous l'art. 3 de la loi sur les Successions dans le Recueil des lois fait par lui.

personne investie de la puissance paternelle. Elle ne fait qu'énoncer les noms des parents en plusieurs passages. En règle générale et suivant la coutume, la puissance paternelle est exercée par le père.

Dans l'ancien temps, les parents ont des pouvoirs très étendus sur la personne et sur les biens de leurs enfants. C'est ainsi qu'ils ont le droit de les vendre ou de les donner à d'autres. Au cas où l'enfant est de nature tellement criminelle, n'écoutant plus les conseils et remontrances de ses parents, ceux-ci peuvent le répudier, c'est-à-dire déclarer coupés entre l'enfant et eux-mêmes les liens de paternité.

Quant aux biens de l'enfant, la loi n'a parlé dans aucun passage. C'est, d'après les coutumes de l'époque, le père qui les administre. Mais, la plupart du temps, l'enfant ne possède pas de biens personnels, ils sont confondus avec ceux de ses parents.

On a soutenu que la loi regarde la puissance paternelle comme fondée sur ce principe que l'Etat délègue le devoir de protection aux parents pour surveiller leurs enfants. Ce devoir de protection engendre les droits d'un quasi-propriétaire sur les enfants¹. L'argument est basé sur la loi dite « Laksana Lak Pa » promulguée dans l'année 1899. Cet argument ne nous paraît pas convaincant. La loi dite Laksana Lak Pa est une loi qui traite essentiellement du détournement ou séduction de personnes en vue de les vendre comme esclaves. Cette loi est basée sur le but de garantir la paix sociale.

L'argument qu'on peut invoquer en faveur de ce principe de quasi-propriété nous paraît plutôt venir des droits divers reconnus par la loi aux parents de disposer de leurs enfants. (Voir Laksana Bet Set, art. 109.)

Les parents ont le droit de garde des enfants. Ils ont le droit de l'élever et de le corriger sans quoi les droits

1. Voir N. Chune Charuvastra : *La formation du mariage et la puissance maritale en Droit siamois*. Thèse Paris, 1922, p. 178-179.

précédents ne seront pas efficaces. Mais, par contre, ils n'ont pas le droit de donner leur fille en mariage aux étrangers (Loi pénale (Aya Luang), art. 13). Cette prohibition repose sur la méfiance qu'on témoignait à l'égard des étrangers, suscitée par la hantise de la peur d'une conquête du pays par des puissances étrangères.

Les parents ont le droit de consentir au mariage de leurs enfants. La loi a consacré de longs développements à cette matière. D'après ces textes, le mari n'aura de puissance maritale sur la femme que lorsque ses parents auront consenti au mariage, sinon à la majorité de la femme.

La loi a entouré les droits des parents sur leurs enfants de sanctions diverses tant civiles que pénales. C'est ainsi qu'elle punit le détournement des enfants d'amendes. D'autre part, la personne qui enlève une fille à ses parents doit leur présenter des actes respectueux. L'abandon de la fille qui s'en va habiter avec un homme sans le consentement des parents, l'homme et la fille sont coupables et doivent payer « le prix de lait » aux parents, ce qui signifie une compensation de la peine que les parents ont eu pour élever leur fille.

A la majorité qui est de 20 ans, les enfants sont émancipés de la puissance paternelle. Le droit siamois n'a jamais connu l'émancipation avant l'âge de majorité.

§ 9. L'ADOPTION.

L'adoption était fréquemment pratiquée dans l'ancien temps. C'est, la plupart du temps, la coutume qui suppléait aux règles qui n'étaient pas établies d'une façon assez nette. Les textes relatifs à l'adoption parlaient de la donation des enfants et se mélangeaient avec les dispositions sur le droit des maîtres sur les fils de leurs esclaves. Le seul texte qui parle de l'adoption est l'arti-

cle 109 du Laksana Bet Set qui dit que, lorsqu'une personne a donné son enfant à une autre depuis sa naissance jusqu'à l'âge d'un an et, si, plus tard, elle réclame son fils, elle doit payer une récompense à celle qui l'a élevé. Si l'enfant ne veut plus suivre ses parents et veut rester avec l'autre, il est libre de le faire. Le même article poursuit cette échelle de gradation d'âge jusqu'à l'âge de 7 ans et au-dessus. Si, à partir de 7 ans, celui qui a élevé l'enfant voulait le vendre ou le rendre misérable, les parents peuvent le réclamer sans avoir à payer aucune récompense car l'enfant est assez grand pour l'assister, ce qui tient lieu de compensation suffisante.

D'après la coutume, l'adoption était un contrat librement consenti par les parties. Si l'adopté est un mineur, il faut le consentement de ses parents. Pour l'adoptant, aucune condition d'âge n'est exigée, mais on est d'accord et suivant la pratique l'adoptant doit avoir passé sa majorité.

Parfois, la commune renommée suffit pour confier à l'enfant le titre d'enfant adoptif. Mais elle doit être non équivoque et doit résulter clairement de son état qu'il est l'enfant adoptif de l'adopté.

§ 10. LE RÉGIME DES BIENS ENTRE ÉPOUX.

L'ancien droit siamois ne connaissait qu'un seul régime matrimonial. C'est le régime imposé par la loi qui ressemble au régime de communauté légale du droit français.

Les biens matrimoniaux se composent du Sin Derm et du Sin Somros.

Les Sin Derm sont des biens apportés par les époux le jour du mariage pour servir de capital à la société future des époux. Ils comprenaient toutes sortes de

biens appartenant à l'époux ou des biens à lui donnés. La loi sur le mariage a fait une longue énumération de ces biens. C'est le système de légiférer si cher à cette époque. Rentrent dans cette catégorie de biens autant meubles qu'immeubles ou bien des sommes d'argent ou des bijoux. Le cas fréquent est le cas de la maison conjugale construite par le mari sur le terrain appartenant à la femme. D'après la coutume fort ancienne, l'homme qui demande une femme en mariage doit faire construire une maison conjugale dite « Ruen Hoë » pour le nouveau ménage. Cette maison est considérée comme un Sin Derm. La loi va plus loin, elle assimile le travail de l'homme comme un capital apporté par lui. Si l'homme, en se mariant, n'a apporté aucun bien autre que la force de travail, il a droit à une part des biens communs acquis durant le mariage. La force du travail de la femme n'entrait pas en ligne de compte. Si elle n'a pas apporté de capital, elle n'a aucune part sur les biens communs en cas de divorce.

Les Sin Somros sont les biens que les époux ont acquis durant le mariage. Toutes les acquisitions sont des Sin Somros, à moins de stipulations contraires. Ainsi les biens acquis par la femme ou par le mari durant le mariage en vertu d'une donation ou un legs à lui faite sont réputés des biens communs comme toutes les acquisitions à titre onéreux. Mais les donations faites à l'un des époux le jour du mariage sont réputés propres (Pua Mia, art. 72).

I. *Administration des biens communs.* — Les biens formant les Sin Derm (qu'on peut qualifier de propres) et ceux formant les Sin Somros (qu'on peut qualifier d'acquêts) tombent dans la masse commune qui est administrée par le mari. La femme a un droit aussi large que le mari dans l'administration des biens communs. Au cas où le mari a plusieurs femmes, la femme

supérieure seule a des droits aussi larges que le mari, les femmes secondaires ne peuvent engager la communauté que des dettes nécessaires à la vie ou aux besoins du ménage, à moins de la reconnaissance ou ratification des dettes par le mari. (Voir loi sur les Dettes, art. 15 et 17.)

II. *Répartition des dettes en cas de divorce.* — Les dettes contractées par le mari et la femme seront supportées, au cas de divorce, par les époux, mais de proportion différente. Le mari doit payer deux parts et la femme une part. Si la femme a fait une dette à l'insu du mari, mais pour subvenir aux charges du ménage, le mari aura à payer la moitié. Et si le mari a contracté des dettes pour le ménage, la femme aura à supporter la moitié. Si les époux ont contracté des dettes pour leur bénéfice personnel, ils supporteront eux-mêmes la totalité de la dette.

III. *Théorie des récompenses.* — La théorie des récompenses reposait, dans l'ancien droit comme à l'époque actuelle, sur l'idée d'équilibre entre les patrimoines des époux et par un juste règlement de comptes pour empêcher que l'un d'eux ne s'enrichisse au détriment de l'autre.

La question des récompenses est nettement tranchée dans l'article 72 de la loi sur le mariage (Pua Mia). Mais ce texte ne parle que de la récompense due par la communauté à l'un des époux.

1° Lorsque les biens propres de chacun des époux ont péri par voie de perte dans l'exploitation des affaires ou par voie d'accidents, la récompense est due par la communauté ;

2° Il n'y a pas lieu à récompense en cas de procès ou peines pécuniaires subies, ou en cas de legs faits sur les biens propres. Il en est de même de la donation faite sur les propres ;

3° S'il n'y a plus de biens communs, il n'y a pas lieu à récompense ;

4° S'il n'y a point de biens communs et qu'il n'existe que des biens propres, celui qui a une part plus grande doit partager à l'autre pour la raison de leur communauté de vie ;

5° Si les biens propres du mari et ceux de la femme ont péri des deux côtés, il n'y a lieu à aucune récompense.

Cette théorie de récompense, on le voit, repose sur l'idée essentielle d'égalité absolue entre les patrimoines des époux.

La preuve des biens propres était administrée dans l'ancien temps par un écrit fait au jour du mariage. Mais une loi annexée à la loi sur le mariage et consacrant la coutume dispense de la preuve par écrit. Elle peut donc être faite par témoins.

IV. *Distribution des biens en cas de dissolution du mariage.* — A la dissolution du mariage soit par la mort de l'un des époux ou par le divorce, les biens matrimoniaux seront distribués de la manière suivante :

1° Les époux reprennant, en cas de divorce, leurs biens propres. Au mari, la femme doit rendre le Khan Mak et les Sin Sod, somme apportée par lui à la demande en mariage ;

2° En cas de mort, les Sin Somros seront rendus aux parents de l'époux défunt ;

3° Les biens communs, c'est-à-dire les acquêts durant le mariage, seront divisés en trois parts égales dont deux parts iront au mari et une part ira à la femme. Lorsque la femme n'a apporté aucun capital au jour du mariage, ce qui signifie que, lorsque la femme n'a pas de Sin Derm, elle n'a aucun droit sur les acquêts ;

4° Au cas où il y a eu des enfants issus de l'union, la femme n'est pas obligée de rendre le Khan Mak et le Sin

Sod. La raison est assez difficile à dégager. Ce doit être sans doute les biens qui iront aux enfants par la suite à la mort de leur mère ;

5° Lorsque la femme a apporté un capital et le mari n'a rien apporté, le mari a également droit à une part, la femme recueille deux parts des biens communs. La raison ici est indiquée par la loi. C'est que par la protection et la force de l'homme qu'il résulte des biens communs¹.

1. Voir N. Chune Charuvastra : *Op. cit.*, pp. 210 et suiv., qui semble construire une théorie contraire.

CHAPITRE III

L'EVOLUTION DU DROIT SIAMOIS SUR LA FAMILLE

§ 1^{er}. LE DIGESTE ET LES TEXTES ULTÉRIEURS.

Les vieilles lois siamoises promulguées par les anciens rois existaient en trois exemplaires. L'un était déposé à la Bibliothèque royale, un autre au Palais du roi et le troisième exemplaire était déposé à la Cour de Justice royale. En 1804, une affaire de divorce fut plaidée, mais il y eut des doutes sur l'exactitude des textes dont l'application conduisait à une iniquité. Ce fut alors l'occasion de révision générale des lois du royaume et la publication de deux digestes de 1804.

Le système de publication était défectueux. Il n'était pas facile pour le peuple de connaître les règles qui leur sont applicables. Les lois antérieures étaient plutôt des ordres du souverain adressés aux officiers chargés de surveiller la conduite des habitants du pays.

Le texte de la loi sur le mariage, tel qu'il existe dans le *Digeste*, offre des particularités suivantes qu'il est utile de signaler ici :

1^o Le législateur commence par un préambule qui précède toujours les lois. Il exprimait d'abord le désir de supprimer les diverses disputes sur des droits et des obligations qui naissent du mariage.

Le législateur règle ensuite la question de l'adultère

et les relations entre les époux et les tiers. Il punit l'adultère d'une amende au profit du mari outragé. Ce n'est pas, à vrai dire, une peine criminelle¹.

L'amende infligée au complice d'adultère servait de dommages-intérêts à l'époux outragé. Il n'y a qu'un seul cas où la législation condamne le coupable à payer une amende dont une moitié ira au Trésor. C'était le cas d'adultère avec une femme fiancée. Nous voyons ici un cas d'exception.

2° Le législateur passe ensuite à la réglementation de la formation et de la dissolution du mariage. Il ne cherche pas à indiquer avec les développements qu'il comporte le principe du mariage. Ce sont des cas concrets qui sont envisagés par le législateur.

3° La distribution des biens au cas de dissolution du mariage était aussi minutieusement réglementée. Le texte consacrant la coutume n'exige pas une preuve écrite des apports des époux. On se contentait de preuves ordinaires, par témoins notamment. Avant le *Digeste*, une preuve écrite était exigée pour constater les apports des époux.

La vieille loi siamoise sur le mariage a reçu son application jusqu'à une époque relativement récente. Si nous examinons les textes et l'essor rapide du Siam vers la civilisation occidentale, les anciens textes paraissent en grande partie en désuétude. Il y a une lutte entre les vieilles coutumes consacrées par des textes et les principes modernes du droit. L'évolution du droit continue, les vieilles coutumes cèdent la place aux nouvelles.

L'essor vers les idées modernes est marqué par la promulgation de l'Acte sur le mariage des étrangers au Siam du 9 janvier 1898. Cette loi a été promulguée sur

1. L. Duplatre : *Condition de la femme au Siam*, Thèse Lyon, p. 50 et s. Voir opinion contraire : Chune Charuvastra : *La formation du mariage et la puissance maritale en Droit siamois*, Thèse Paris, 1922, p. 126-127.

la nécessité de dégager les principes du mariage et d'énoncer d'une façon non équivoque l'esprit du droit siamois sur le mariage. L'article premier de cette loi dispose que : « Le mariage, d'après la coutume et la loi siamoises, est un contrat entre les époux ayant les mêmes conditions essentielles d'un contrat ordinaire. En conséquence, lorsqu'il y eut échange de volontés ou qu'une célébration a eu lieu montrant nettement que l'homme et la femme consentent à être époux et ceux-ci n'ont commis un acte contraire aux textes prohibitifs de la loi, ils sont considérés comme mariés légalement. »

Il est vrai que cette loi a été promulguée pour régler le mariage des étrangers au Siam. Mais l'article premier expose le point de vue du législateur dans la matière. Ce principe de mariage-contrat est toujours suivi et on le retrouve dans le droit siamois moderne.

La condition de la femme a aussi changé au cours de ces dernières années. Tandis que, dans l'ancien temps, on voyait un homme contractant des liens de mariage avec plusieurs femmes, cette situation est condamnée à disparaître. Ce n'est pas seulement le nouveau Code civil, comme nous le verrons dans la deuxième partie, qui en est la cause, mais aussi l'évolution des mœurs au cours des siècles.

§ 2. L'ESSOR VERS LES PRINCIPES MODERNES.

Le nouveau Code civil et commercial siamois a introduit dans le pays des principes nouveaux déjà connus des peuples d'Occident, mais encore inconnus dans le Siam. C'est l'aboutissement de l'adoption du Système de Codification des lois siamoises sur la base des principes modernes. Le Siam a franchi, de ce fait, un siècle d'évolution des règles juridiques. Les principes nouveaux vont révolutionner l'esprit des gens qui ne sont

pas encore familiarisés avec les principes inspirés des codes continentaux. Mais l'expérience nous a montré, durant la période s'écoulant depuis 1925 qui marque la date de l'entrée en vigueur des Livres I et II du nouveau Code civil et commercial, que la tentative d'introduction des principes nouveaux a réussi.

Le nouveau Code commence par la réglementation du mariage et ses modalités. Les relations entre époux quant à leur personne et leurs biens sont réglementées sur la base des vieilles lois et des principes modernes combinés. Ensuite, le nouveau Code traite des droits et des obligations des parents, ce qui comprend toutes les questions relatives à la puissance paternelle, la tutelle et la filiation. Enfin, l'obligation alimentaire, inconnue dans l'ancien droit, est aussi réglementée. On peut dire que par la confection du nouveau Code civil et commercial, et spécialement sur la partie relative à l'organisation de la famille, une révolution s'est accomplie. Le changement est tellement profond qu'on ne reconnaît plus les vieilles formes des lois siamoises antérieures. On peut néanmoins voir encore les vestiges des anciennes coutumes qui sont traditionnelles mais, à part cela, le droit siamois a pris une physionomie nouvelle.

DEUXIÈME PARTIE

La Législation siamoise moderne
sur l'Organisation de la Famille.

Le nouveau Code civil
et commercial siamois

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION SOCIALE ET JURIDIQUE DE LA FEMME

§ 1. LE PROBLÈME SOCIOLOGIQUE.

Dans l'ancien temps où les Siamois avaient à lutter contre les différentes invasions, la femme était considérée comme un être faible ayant besoin de la protection de l'homme. Une fois mariée, elle n'a d'autre devoir que de garder sa fidélité à son époux et s'occuper du ménage. L'infériorité de la femme vient de sa nature même et non du résultat des conditions sociales.

Mais ceci ne vise que les femmes qui appartiennent à la famille siamoise proprement dite. Le sort des femmes étrangères est différent. Après les conquêtes faites par leurs chefs, les Siamois rentrent avec les prisonniers hommes et femmes. Ceux-ci sont assujettis à l'esclavage. Un homme qui a fait la guerre peut garder une femme comme son butin. La femme est alors considérée comme sa propriété dont il peut disposer à sa guise.

Après la fondation du premier Empire Thaï, la femme a une condition meilleure. La femme s'associait aux activités du mari. C'est le résultat de l'évolution du pays vers le mercantilisme et l'agriculture. La femme aidait le mari dans ses travaux agricoles et encore aujourd'hui on voit les femmes travailler côte à côte et produisant la force de travail autant que l'homme. On

ne peut plus dire, avec l'évolution des idées modernes, que la femme est inférieure à l'homme à cause de son sexe.

Il nous semble que les situations économiques d'un pays sont le résultat de l'émancipation de la femme. Plus la civilisation fait ses progrès et l'industrialisme s'intensifie, il se produit une impulsion vers le féminisme. La femme veut être l'égale de l'homme parce que la nécessité l'y oblige. Au Siam, pays d'agriculture, la femme n'a pas senti ce besoin de réveil émancipateur.

§ 2. LE PROBLÈME JURIDIQUE.

Si nous examinons la situation de la femme au point de vue juridique, nous verrons que la femme siamoise a beaucoup plus de droits que beaucoup de femmes européennes.

Mentionnons tout d'abord que la femme siamoise a les mêmes droits politiques que l'homme. Elle peut être électeur et éligible. Ses droits politiques sont reconnus par les lois constitutionnelles.

Au point de vue civil, le Code siamois, comme la plupart des codes modernes, a conservé beaucoup de l'esprit ancien parce qu'ils sont inspirés des codes des pays continentaux qui ont leur raison propre issue du droit romain et du Code Napoléon. Le Siam fait une transformation de ses législations en glanant les règles qui lui paraissent praticables.

D'après l'article 38 du Code civil et commercial, la femme ne peut faire aucun acte qui engagerait la communauté. L'acte fait sans autorisation du mari est entaché de nullité relative. Par contre, elle est capable de faire tout acte concernant ses biens personnels (art. 37).

Mais il y a certains actes relatifs aux biens communs que la femme peut faire sans autorisation du mari, ce

sont des cas particuliers énumérés par le Code, tels sont : incertitude sur la vie ou la mort du mari, abandon du mari, lorsque le mari est interdit judiciaire ou quasi-interdit, lorsque le mari est atteint de démence et doit être soigné dans un hôpital, lorsque le mari est l'objet d'un jugement de condamnation à la peine d'emprisonnement et subit sa peine (article 39). La femme peut disposer de sa part dans la communauté par testament sans autorisation de son mari (article 40).

Le Code contient des dispositions relatives à la femme commerçante. La femme ne peut exercer un commerce qu'avec l'autorisation de son mari mais cette autorisation peut être tacite et résulte du fait que le mari a su et ne l'a pas empêché. La femme commerçante peut faire des actes et intenter des actions sans autre autorisation du mari que celle qui l'a autorisée à faire un commerce pourvu que ces actes se rapportent à ce commerce. Mais en aucun cas, la femme ne peut engager la communauté plus que sa part (article 41).

Le mari peut retirer son autorisation ou la limiter mais sans nuire aux droits des tiers agissant de bonne foi. Au cas où le mari refuse ou retire son autorisation sans raison valable, la femme peut demander au tribunal de l'autoriser à administrer sa part dans la communauté. Le mari doit être convoqué à l'instance. Le tribunal a un pouvoir discrétionnaire. Il peut soit l'autoriser s'il voit que l'acte est avantageux à la femme, soit retirer ou limiter son autorisation en tout moment.

On constate que la loi a voulu que la femme mariée soit toujours restée sous la puissance maritale, solution traditionnelle. Mais la question se pose si la femme jouit durant le mariage de ses droits politiques. La solution est dans l'affirmative vu qu'aucun texte ne la prive de ces droits. L'état de mariage n'est pas une entrave à l'exercice de ses droits politiques.

CHAPITRE II

LE MARIAGE

§ 1. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU MARIAGE.

Le Code siamois n'a pas défini le mariage. Mais d'après la coutume traditionnelle, on a admis de tout temps que le mariage dans le droit siamois est un contrat.

Le texte qui consacre la théorie du mariage contrat est la loi de 1898 sur le mariage des étrangers au Siam. L'article 1^{er} de cette loi énonce clairement le caractère contractuel du mariage (voir plus haut p. 47).

En droit français, l'idée que le mariage est un contrat est rejetée par plusieurs auteurs. Chez les catholiques, c'est l'effet d'une préoccupation religieuse, parce que dans la doctrine canonique l'institution du sacrement a absorbé le contrat. Les gens de la Révolution française avaient considéré le mariage comme un contrat purement civil ressemblant aux autres contrats (voir Constitution de 1791, titre II, article 7).

La théorie du mariage contrat en droit siamois ressemble à la théorie du mariage de la Révolution française. Le grief qu'on peut faire à cette théorie, c'est qu'elle peut conduire les législateurs à réglementer le mariage d'une façon contraire à sa stabilité et à sa dignité. Les gens de la Révolution française avaient poussé l'idée que le mariage est un contrat jusqu'au point qu'on pouvait rompre le mariage comme on peut

rompre tous les contrats qui ne sont pas faits pour une durée déterminée. C'est là l'abus de la conception contractuelle du mariage.

Le droit siamois a toujours admis ce principe. On peut rompre le mariage comme on peut rompre les autres contrats. Le nouveau Code civil a admis la solution traditionnelle. Cette conception est entrée dans les mœurs du pays.

§ 2. LES CONDITIONS DU MARIAGE.

Le nouveau Code siamois a consacré un titre du Livre V à la réglementation du mariage. L'article 1445, qui énonce les conditions essentielles, réunit en un même article différentes règles positives et prohibitives. Nous les grouperons en deux grandes catégories. Tout d'abord, les conditions positives et, ensuite, les conditions négatives.

I. Conditions positives de la validité du mariage. — Le Code siamois suit ici les règles énoncées dans les codes modernes. Il exige comme conditions positives de la validité du mariage : 1° la puberté ; 2° le consentement des époux. Quant à la condition essentielle de la différence de sexe, le Code n'en a pas parlé. Il va de soi que le mariage ne peut avoir lieu qu'entre les personnes de sexes différents. D'autre part, le Code pénal punit la conjonction charnelle des personnes de même sexe. En effet, l'article 242 du Code pénal dispose que celui qui a conjonction charnelle contre l'ordre de la nature avec une personne de l'un ou de l'autre sexe ou avec un animal sera puni de l'emprisonnement de trois mois à trois ans et de l'amende de cinquante à cinq cents ticaux.

L'impuissance n'est pas prise en considération par le Code. Il suit ici les principes modernes du droit.

1° La puberté. — De tout temps, la puberté a toujours été une condition du mariage, la nature l'impose. Mais l'âge de puberté varie d'un pays à un autre. Il faut donc établir un âge à partir duquel l'individu est considéré comme pubère.

L'âge de puberté légale est fixé par le Code siamois à 17 ans pour le garçon et à 15 ans pour la fille.

Cette fixation d'âge nous paraît venir de plusieurs raisons. Tout d'abord, le Code a voulu réglementer une fois pour toutes le statut des personnes mariées à un très jeune âge.

Avant la mise en vigueur du Code, on pouvait se marier à un âge inférieur. Aucune prohibition de la loi n'est énoncée pour le mariage, faute d'une réglementation rationnelle. On pouvait légalement se marier à l'âge de 14 ans par exemple ou même à 13 ans. Le seul texte qui fait allusion à cette prohibition d'âge est un texte du Code pénal, article 244, qui punit de peine d'emprisonnement et d'amende celui qui a commerce charnel avec une fille âgée de moins de 12 ans avec ou sans son consentement. L'âge de 12 ans est porté à 13 ans par la loi de 1931. On peut arriver à ce résultat fâcheux de ménage composé d'enfants comme mari et femme.

La seconde raison est la préoccupation de la conservation de la race. Cette raison est si bien énoncée par Portalis qui a dit « qu'il était impolitique de permettre à des êtres à peine affranchis de la stérilité de l'enfance de perpétuer dans des générations imparfaites leur propre débilité ».

Le Code siamois n'a pas parlé non plus de la dispense d'âge comme dans l'article 145 du Code civil français. La raison ici est que le droit siamois ne connaît pas l'institution de l'émancipation. Il n'y a pas dans le droit siamois cette période de transition de la minorité à la majorité. L'individu âgé de moins de 20 ans est mineur et, arrivé à cet âge, il a la pleine jouissance immédiate

de ses droits. Lorsque le garçon et la fille ont l'âge de puberté fixé par la loi, ils sont considérés comme majeurs par le fait du mariage¹.

2° Le consentement des époux. — L'article 1445 (4°) énonce que les deux parties, c'est-à-dire l'homme et la femme, doivent consentir à se prendre pour époux. Mais comment pourra-t-on constater ce consentement ? Le Code n'a pas imposé de règle particulière. Mais en principe le consentement doit être persistant et avoir lieu au moment de la célébration du mariage.

Il n'y a pas, à l'époque actuelle, de mariage par procuration. Les époux doivent donner eux-mêmes le consentement. Le consentement se fera alors d'après les règles générales sur la déclaration de volonté conformément aux articles 117 et suivants du Code civil et commercial.

3° Le consentement des parents. — Le consentement des parents est nécessaire pour le mariage des enfants mineurs. Le nouveau Code contient des dispositions formelles en cette matière, dispositions qui figuraient déjà dans l'ancien droit.

A. Consentement des père et mère.

Lorsque les père et mère sont vivants, l'enfant doit obtenir en principe le consentement du père et de la mère (article 1447). Le texte se borne à formuler cette disposition. Aucune disposition pour la prépondérance du consentement n'est énoncée en cas de dissentiment des parents. Tandis que dans le droit français il y a des dispositions légales en cette matière, le nouveau Code siamois reste assez obscur. C'est dans ce point une critique qu'on peut apporter à ce nouveau Code. Il serait

1. *Code civil et commercial*, article 20 : « Le mineur devient majeur par son mariage pourvu que le mariage ait lieu lorsque le garçon a 17 ans révolus et la fille a 15 ans révolus ».

désirable de trancher nettement le problème en cas de conflit des consentements.

Faute de texte dans cette matière, nous devons nous référer aux principes régissant la puissance paternelle.

L'article 1537 dispose que la puissance paternelle appartient au père. Et dans l'article 1447, au cas où l'enfant est pourvu d'un tuteur, le consentement de celui-ci est nécessaire au mariage. Par le rapprochement de ces deux textes, on peut conclure que, du moment que le tuteur lui-même peut donner son consentement au mariage, *a fortiori*, le père, pourvu de la puissance paternelle, peut donner également son consentement au mariage et a la voix prépondérante en cette matière.

D'après la coutume, c'est ordinairement le père qui s'occupe de ses enfants en cas de consentement au mariage. La femme ne joue qu'un rôle effacé et obéit souvent aux décisions de son mari.

B. Cas où un seul des parents peut consentir.

Lorsque l'enfant habite avec le père ou la mère, le consentement du père ou de la mère est nécessaire. Le fait que l'enfant habite avec le père ou la mère peut se produire dans différents cas. Tout d'abord, c'est la mort de l'un des parents, le survivant peut alors donner son consentement. Ensuite, c'est au cas du divorce où la garde de l'enfant est attribué au père ou à la mère. L'enfant doit alors requérir le consentement de son parent, celui avec qui il vit. Enfin, en cas d'absence de l'un des époux, l'enfant doit obtenir le consentement de son parent qui est présent. La formule énoncée dans l'article 1447-1435 se prête à cette interprétation.

Quant au cas où les parents ne sont pas en état de donner leur consentement, le nouveau Code manque encore de dispositions dans cette matière. Mais par l'in-

interprétation des principes généraux nous pouvons parvenir à un résultat. Au cas où l'un des parents n'est pas en état de donner son consentement, folie, absence, interdiction, etc., le consentement de l'autre suffit. Notre argument repose sur le fait que la puissance paternelle appartient à la mère ou au père suivant le cas et cette puissance confère en même temps le droit de consentir au mariage de l'enfant.

C. Consentement du tuteur.

Quand il n'y ni père ni mère, le consentement du tuteur est nécessaire. L'enfant est pourvu du tuteur lorsqu'il n'a ni père ni mère, ou lorsque ses parents sont déchus de la puissance paternelle. Le nouveau Code siamois ne fait pas passer le pouvoir de consentir au mariage des enfants aux ascendants. Le pouvoir passe au tuteur, contrairement au droit français qui fait passer ce pouvoir en dernier lieu au conseil de famille.

Le fait d'honorer le tuteur du pouvoir de consentir au mariage du pupille a une raison tout à fait particulière au droit siamois. Tandis qu'en France, nous voyons ce pouvoir conféré au conseil de famille, véritable dépositaire de la puissance tutélaire après la mort des parents et en l'absence des ascendants, le tuteur n'étant qu'un agent d'exécution et d'administration et, dans la plupart des cas, intéressé dans la question, car le mariage émancipe le tuteur et met fin à la tutelle. Le droit siamois, au contraire, voit dans le tuteur une personne de confiance. Dans la plupart des cas, le tribunal nomme une personne ayant des liens de parenté avec l'enfant comme son tuteur. Si ce n'est pas un parent, c'est une personne dont la situation mérite entièrement confiance. Dans la société siamoise actuelle où il y a des liens très étroits entre les différents membres, la Cour ou le Tribunal peut aisément exercer son pouvoir de contrôle et d'appréciation de la personne du tuteur.

D. *Cas des enfants naturels ou nés hors mariage.*

Le Code siamois, en réglementant la famille, a voulu parler d'une famille unie par des liens légitimes. Il n'a pas traité la question relative aux enfants naturels. Mais on peut voir dans différents endroits que le Code en a fait allusion. Nous discutons cette question plus loin (voir *infra*, p. 134).

En ce qui concerne le mariage, si l'enfant est né de parents qui ne sont pas unis légalement par les liens de mariage, la mère est considérée comme exerçant la puissance paternelle et a le droit, par conséquent, de consentir au mariage de son enfant. L'enfant est considéré comme son enfant légitime.

Dans le Code civil allemand, l'enfant naturel est considéré comme n'ayant pas de père : aux termes de l'article 1589, son père et lui ne sont pas réputés parents. Au contraire, dans ses rapports avec sa mère et avec les parents de sa mère, l'enfant naturel a la même position juridique que l'enfant légitime et il porte son nom de famille (art. 1705 et 1706). Toutefois, la mère n'a pas sur la personne de l'enfant la puissance paternelle (art. 1707) et, de son côté, le père est tenu de pourvoir à l'entretien de l'enfant jusqu'à ce qu'il ait 16 ans accomplis (art. 1708).

Le législateur siamois n'a pris dans le Code civil allemand que les articles 1705 et 1706, il a laissé de côté les articles 1589, 1707 et 1708. Ceci tient à ce que le droit siamois n'a pas voulu admettre la notion d'enfant naturel. C'est une répugnance manifeste de cette notion que le législateur a passée sous silence. Le temps n'est peut-être pas encore mûr pour admettre cette théorie qui serait considérée comme trop hardie. C'est pourquoi nous voyons donc le législateur parler que des enfants nés hors mariage et ne considérer dans son article 1525

que l'enfant né d'une femme non mariée est considéré comme l'enfant légitime de la femme.

E. Les enfants adoptifs.

Le nouveau Code siamois ne contient pas de règle précise en cette matière. Mais d'après les principes de l'adoption énoncés dans l'article 1586, l'adopté prend dans la famille de l'adoptant la même position que son enfant légitime. On peut déduire donc que l'adoptant a le droit de consentir au mariage de l'adopté mineur.

Formes et caractères du consentement.

Le consentement des parents doit être donné au moment même où l'enfant contracte mariage, c'est un principe universellement admis d'une manière générale.

Mais dans le système siamois, il ne faut pas perdre de vue que le mariage n'est pas célébré à la mairie comme en France. Le mariage est célébré à la maison de la femme ou de l'homme. C'est une coutume longtemps suivie et le législateur du Code n'a rien modifié. Le principe que nous énonçons plus haut n'est pas toujours vrai. Il y a ici un acte à deux temps, c'est-à-dire qu'il y a d'abord la célébration du mariage qui a eu lieu dans la maison des parents de la femme et après cette célébration la transcription du mariage est nécessaire¹. Ce n'est qu'après la transcription que le mariage sera réputé valable.

Le consentement des parents est donné de la manière suivante.

1. Ordinairement, le père, la mère et les autres personnes qui ont le droit de consentir au mariage se rendent au bureau de transcription du mariage et apposent

1. Il en est de même en Indochine. Cf. Solus : *Op. cit.*, n° 207 et 292.

leur signature sur le registre en même temps que celle des époux.

2. Si les parents ne peuvent pas se rendre au bureau de transcription parce qu'ils résident au loin ou en cas de maladie par exemple, un consentement par écrit peut être donné. Cet écrit doit mentionner le nom de l'enfant qui veuf se marier et porter la signature de celui qui a donné le consentement. En certains cas de nécessité où les parents ou ceux qui doivent donner leur consentement ne peuvent dresser un écrit, le consentement peut être donné verbalement devant deux témoins.

Le nouveau Code civil n'exige même pas un acte notarié, un simple écrit suffit. Le Code veut s'assurer qu'il y a bien consentement. C'est pourquoi il autorise même le consentement verbal fait devant témoins.

Le consentement, une fois donné, est irrévocable, c'est le système contraire du système français qui admet la révocabilité tant que le mariage n'a pas été célébré.

II. *Conditions négatives ou empêchements au mariage.*

Les conditions négatives sont importantes pour la formation du mariage autant que les conditions positives. Parmi ces conditions, on fait entrer : 1° la parenté; 2° l'existence d'un premier mariage non encore dissous; 3° la crainte d'une confusion de part; 4° la folie ou l'état de démence de l'un des époux. Tels sont les empêchements énoncés par le nouveau Code. Mais, en dehors de ces empêchements, il en existe un autre qui est sanctionné par un texte spécial : c'est l'état religieux de l'un des époux.

1° *La parenté.* — Nous savons que les motifs de la prohibition du mariage entre proches parents sont fondés sur deux raisons principales. D'abord la raison physiologique et ensuite la raison morale.

Le droit siamois a toujours prohibé le mariage entre

proches parents. Mais le degré de prohibition est différent de celui des autres pays. Le nouveau Code a mentionné les degrés d'empêchement. Tout d'abord, il y a empêchement entre ascendants et descendants en ligne directe. D'autre part, en ligne collatérale, il y a empêchement entre frères et sœurs soit de mêmes père et mère ou soit de même père ou de même mère seulement. En matière d'adoption, le nouveau Code n'empêche que le mariage entre adoptant et adoptée. Il ne contient pas des dispositions comme l'article 354 du Code civil français.

L'alliance ne crée pas un empêchement au mariage. Certes, il serait préférable de créer un empêchement dans ce cas vu l'élément moral, la perspective d'un mariage possible avec les alliés peut provoquer des désordres. Mais dans cette voie la coutume siamoise est solidement établie depuis l'ancien temps. On ne voit pas d'inconvénients au cas où il y aurait mariage entre alliés.

La question la plus difficile à trancher est le mode de computation de parenté. On ne paraît pas beaucoup se soucier de cette question. Le fait tient à ce que le législateur voit l'énumération de l'article 1445 suffisante. Mais qu'entend-on par ascendants et descendants ? On peut se référer ici à l'article 29 du nouveau Code qui énonce des énumérations d'ascendants et de descendants. Sont ascendants les père, mère, grand-père, grand-mère, arrière-grand-père ou arrière-grand-mère. Sont descendants les fils, filles, neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux. La prohibition fondée sur la parenté est plus restrictive ou moins étendue que dans le système français.

La réglementation de la prohibition fondée sur les liens de parenté ne peut s'expliquer que par des raisons historiques. Les mœurs jouent un rôle principal et cèdent la place de plus en plus grande à la règle physiologique. Le législateur siamois ne s'en tient que là.

La tradition explique par elle-même cette portée restreinte de prohibition.

2° *L'existence d'un premier mariage, non encore dissous.* — Dans l'ancien droit siamois, nous avons vu que la polygamie était permise. Cette nouvelle disposition du Code est une innovation dans le droit siamois. Donc, d'après le nouveau Code, pour pouvoir se marier, il faut être libre, c'est-à-dire être célibataire, veuf ou divorcé. Celui ou celle qui est déjà engagé dans les liens du mariage ne peut pas contracter un second. La sanction de cette prohibition est la nullité du second mariage.

La polygamie n'est pas punie par la loi pénale. Ceci demande une explication qui, d'ailleurs, est facile. L'ancien droit admettait la polygamie, donc pas de sanction pénale. Le nouveau Code, par cette nouvelle disposition, a voulu introduire dans les mœurs la conception monogamique. C'est la première étape vers la monogamie. Une répression pénale serait une mesure trop radicale. Nous avons vu, d'ailleurs, que la polygamie n'est pas une coutume essentiellement siamoise. Le plus grand nombre de familles est la famille monogamique.

L'absence du conjoint donne-t-elle à l'autre partie le droit de se remarier. Examinons tout d'abord les textes du nouveau Code sur l'absence. L'article 64 dispose que « lorsqu'une personne quitte son domicile ou sa résidence, si personne n'a eu de ses nouvelles pendant sept ans, le Tribunal peut ordonner l'absence de cette personne sur la demande d'une personne intéressée ou du Ministère public ».

« Cette période est de trois ans pour les personnes engagées dans les champs de bataille ou se trouvant sur un bateau faisant naufrage ou dans un autre danger de mort quelconque lorsque, après la cessation de la guerre ou après le naufrage ou la cessation d'autre danger de mort, personne n'a eu de ses nouvelles. » Et l'article 65 dispose que « la personne dont le Tribunal a déclaré

l'absence est considérée comme morte après l'écoulement du laps de temps mentionné dans l'article précédent ».

D'après la présomption énoncée dans l'article 65, nous pouvons dire que, lorsque l'un des conjoints est déclaré absent par le Tribunal, l'autre est fondé à contracter un nouveau mariage valable. La déclaration d'absence équivalant à une mort, l'autre époux est délié du précédent lien conjugal (voir *infra*, p. 96).

3° *La crainte d'une confusion à part. Le délai de viduité.* — La crainte d'une confusion de part préoccupe aussi le législateur siamois. C'est une prohibition qui n'existait pas dans l'ancien droit.

Le délai prescrit est de trois cent dix jours. La femme veuve ou divorcée ne peut se remarier que lorsque la période de trois cent dix jours s'est écoulée à partir de la dissolution du premier mariage.

A partir de quel moment court le délai ? Les textes du Code peuvent prêter à confusion. Le Code emploie le terme de « dissolution », ce qui ne doit pas être confondu avec le terme « annulation » qui est fait allusion dans les articles 1488 à 1496. Il faut donc faire ici une distinction.

a) Au cas de mort du mari, le délai court à partir du jour du décès ;

b) Au cas de divorce, il faut distinguer s'il s'agit du divorce par consentement mutuel ou du divorce par jugement.

Au cas de divorce par consentement mutuel, le délai court du jour de la transcription du divorce et, au cas de divorce par jugement, le délai court à partir du jour où le jugement prononçant le divorce est devenu définitif (art. 1511).

4° *La folie.* — L'article 1445 (5°) nous dit que « l'homme ou la femme ne doit pas être atteint de démence ».

Par conséquent, si l'une des parties est atteinte de démence, il ne peut y avoir de mariage valable.

Lorsque la folie ou la démence présente des intervalles lucides, le mariage est certainement possible. On peut appliquer ici ce que Pothier décidait : « Cette personne ayant pendant ce temps l'usage de la raison, il n'est pas douteux que le mariage qu'elle contracterait pendant ce temps serait valable ¹. »

L'état de démence exigé dans le Code est un état de fait, il n'a pas besoin d'être constaté par un jugement qui prononcerait l'interdiction. L'interdiction judiciaire en droit siamois, de même qu'en droit français, frappe l'individu d'une incapacité générale et permanente. L'interdit judiciaire ne pourrait pas contracter un mariage valable car il y a présomption permanente de folie.

5° *L'état religieux*. — La loi ne prend en considération que la religion bouddhique qui est la religion nationale. La prohibition de la loi ne s'applique pas aux personnes engagées dans les ordres religieux autres que le bouddhisme (Loi sur le mariage, art. 40, 41. Lois sur les prêtres promulguées dans le règne du roi Rama IV).

§ 3. FORMATION DU MARIAGE.

I. *Les fiançailles.*

Tandis qu'en droit français, les fiançailles comme institution juridique n'existent plus, le nouveau Code siamois a consacré un chapitre à la réglementation des fiançailles. La raison de considérer les fiançailles comme institution juridique vient de l'ancien droit siamois qui en consacrait une partie importante. En outre,

1. Pothier : *Traité du contrat de mariage*, n° 92.

les rédacteurs du nouveau Code s'inspirent du Code civil allemand et du Code civil suisse.

Le Code civil allemand (art. 1297-1302) et le Code civil suisse (art. 90-95) considèrent le contrat de fiançailles, non pas comme obligatoire, mais comme civilement efficace en ce sens qu'à supposer une rupture injustifiée, le fiancé qui en est l'auteur encourt des dommages-intérêts¹. Le nouveau Code siamois s'inspire de ce principe.

1° Les conditions et caractère des fiançailles.

a) Les fiançailles ne peuvent être faites que lorsque le garçon a 17 ans accomplis et la fille a 15 ans accomplis. Cette condition est la condition d'âge minima pour pouvoir contracter le contrat de fiançailles. Les fiançailles faites entre personnes majeures obéissent aux mêmes conditions que les autres contrats.

Lorsque les fiancés sont mineurs, ils doivent d'abord obtenir le consentement de leurs parents. Les personnes qui donnent le consentement sont les mêmes que celles qui consentent au mariage (article 1435).

Les fiançailles, en droit siamois, sont un contrat, ou plutôt une promesse de mariage. La rupture injustifiée de cette promesse entraîne une sanction civile comme nous verrons dans la suite.

b) Au moment de la conclusion du contrat de fiançailles, l'homme ou, plus ordinairement, ses parents remettent un bien en gage, lequel sert en même temps de preuve qu'il se mariera avec la femme. Ce gage devient la propriété de la femme après le mariage. On l'appelle, en droit siamois, « Khong Man ».

En dehors du « Khong Man » servant de garantie au mariage, il y a aussi une remise d'une somme ou d'un

1. La jurisprudence française fait intervenir l'idée de faute de l'article 1382 du Code civil. Voyez Req., 16 janvier 1877. D. P. 1877-1-85, S. 1877-1-165; aussi Dijon, 7 février 1928. D. P. 1928-2-169, note de M. Voirin.

bien appelé « Sin Sod ». Le Sin Sod est remis par l'homme ou ses parents aux parents ou tuteur de la femme en retour du consentement de la femme au mariage. Si le mariage n'a pas lieu, il doit être restitué.

Cette double remise du Khong Man et du Sin Sod vient de l'ancien droit et de la coutume siamoise. Le Khong Man sert de gage au contrat de fiançailles. Mais le Sin Sod a un caractère tout à fait différent. Ce bien est destiné aux parents de la femme ou son tuteur qui peut le garder pour son bénéfice. C'est le dédommagement de la peine que les parents ont eu pour élever leurs enfants ou encore le prix de sa virginité. Ordinairement, les parents font une donation du Sin Sod ou le constitue en capital à la femme.

2° Rupture du contrat de fiançailles.

Quelle sera la sanction de la rupture du contrat de fiançailles ? Lorsqu'une partie manque à son obligation, l'autre ne peut demander l'exécution forcée du mariage.

La promesse de payer une peine pécuniaire en cas de rupture du contrat de fiançailles est nulle.

Le contrat de fiançailles repose dans le droit siamois moderne en grande partie sur la morale. Même que le législateur le considère comme un contrat, il prohibe la clause pénale qui est inhérente aux obligations ordinaires. On est partout d'accord qu'une exécution forcée en cas de mariage n'est pas possible. Mais, par contre, le fiancé qui manque à sa promesse doit payer des dommages-intérêts.

Que comprennent les dommages-intérêts ici visés ? Le Code a soin d'en donner une définition assez précise. Ils comprennent, d'après l'article 1439 :

1° Dédommagement des dommages physiques ou à la réputation (morale) de l'homme ou de la femme ;

2° Dédommagement des dépenses faites de bonne foi par l'un des fiancés ou par ses parents ou tuteur pour préparer le mariage ;

3° Dédommagement des dommages occasionnés par l'administration des biens ou des affaires par l'homme ou la femme en vue du mariage.

Le dommage moral est facile à saisir, car on peut soupçonner qu'il y a une raison cachée que la médisance s'exercera à découvrir. Mais le dommage physique est très difficile à éclaircir, car on ne peut concevoir un dommage physique en cette matière. Le Code a voulu certainement viser le cas où l'homme a eu des attouchements avec la femme ou peut-être des actes plus graves. Il faut pour cela comprendre les mœurs du Siam qui sont sévères eu égard à la chasteté de la femme.

Les dépenses de préparation du mariage visent les dépenses notamment pour l'achat du mobilier, louage d'un appartement ou même la construction d'une maison conjugale appelée le « Ruen Hö ». Ces dépenses, faites de bonne foi par l'homme ou ses parents ou son tuteur, peuvent être remboursées en cas de rupture injustifiée de fiançailles.

L'administration des biens ou la préparation des affaires en vue du mariage à contracter peuvent viser des actes divers. Le Code a consacré ici une formule large pour permettre le dédommagement de toutes les pertes subies par le fiancé qui n'a pas manqué à sa promesse.

Le Code contient des dispositions spéciales pour la femme au cas où elle est la victime. Au cas de rupture de promesse par le fiancé, la femme a le droit de garder les gages donnés en garantie (c'est-à-dire le Khong Man). Mais, au cas où elle demande d'autres compensations des dommages subis par elle, le Tribunal peut décider d'après les circonstances que le Khong Man est largement suffisant pour la dédommager.

Les causes de rupture du contrat de fiançailles peuvent se produire de façons différentes :

Tout d'abord, si c'est par la mort de l'un des fiancés,

L'autre partie n'a droit à aucuns dommages-intérêts. Si c'est par la mort de la fiancée, ses parents doivent restituer le Khong Man à l'homme. Si c'est par la mort de l'homme, il n'y a pas lieu à restitution, sauf convention contraire (art. 1440).

Ensuite, si l'homme refuse de se marier avec sa fiancée pour une raison ou une cause grave survenue du fait de la femme, celle-ci doit restituer le Khong Man et les deux parties ne peuvent se réclamer aucun dommage-intérêt. La raison ou cause grave survenue du fait de la femme peut être de nature diverse. Ce peut être la mauvaise conduite de la fiancée et, en général, tout ce qui touche à la morale de la femme, par exemple l'inconduite de la femme durant les fiançailles (art. 1441).

Enfin, si la femme refuse de se marier avec son fiancé pour cause ou raison grave survenue à l'homme, elle n'a pas à restituer le Khong Man, et les deux parties ne peuvent pas se réclamer des dommages-intérêts. Les raisons survenues à la femme s'appliquent aussi à l'homme. Elles sont variable suivant le cas et on ne peut les déterminer d'avance. C'est pour cette raison que le Code emploie une formule assez large.

L'action en réclamation de dommages-intérêts ne peut être intentée que par la victime seule. Ses héritiers ne peuvent pas l'intenter ni continuer l'instance, sauf au cas où les parents ou tuteurs ont fait des dépenses de bonne foi pour les préparatifs du mariage. Ceux-ci sont fondés à réclamer des dommages-intérêts (art. 1444, 1^{er} alinéa).

La prescription de l'action est de six mois à partir de la rupture de la promesse de mariage (art. 1444, 2^e alinéa).

La promesse de mariage ou fiançailles ne crée pas de lien conjugal entre les fiancés. Il n'y a eu accord de volontés que pour le mariage futur qui va suivre. Ce n'est même pas un mariage à terme, car les éléments

du mariage font défaut. Mais, cependant, l'article 1443 du nouveau Code donne le droit au fiancé de réclamer des dommages-intérêts à toute personne, homme bien entendu, qui serait coupable envers la fiancée de relations charnelles.

Si l'on s'en tient uniquement aux principes de la promesse du mariage même, le fiancé n'est fondé à réclamer aucun dommage-intérêt. La victime de l'acte seul peut les réclamer au cas où il a été commis un acte envers elle puni par la loi. Mais il faut ici se référer à la coutume et l'ancien droit pour comprendre cette disposition de l'article 1443. Dans l'ancien droit, comme nous avons dit plus haut, le rapport charnel avec une femme fiancée à un homme constituait un adultère d'un genre spécial que la loi punissait d'amende au profit du fiancé. Le nouveau Code a voulu conserver cette coutume.

II. *Formalités du mariage.*

Dans l'ancien droit siamois, c'était l'absence de formalisme en matière de mariage. Le nouveau Code civil a introduit une forme pour la validité du mariage : la transcription. D'après l'article 1449, le mariage n'est valable qu'après sa transcription.

La transcription est la seule formalité imposée par la loi. Aucune autre forme n'est imposée. Il faut, pour comprendre le mécanisme de cette formalité, remonter à la formation du mariage depuis sa célébration.

Le nouveau Code n'a imposé aucune condition particulière pour la célébration du mariage. La célébration se fait d'après la coutume qui est la règle adoptée depuis l'ancien droit. Il n'est pas nécessaire que la célébration soit publique. Ordinairement, la célébration se fait en privé à la maison des parents de la fille. A cette occasion, a lieu une bénédiction par un prêtre bouddhique

qui est invité et la cérémonie se déroule devant une assistance formée de parents des deux parties, des personnages amis des deux familles. Une fête ou un dîner est offert à cette occasion. Ce n'est qu'après cette célébration que les futurs époux se rendent avec leurs parents pour effectuer la transcription du mariage.

Cette célébration seule suffisait dans l'ancien droit pour constituer un mariage valable mais, aux yeux du Code, il faut une transcription. La transcription du mariage doit être précédée d'une demande faite par les futurs époux au fonctionnaire chargé de la transcription. Les mineurs doivent produire l'acte de consentement des parents lorsqu'il est donné par écrit conformément à l'article 1448. Si le consentement a été donné verbalement conformément à l'article 1448 (3) ils doivent amener les deux témoins. L'attestation de ceux-ci sera recueillie par le fonctionnaire chargé de la transcription.

Les bureaux de transcriptions sont répartis dans différentes circonscriptions fixées par arrêté ministériel. La transcription peut être faite à n'importe quel bureau. Les époux apposeront leur signature devant deux témoins sur le registre du mariage. La présence du fonctionnaire est nécessaire ainsi que sa signature.

Le fonctionnaire doit refuser la transcription du mariage lorsqu'il apparaît que les conditions imposées par les articles 1445, 1446 et 1447 ne sont pas remplies. En cas de contestation, c'est le Tribunal qui statuera sur la demande des futurs époux.

Après la transcription, le fonctionnaire doit remettre un récépissé aux époux. Ce récépissé servira de preuve de la transcription du mariage (Loi sur la transcription matrimoniale de 1935, art. 5 et suiv.).

Le mariage célébré, mais non transcrit, n'est pas valable. La transcription peut être faite en même temps que la célébration du mariage, la loi sur la transcrip-

tion matrimoniale (art. 10) permet au fonctionnaire chargé de l'enregistrement de se déplacer moyennant le paiement d'un droit supplémentaire.

La transcription ne peut avoir lieu qu'une seule fois en ce sens qu'il ne peut y avoir transcription que pour un seul mariage. Il ne peut y avoir transcription pour un nouveau mariage que lorsque la personne intéressée peut prouver que le mariage précédent est dissous pour cause de mort, de divorce ou d'annulation par un jugement (art. 1451).

Lorsque la transcription du mariage n'a pas eu lieu en même temps que sa célébration, à partir de quel moment le mariage est-il réputé valable ? Existe-t-il un effet rétroactif en matière de transcription. L'article 1449 nous dit que le mariage n'est valable qu'après sa transcription. On doit donc considérer que la transcription ne produit pas d'effet rétroactif. Le système peut offrir des conséquences fâcheuses au cas où il y a célébration du mariage, mais que la transcription n'a pas eu lieu immédiatement. Cet acte à double temps n'est pas commode. Certes, dans l'esprit du législateur, on a voulu que la transcription suive immédiatement la célébration, mais, en l'absence d'un texte formel en cette matière, on peut concevoir le cas où un homme et une femme se sont mariés selon la coutume, mais n'ont pas fait transcrire leur union. Celle-ci serait une union libre notoire par l'effet de sa célébration. Un intervalle plus ou moins long peut exister entre la célébration et la transcription. Nous croyons qu'il serait préférable d'imposer un délai pour la transcription du mariage.

Cette lacune se voit plus nettement dans le cas de l'article 1452 qui vient renforcer notre point de vue. Lorsque l'homme et la femme sont en danger imminent de mort et qu'il y a eu accord de leur volonté de se marier, la transcription subséquente produit un effet rétroactif au jour de la déclaration de volonté.

Ce texte est, à nos yeux, une dérogation au principe posé dans l'article 1449. Nous ne voyons pas pourquoi le législateur n'a pas donné de précisions au cas où il n'y a pas danger de mort.

Une autre critique qu'on peut faire à cette formalité de la transcription est l'absence de délai imposé. Cette absence de délai est un encouragement à l'union libre. Du moment que la loi a imposé une formule pour la régularité du mariage, elle doit être efficace pour en assurer l'effet.

Lorsque le mariage a été célébré à l'étranger, la transcription peut être reçue par l'agent diplomatique ou consulaire siamois.

III. *Preuve du mariage.*

Nous savons l'importance de la question de preuve en matière de mariage dans le droit français. Cette importance n'existe pas seulement pour les époux qui l'invoquent dans leurs rapports avec les tiers, elle est grande aussi pour les enfants issus de l'union conjugale pour prouver leur qualité d'enfants légitimes. Enfin, d'autres personnes peuvent avoir à administrer la preuve du mariage, par exemple en cas de réclamation d'une succession lorsqu'il s'agit de démontrer le lien de parenté qui les unissait au défunt.

Le nouveau Code siamois ne contient pas de dispositions sur la preuve du mariage. Il faut donc se référer aux principes généraux régissant la matière.

1° S'il s'agit d'invoquer la qualité d'époux, de gens mariés, ils peuvent invoquer l'acte de transcription. Le registre de transcription peut ici servir de preuve.

2° S'il s'agit d'enfants qui invoquent leur qualité d'enfants légitimes, le Code, au lieu de faire baser la preuve sur l'union légale des parents, a organisé un système différent. La preuve est faite par l'acte de naissance qui

est une déclaration faite par les parents lors de la naissance de l'enfant. Mais, en l'absence de l'acte de naissance, la commune renommée d'enfant légitime est une preuve suffisante (art. 1524).

Ce mode de preuve est défectueux et insuffisant. Il est trop large pour permettre de voir d'une manière nette la qualité d'enfant légitime.

Nous croyons aussi qu'il faut ajouter, dans l'article 1524, la preuve par la transcription du mariage de leurs père et mère. Car, du moment que le Code admet le principe « *Pater is est quan nuptiae demanstrant* » dans son article 1519, il faut logiquement admettre aussi la preuve de leur union légitime qui est la base fondamentale.

Toutefois, la rédaction de l'article 1524 ne semble pas exclure le mode de preuve par le mariage des parents dûment transcrit. Mais la rédaction défectueuse du Code peut prêter à confusion. Il y a aussi une forte raison de croire, d'un autre côté, que les modes admis dans l'article 1524 sont les seuls admissibles.

3° Pour les personnes qui veulent prouver leur lien de parenté en vue de recueillir une succession, les tiers intéressés peuvent prouver de toute manière soit par écrit, soit par témoins, soit par présomption quelconque. La loi n'ayant pas imposé des règles en cette matière, le mode de preuve obéit aux règles énoncées dans le Code de Procédure civile (voir Code de Procédure civile, art. 85¹).

§ 4. SANCTIONS DES RÈGLES RELATIVES

A LA FORMATION DU MARIAGE.

Le nouveau Code civil siamois ne contient pas deux sortes de sanctions civiles et pénales comme dans le

1. *Code de procédure civile*, 1934, article 85 : « La partie à qui incombe la charge de preuve a le droit de prouver par tous moyens d'après les dispositions de ce Code ou d'autres lois relatives à l'admission et la production de la preuve ».

Code civil français. Le législateur se contente d'une seule sanction qui est la sanction civile.

Il y a, dans la sanction civile, deux sortes de sanctions : préventives et répressives.

A. *La sanction préventive.* — La sanction préventive n'est pas réglementée dans le nouveau Code civil mais fait l'objet d'une disposition de la loi sur la transcription des actes relatifs à la famille. D'après son article 13, le fonctionnaire chargé de la transcription du mariage doit en refuser la transcription dans les cas où les conditions du mariage ne sont pas remplies par les impétrants.

B. *La sanction répressive.* — La sanction répressive est réglementée par le nouveau Code dans les articles 1488 à 1496. C'est la théorie des nullités du mariage.

Les nullités prononcées par le nouveau Code sont de deux sortes : les nullités relatives et les nullités absolues.

Les nullités relatives résultent : 1° d'un vice de consentement des époux ; 2° du défaut de consentement des parents lorsqu'il est requis.

Les nullités absolues résultent : 1° de l'inceste ; 2° de la bigamie ; 3° du défaut de consentement ; 4° de l'état de démence de l'un des époux.

I. *Nullités relatives.*

1° *Le vice du consentement.* — En droit commun siamois, les vices du consentement sont le dol, l'erreur et la violence. L'article 121, 1^{er} alinéa, du nouveau Code civil et commercial dispose que « la déclaration de volonté obtenue par dol ou violence est annulable ». Et, d'après l'article 120, l'erreur sur la qualité essentielle d'une personne ou d'un bien rend également l'acte annulable. En matière de mariage, l'erreur sur la per-

sonne et la violence sont les seuls cas d'annulabilité que le nouveau Code a mentionnés (art. 1491, 2^e alinéa). Il a omis le dol qui, en matière de contrat, est aussi une cause d'annulabilité. Cette omission montre que le législateur a voulu suivre l'adage de Loysel : « En mariage, il trompe qui peut. » (*Institutes coutumières*, Liv. II, tit. III, n^o 3).

Erreur sur la personne : le nouveau Code précise que, lorsqu'il y a erreur sur l'identité de la personne de l'autre conjoint, le mariage est annulable. Que doit-on entendre par identité de la personne ? Il nous semble ici que c'est l'erreur sur l'identité physique de la personne. On peut citer la solution admise par Pothier dans l'interprétation du Code civil français, article 180, 2^e alinéa. « Par exemple, disait Pothier, si, me proposant d'épouser Marie et croyant contracter avec Marie, je promets la foi de mariage à Jeanne qui se fait passer pour Marie. » (Pothier : *op. cit.*, n^{os} 308 à 310.) Le cas de Pothier ne peut plus se présenter en droit français puisque le mariage par procuration n'est plus permis et puisque les femmes ne se marient pas le visage dissimulé sous un voile.

Mais l'exemple est encore applicable au droit siamois. D'après la coutume, le mariage était arrangé par les parents, les enfants consentent ainsi d'une manière implicite aux arrangements faits par leurs parents. On peut concevoir alors l'erreur sur l'identité de la personne.

Quoi qu'il en soit, cette limitation est trop étroite. Le nouveau Code aurait mieux fait de suivre les principes du Code civil allemand, article 1333, qui permet d'annuler tout mariage en cas d'erreur portant sur les qualités personnelles d'un époux telle que l'autre conjoint n'aurait pas contracté s'il avait eu connaissance de cet état de choses et qu'il eût fait une appréciation raisonnable de l'essence du mariage.

Violence : la nullité fondée sur la violence obéit aux règles de droit commun énoncées dans l'article 126 du Code civil et commercial qui dispose que : « La violence ne serait une cause de nullité que lorsqu'elle est telle que la victime a raison de craindre un danger pour lui-même, sa famille ou ses biens. Le danger doit être imminent et au moins assez grave pour susciter cette crainte. » Et l'article 127 dispose que : « La menace d'exercice légal d'un droit ou la crainte révérencielle ne constituent pas une violence. » Enfin, dans l'appréciation de la violence, il faut tenir compte de l'âge, la condition de la personne, la santé et les dispositions de la victime, ainsi que toutes autres circonstances de nature à l'influencer (art. 129).

Conséquence de cette nullité relative : d'après le droit commun siamois, comme dans le droit français, la nullité relative ne peut être invoquée que par la personne et pour la protection de laquelle la loi l'a prononcée et que, de plus, elle est susceptible de se couvrir par une ratification et une prescription.

Nous retrouvons ici ses applications :

a) Tout d'abord, la nullité ne peut être demandée que par l'époux victime de la violence ou de l'erreur (article 1491).

b) En second lieu, la nullité de l'article 1491 peut, conformément aux principes généraux en matière de nullité relative, se couvrir par une confirmation ultérieure de l'acte annulable. L'article 1491 pose ici une prescription d'un an à partir du jour de la connaissance de l'erreur ou lorsqu'il y a possibilité de demander la nullité, excluant ainsi une autre prescription qui est celle de dix ans énoncée dans l'article 143.

Lorsque la victime de la violence ou de l'erreur a eu connaissance de ces vices du consentement ou qu'il lui est déjà possible d'intenter l'action, par exemple ayant eu connaissance de ces vices durant un voyage et une

fois rentré chez lui il ne l'intente pas, c'est une confirmation tacite résultant du fait de laisser écouler le délai d'un an. Mais ceci n'exclut nullement une confirmation expresse. L'époux victime de la violence ou de l'erreur peut devancer cette période et confirmer le mariage, évitant ici l'état d'incertitude qui est nuisible à la vie de famille.

2° Défaut d'autorisation. — Au cas où les enfants sont mariés sans autorisation de leurs parents, du tuteur ou du Tribunal, les personnes admises à en demander la nullité sont, d'après l'article 1493, les parents et le tuteur. Telles sont les seules personnes admises à demander la nullité du mariage. L'époux lui-même ne peut demander la nullité car l'énumération de l'article 1493 est restrictive.

Le délai dans lequel l'action doit être intentée est de six mois à partir du jour de la connaissance du mariage.

En dehors de cela, il y a des cas où les parents ou le tuteur ne peuvent plus intenter l'action en nullité. Ce sont : 1° Lorsque le mari ou la femme a vingt ans accomplis. C'est l'âge de la majorité requise par la loi. Le Code voit ici que, lorsque l'époux a atteint sa majorité, il est libre de faire tous ses actes sans avoir à solliciter l'autorisation de ses parents. La majorité produit une émancipation complète. 2° Lorsque la femme est enceinte. C'est ici qu'on peut voir la volonté du législateur de ne pas permettre des mariages trop précoces. Mais lorsque la femme est en état de grossesse, ce qui prouve sa puberté, il y aurait des inconvénients à séparer les époux.

Ces causes, qui excluent le droit des parents et du tuteur d'exercer l'action en nullité, sont également des causes de confirmation du mariage annulable.

3° Infractions à la condition d'âge ou impuberté. — Nous avons vu que le Code a imposé une limite minima d'âge pour contracter mariage. Quelle sera la sanction

de cette règle ? L'article 1489 semble considérer ce défaut d'âge comme une cause de nullité relative. En effet, cet article dispose que : « Si le mariage est fait contrairement aux dispositions de l'article 1445 (3), il peut être annulé par le Tribunal sur la demande d'une personne intéressée autre que les parents ou le tuteur qui ont donné leur consentement à ce mariage. Si le Tribunal n'a pas annulé le mariage jusqu'à ce que le mari et la femme aient leurs âges révolus d'après ledit article, ou si la femme est enceinte avant cet âge, le mariage est réputé valable depuis le temps où il a été contracté. »

On voit ici apparaître nettement la lacune du Code. D'une part, il a voulu fixer un âge de puberté légale, mais, d'autre part, la sanction n'est pas efficace, à notre avis. Il faut ici une nullité absolue, au lieu d'une nullité relative. Sans une nullité absolue, l'âge-limite minima serait celui de l'article 242 du Code pénal qui interdit la conjonction charnelle avec une fille âgée de moins de 13 ans. En conséquence, à partir de 13 ans on peut contracter impunément le mariage et, lorsque les parents ou le tuteur ont donné leur consentement, ils ne peuvent plus l'attaquer. La demande en nullité ne peut être faite que par une personne intéressée.

Comme personne intéressée, on ne peut concevoir d'autre personne que l'un des époux eux-mêmes, les autres étant exclues par la loi.

Deux cas sont des confirmations tacites de cette nullité, tels sont :

1° Lorsque les époux sont arrivée à l'âge requis, c'est-à-dire 17 ans pour le garçon et 15 ans pour la fille ;

2° La grossesse de la fille avant l'âge requis.

Nous comprenons mal pourquoi le Code a institué un mécanisme aussi compliqué. Il serait préférable et mieux compréhensible de sanctionner le défaut de condition d'âge d'une nullité absolue comme dans le droit français.

II. *Nullités absolues.*

Les articles 1490 et 1491 énoncent des cas de nullités absolues en se référant aux conditions du mariage énoncées dans l'article 1445. Ces causes de nullité sont : 1° l'inceste ; 2° la bigamie ; 3° l'état de démence de l'un des époux ; 4° le défaut de consentement.

Précisons les deux dernières causes. L'état de démence de l'un des époux est une cause de nullité, même s'il n'est pas constaté par un jugement. C'est simplement un état de fait.

Le défaut de consentement signifie ici qu'il y a absence de consentement (art. 1491, 1^{er} alinéa). C'est le même principe que l'article 146 du Code civil français. Lorsque le consentement est vicié pour cause d'erreur d'identité ou de violence, le mariage est annulable.

La fausse déclaration relative au délai de viduité n'est pas une cause de nullité (art. 1492).

Quelles sont les personnes autorisées à invoquer la nullité absolue du mariage ? Le Livre V du nouveau Code civil ne nous donne pas de solution. Il faut pour cela se référer aux principes généraux en matière de nullité absolue. La réponse est donnée dans l'article 133 qui dispose que : « Les actes de nullités absolues peuvent être attaqués par toute personne intéressée. »

Il n'y a pas à distinguer ici les personnes intéressées en personnes qui doivent justifier d'un intérêt pécuniaire et en personnes n'ayant pas à justifier d'un intérêt pécuniaire, la formule étant générale. Sont donc admis à invoquer la nullité absolue du mariage :

1° Les époux eux-mêmes, y compris les époux en faute, par exemple, de bigamie qui ont intérêt à mettre fin à une situation irrégulière que la loi frappe de nullité ;

2° Le premier conjoint de l'époux bigame ;

3° Les père et mère et les ascendants ; ceux-ci ont un intérêt moral à exercer l'action ;

4° Le tuteur qui exerce la puissance paternelle peut être admis aussi à exercer l'action en nullité en justifiant un intérêt moral ;

5° Les enfants du précédent mariage qui peuvent invoquer un intérêt moral ou pécuniaire ;

6° Même que le Code est muet sur ce point, nous croyons que le ministère public peut aussi invoquer la nullité du mariage. En cas de démence par exemple, c'est l'intérêt de la société qui est en jeu. Lorsque personne n'invoque la nullité, le ministère public peut intervenir ;

7° Les autres intéressés. En dehors de ceux déjà énumérés, il y a aussi d'autres personnes intéressées :

a) Les créanciers de l'un des époux ou plus généralement les ayants cause autres que les héritiers peuvent avoir intérêt à invoquer la nullité. Ce sont par exemple les créanciers d'une femme soi-disant mariée qui se refuserait à exécuter l'obligation qu'elle aurait souscrite à leur égard en invoquant le défaut d'autorisation de son mari ;

b) Le conjoint divorcé peut avoir un intérêt pécuniaire à invoquer la nullité, par exemple au cas où il serait créancier d'aliments, le second mariage pouvant créer des charges qui ne lui permettent plus de servir régulièrement la pension à laquelle il a été condamné¹.

§ 5. EFFETS DES NULLITÉS DU MARIAGE. LA THÉORIE DU MARIAGE PUTATIF.

Rappelons tout d'abord, pour la comparaison, les effets normaux de l'annulation.

L'annulation du mariage ne met pas seulement fin au

1. Colin et Capitant ; *Op. cit.*, T. I, n° 162.

mariage comme la mort ou le divorce, mais elle l'anéantit dans le passé puisque le mariage est considéré comme n'ayant jamais existé. L'union des conjoints est donc considérée comme un simple concubinage. Voici quelques conséquences rigoureuses qui résultent de ce principe :

1° Les enfants nés des deux conjoints sont des enfants illégitimes.

2° La femme n'a pas perdu sa capacité par le fait du mariage aujourd'hui annulé, et les actes qu'elle aurait passés sans autorisation sont valables.

3° Les conventions matrimoniales sont considérées comme non avenues. De même disparaissent les donations faites en vue du mariage.

4° Les dispositions du Code relatives aux droits et devoirs des époux ne reçoivent pas application.

5° Enfin, le survivant n'a aucun droit à la succession du prédécédé. Et bien plus, si l'annulation du mariage a eu lieu après la mort de l'un des époux, le survivant qui a déjà recueilli la succession est obligé de la restituer.

Toutes les conséquences de l'annulation du mariage ci-dessus énoncées sont dures pour les époux qui sont peut-être de bonne foi en contractant le mariage et surtout pour les enfants issus de leur union. C'est pourquoi le Code a formé des dispositions pour tempérer la rigueur du principe. Le nouveau Code civil n'exige que la bonne foi pour que le mariage, même annulé postérieurement, produise ses effets. C'est la théorie du mariage putatif.

Cette théorie du mariage putatif semble être introduite implicitement dans le droit siamois par la réglementation à l'instar du Code français. En effet, l'article 1494 dispose : « L'annulation du mariage ne peut nuire aux droits acquis par ce mariage par la partie agissant de bonne foi.

» Si une seule partie a agi de bonne foi, cette partie peut demander des dommages-intérêts. Si c'est la femme qui est la partie agissant de bonne foi, elle peut réclamer en outre des aliments. »

D'autre part, l'article 1495 est ainsi énoncé : « L'annulation du mariage ne peut nuire aux droits acquis aux tiers agissant de bonne foi avant l'annulation de ce mariage. »

Enfin, l'article 1532 est ainsi conçu : « L'enfant né durant le mariage est considéré comme un enfant légitime même que le mariage a été postérieurement annulé. »

I. Les conditions du mariage putatif.

De ces textes, il résulte que le mariage est putatif lorsque les époux ou l'un d'eux a été dans l'ignorance de la cause d'invalidité. Par conséquent :

1° Peu importe la nature de l'erreur commise. Ce peut être une erreur de fait, par exemple erreur sur le lien de parenté, ou bien une erreur du droit, par exemple erreur provenant de l'ignorance du texte qui prohibe le mariage.

2° Peu importe la nature du vice qui entache le mariage. Du moment qu'il y a bonne foi des époux, leur union même purement apparente, produit dans le passé tous les effets d'un mariage véritable.

3° La bonne foi doit exister au moment où l'époux donne son consentement, c'est-à-dire lors de la transcription du mariage. Peu importe plus tard qu'il découvre le vice de nullité. Il ne perd pas pour cela le bénéfice de son erreur initiale.

La bonne foi est toujours présumée (article 6). C'est donc à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

II. *Effets du mariage putatif.*

Le mariage putatif produit les mêmes effets que le mariage valable lorsque les époux sont de bonne foi (arg. article 1494). Si l'un des époux est de bonne foi, lui seul peut bénéficier des avantages donnés par l'article 1494, 2^o alinéa.

1^o Lorsque les deux époux sont de bonne foi, le mariage produit ses effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants. Les enfants nés de cette union sont des enfants légitimes.

Lorsque les enfants sont nés avant le mariage, sont-ils légitimés par le mariage ? L'article 1530 nous dit que la légitimation produit ses effets à partir du jour du mariage. Nous croyons que nul obstacle empêche que le mariage même putatif entraîne la légitimation de l'enfant.

2^o Lorsqu'un seul des époux est de bonne foi, le mariage ne produit ses effets qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage (art. 1494 et 1532).

L'époux de bonne foi a le droit de réclamer des dommages-intérêts à l'autre partie. Ces dommages-intérêts sont les mêmes que ceux énoncés dans l'article 1439 relatif à la rupture du contrat de fiançailles et si c'est la femme qui est la partie agissant de bonne foi, elle peut réclamer en outre une pension alimentaire (art. 1494, 2^o alinéa). Ceci paraît être une sanction fort rigoureuse pour l'époux qui est de mauvaise foi, mais il faut comprendre que, d'après les mœurs et les coutumes siamoises, les secondes noces répugnent beaucoup à la majorité de la population.

III. *Effets du mariage putatif à l'égard des tiers.*

L'article 1495 dispose que « l'annulation du mariage ne peut nuire aux droits acquis aux tiers agissant de bonne foi avant l'annulation de ce mariage ».

Si l'on applique rigoureusement les principes de l'annulation, les droits des tiers qui ont contracté avec le mari ou la femme en qualité d'époux seraient aussi rétroactivement effacés. Mais le Code a posé la règle par respect des droits acquis de bonne foi. Ainsi lorsque le mari a contracté avec un tiers, celui-ci a le droit de faire exécuter la dette par la communauté, et si c'est la femme qui a contracté avec les tiers avec l'autorisation du mari, celui-ci est solidairement responsable avec elle.

IV. Effets de l'annulation.

Le mariage putatif ayant produit les mêmes effets que le mariage valable, l'annulation équivaut à une dissolution du mariage. C'est pourquoi l'article 1496 décide d'appliquer les règles relatives au divorce par jugement à l'annulation du mariage putatif par analogie.

CHAPITRE III

LES RAPPORTS ENTRE EPOUX

Dans les relations ou rapports entre époux, on peut distinguer trois chefs principaux : 1° les devoirs réciproques à la charge de chacun des époux ; 2° la subordination de la femme au mari qui porte à la fois sur la personne et les biens de celle-ci et qui entraîne comme conséquence l'incapacité de la femme ; pour lui donner son vrai nom c'est l'autorité ou puissance maritale ; 3° enfin, la vie commune et les charges qu'elle entraîne peuvent nécessiter un règlement spécial des intérêts pécuniaires des époux, règlement qui forme leur régime matrimonial, et, s'il fait l'objet de conventions spéciales, exige la rédaction d'un contrat de mariage.

Nous traiterons dans un chapitre séparé le régime matrimonial des époux.

§ 1. DEVOIRS RÉCIPROQUES DES ÉPOUX.

Les devoirs communs des époux sont d'abord la cohabitation (art. 1453, 1^{er} alinéa), d'autre part le secours et l'assistance (art. 1453, 2^e alinéa).

A. Le devoir de cohabitation.

Les époux doivent cohabiter comme mari et femme, dit l'article 1453. C'est le premier devoir énoncé par le

Code et logiquement c'est le premier de tous les devoirs. Ce devoir de cohabitation énoncé par le Code vise plus spécialement le devoir conjugal.

Quelle sera la sanction de ce devoir ? Le Code ne l'a pas précisée. Nous devons alors essayer de dégager les sanctions d'après les principes généraux.

Tout d'abord, la sanction par la force publique : le mari peut faire ramener sa femme au logis *manu militari* par la force publique. Mais ce moyen n'est pas efficace, car cette situation ne peut se prolonger. Elle se terminera toujours par un divorce.

D'autre part, une condamnation pécuniaire est possible. Il y a plusieurs cas à envisager.

1° Supposons tout d'abord que c'est le mari qui refuse de recevoir sa femme. Il peut être condamné à payer une pension alimentaire, car l'inexécution de cette obligation cause à la femme un préjudice pécuniaire qui peut servir de base à des dommages-intérêts¹.

2° Supposons que c'est la femme qui refuse de réintégrer le domicile conjugal. Le mari peut refuser de rendre tout argent : il peut conserver pour lui les revenus des biens communs. Il pourra même refuser de servir une pension alimentaire, car le mariage crée entre les époux une situation analogue au contrat synallagmatique. Chacun ne peut rien réclamer à l'autre s'il n'est prêt lui-même à remplir l'obligation (v. Planiol, *op. cit.*).

Le devoir de cohabitation cesse dans le cas où l'un des époux est autorisé à avoir une résidence séparée ou pendant l'instance en divorce.

L'un des époux peut demander au Tribunal de l'autoriser à avoir une résidence séparée lorsque la cohabitation est un danger grave pour la santé ou le bien-être de l'un des époux. Cette formule est large et peut englober divers cas possibles où la santé et le bien-être même

1. Planiol : *Traité élémentaire de droit civil*, 12^e édition, Paris, 1937. T. I, n° 895.

de l'un des époux est en jeu. Dans le cas où le Tribunal autorise l'un des époux à avoir une résidence séparée, il peut fixer en même temps une pension alimentaire à payer par l'un à l'autre (art. 1455).

B. *Le devoir de fidélité.*

Bien que le nouveau Code ne contienne aucune disposition expresse que la femme doit le devoir de fidélité à son mari, il est admis que la femme est astreinte à cette obligation. C'est le principal devoir qu'engendre le mariage et la faute la plus grave que la femme puisse commettre est la violation de ce devoir. L'adultère de la part de la femme est une cause de divorce. L'adultère de la part du mari n'est pas une cause expresse de divorce. C'est la règle coutumière traditionnellement admise.

L'adultère n'est pas puni de peine pénale, mais seulement le mari outragé peut réclamer des dommages-intérêts au complice (art. 1505).

C. *Devoir de secours.*

Ce devoir de secours comprend l'obligation pour chacun des époux de fournir à son conjoint tout ce dont il a besoin pour vivre.

Le mari est désigné par la loi pour s'occuper des affaires relatives au secours et assistance (art. 1454). Ordinairement, c'est lui qui dirige les affaires du ménage. La femme ne s'occupera que de l'intérieur. Le mari est celui qui fournit ce qui est nécessaire selon ses facultés et son état, car c'est le mari qui touche les revenus des biens communs.

Le devoir de secours, tant que dure le mariage, n'apparaît pas nettement, car il est confondu et absorbé par d'autres; mais lorsqu'il y a séparation de résidence auto-

risée par le Tribunal ou rupture du mariage, le devoir de secours apparaît plus nettement. Celui des époux qui a des ressources suffisantes doit contribuer à la pension alimentaire de l'autre.

D. Le devoir d'assistance.

En dehors du secours, il y a aussi l'aide et l'assistance mutuelle entre les époux, elle consiste en soins nécessaires à donner à l'époux malade ou infirme.

Le devoir d'assistance n'a pas de sanction directe qui donnerait lieu à une réclamation en justice ou à une indemnité pécuniaire. Mais ce manque de devoir par l'un des époux constitue une cause de divorce mentionnée dans l'article 1500. Le Code pousse ce souci de devoir d'assistance assez loin. Au cas où l'un des époux est déclaré interdit ou quasi-interdit, l'autre époux devient de plein droit son gardien ou son tuteur sauf au cas où une personne intéressée ou le ministère public en fait la demande, le Tribunal peut nommer une autre personne à la place, mais cette demande doit être fondée sur des motifs graves (art. 1457).

§ 2. LA PUISSANCE MARITALE.

Dans la société conjugale, le mari est le chef. Le Code est formel sur ce point (art. 1454). Naturellement, il doit protection à sa femme. Ceci paraît tellement conforme à la coutume que le Code n'a pas jugé nécessaire de le mentionner.

La puissance maritale a plusieurs effets :

1° La femme ne peut faire aucun acte juridique sans autorisation de son mari.

2° La femme, en se mariant, acquiert la nationalité du

mari. Le Code ne contient pas cette disposition, elle fait l'objet d'une loi particulière ¹.

3° La femme porte le nom de son mari. Ici non plus, le Code ne contient pas de dispositions relatives au nom de la femme mariée. Il est réglementé par une loi spéciale ².

4° La femme doit suivre son mari. L'article 1454 dispose que le mari a le droit de choisir le lieu de résidence. La femme doit le suivre partout où il va se fixer.

§ 3. INCAPACITÉ DE LA FEMME MARIÉE.

D'après les principes du nouveau Code siamois, l'incapacité de la femme mariée ne tient pas à son sexe. Le Code reconnaît la capacité de la femme dans plusieurs cas, mais, pour la société conjugale, il faut un chef. Le Code a donné ce droit au mari. C'est le principe traditionnel.

Le Livre V du nouveau Code traitant de la famille n'a pas énoncé les règles sur l'incapacité de la femme mariée. Ces règles figurent dans le Livre I^{er} du Code qui contient un chapitre spécial sur la capacité des personnes.

Le principe de l'incapacité de la femme mariée est énoncé dans l'article 38 comme suit : « Sous réserve des dispositions suivantes, la femme mariée ne peut faire aucun acte qui engagerait la communauté sans le consentement de son mari.

» Les actes faits contrairement à ces dispositions sont annulables. » Les articles qui suivent énoncent les exceptions à ce principe. D'autre part, l'article 37 nous dit qu'en ce qui concerne ses biens réservés, la femme est considérée comme une personne majeure, cela signi-

1. Loi sur la nationalité de 1913.

2. Loi sur les noms de 1913.

fié qu'elle peut faire tous les actes relatifs à ses biens réservés sans le consentement de son mari.

L'incapacité de la femme est donc le principe en ce qui a trait à la communauté. Voyons maintenant quels sont les actes que la femme peut faire sans le consentement de son mari.

1° Les actes relatifs à ses biens réservés (art. 37).

2° La femme peut disposer de sa part dans la communauté par testament (art. 40).

3° Lorsque la femme exerce une profession avant son mariage, elle peut continuer à l'exercer après le mariage (art. 1456).

4° La femme peut faire des actes qui engageraient sa part dans la communauté dans les cas suivants :

a) En cas d'incertitude de vie ou de mort du mari, c'est-à-dire en cas d'absence du mari ;

b) En cas d'abandon de la part du mari ;

c) Lorsque le mari est déclaré interdit ou quasi-interdit ;

d) Lorsque le mari est atteint de démence et doit être interné dans un hôpital ;

e) Lorsque le mari est condamné à une peine d'emprisonnement d'un an ou plus et subit encore cette peine.

En dehors de ces cas, elle doit obtenir le consentement de son mari (art. 39).

La femme commerçante.

La femme, avant d'exercer un commerce, doit d'abord obtenir l'autorisation de son mari. Une fois l'autorisation obtenue, elle peut faire des actes et exercer les actions relatives à son commerce sans une autre autorisation de son mari (art. 41, 1^{er} alinéa). Mais en aucun cas elle ne peut engager la communauté plus que sa part (art. 41, 3^e alinéa).

Il en est de même pour exercer une profession quel-

conque. Lorsque la femme exerce une profession avant le mariage, elle peut continuer à l'exercer sans autorisation de son mari (art. 1456).

I. Autorisation du mari.

L'autorisation du mari peut être expresse ou tacite.

L'autorisation expresse n'est pas soumise à une forme particulière, donc une autorisation verbale est valable.

L'autorisation tacite résulte du fait que la femme fait un acte au vu et au su du mari sans opposition de sa part. L'exemple d'autorisation tacite est donné dans l'article 41, 2^e alinéa, qui dit que lorsque la femme exerce un commerce au vu et au su du mari sans objection de sa part, le mari est considéré comme l'avoir tacitement autorisée.

Le mari a toujours le droit de retirer ou limiter son autorisation. Mais ce fait de retirer ou limiter son autorisation ne peut nuire aux tiers agissant de bonne foi (art. 42).

II. Autorisation de la justice.

Pour remédier au droit de veto du mari qui serait exorbitant, le Code a aussi institué une autorisation par la justice, d'après les principes modernes. Le principe est posé dans l'article 43 comme suit : « Lorsque le mari refuse ou retire son autorisation sans justes motifs, la femme peut demander au Tribunal de l'autoriser à administrer sa part dans la communauté.

» Lors de l'examen de cette demande, le Tribunal doit appeler le mari à comparaître à l'instance.

» Lorsque le tribunal estime que l'acte serait avantageux pour la femme, il peut l'autoriser à le faire, et le Tribunal peut, à tout temps, retirer ou limiter cette autorisation. »

III. *Effets de l'autorisation.*

L'autorisation, soit par le mari ou par le Tribunal, confère à la femme le droit d'exercer la profession ou de faire des actes valables qui ne peuvent pas être attaqués par le mari. Mais même que la femme a obtenu l'autorisation soit du mari ou du Tribunal, elle ne peut engager que sa part dans la communauté et non au delà. Le Code a voulu protéger ainsi le mari contre les imprudences possibles de la femme.

IV. *Défaut d'autorisation.*

En principe, tout acte fait par la femme sans autorisation du mari ou du Tribunal est annulable. Il n'est pas nécessaire que l'acte soit prononcé nul par un jugement. L'annulation peut être faite par la déclaration d'annulation à l'autre partie (art. 140).

Les personnes qui peuvent demander l'annulation sont :

1° Le mari, car c'est surtout dans son intérêt que la nullité est établie (art. 137, 2° alinéa).

2° La femme. Nous basons notre interprétation sur le texte de l'article 137, qui dispose que l'acte annulable peut être annulé par l'incapable, ou la personne dont le consentement est vicié, ou le représentant légal, ou le tuteur, ou les héritiers de ces personnes. La femme appartient sans aucun doute à la catégorie des incapables, donc elle peut aussi invoquer la nullité de l'acte.

3° Leurs héritiers. C'est l'application du principe même énoncé dans l'article 137.

Les autres personnes ne sont pas autorisées à invoquer cette nullité.

L'action en nullité se prescrit par un an à partir du moment où le mari a eu connaissance de l'acte et dix

ans à partir de l'accomplissement de cet acte. C'est le principe général en matière d'annulation des actes annulables.

Mais, au contraire, si l'acte fait par la femme est confirmé par le mari, il devient valable même que la confirmation a eu lieu postérieurement et l'acte est considéré comme valable depuis son accomplissement (art. 139).

CHAPITRE IV

DISSOLUTION DU MARIAGE

§ 1. LES CAUSES DE DISSOLUTION.

La dissolution du mariage est la rupture du lien conjugal et la cessation des effets que l'union des époux produisait, soit à leur égard, soit à l'égard des tiers¹. Elle suppose un mariage valable.

Les causes de la dissolution du mariage sont : 1° la mort de l'un des époux ; 2° le divorce. L'article 1497 du nouveau Code énonce ces deux causes comme exclusives.

La mort de l'un des époux met évidemment fin au mariage. Mais une question importante peut se produire au cas d'absence de l'un des époux. D'après l'article 65 du nouveau Code, la personne dont l'absence est déclarée par le Tribunal est considérée comme morte. C'est donc l'institution de la mort civile qui produira ses effets comme une mort naturelle. L'autre époux peut donc se remarier valablement. Mais ce principe paraît être contredit par l'article 1500 (5°) qui autorise la femme à intenter l'action en divorce au cas où le mari est déclaré absent. Cette disposition empêche donc le mariage qui exige d'abord le divorce du mariage précédent. C'est dans l'esprit de l'article 1500 qu'il faut

1. Planiol : *op. cit.*, T. I, n° 118.

donner l'interprétation, c'est-à-dire que l'absence même déclarée ne dissout pas par elle-même le mariage.

§ 2. LE DIVORCE.

Nous avons traité de l'histoire du divorce dans le droit siamois dans la première partie et nous n'allons pas ici examiner les controverses doctrinales en matière de divorce. Il est bien évident que, dans les différents pays, l'institution du divorce serait admise ou non selon les mœurs et coutumes et aussi selon d'autres influences qui pourront agir sur les institutions juridiques d'un peuple. Dans le droit siamois, tant ancien que moderne, le divorce est toujours admis. C'est une institution traditionnelle.

Une autre question qui est le corollaire de la précédente, c'est le divorce par consentement mutuel. Ce principe a toujours été admis dans le droit siamois. Nous voyons ce genre de divorce autorisé en France par la loi de 1792, admis dans le Code civil français (art. 233), puis aboli par la loi de 1884. Dans d'autres pays, comme la Belgique, le Luxembourg, la Roumanie et les pays scandinaves, le divorce par consentement mutuel est encore admis. Le nouveau Code siamois ne s'est pas inspiré des autres codes dans ce domaine, il se réfère à ses règles traditionnelles.

I. *Les causes du divorce.*

Il faut d'abord distinguer deux genres principaux de divorce : le divorce par consentement mutuel et le divorce par jugement.

A. *Le divorce par consentement mutuel.*

C'est le mode de divorce le plus facile pour les époux. Aucun motif n'est nécessaire. Leurs seules volontés de

divorcer sont suffisantes pour rompre le lien conjugal. Le Code a imposé des formalités pour servir de preuve et de publicité. Le divorce par consentement mutuel doit être fait par écrit et signé de deux témoins. Lorsqu'il y a eu transcription du mariage, le divorce ne serait valable qu'après sa transcription.

B. Le divorce par décision judiciaire.

Les causes énoncées par le Code pour la demande en divorce sont nombreuses et variées :

1° L'adultère de la femme. Le mari peut ici demander le divorce. On voit nettement que le Code n'a pas énoncé l'adultère de l'un des époux. C'est un désavantage de la part de la femme. Mais ceci est une question de coutume qui, dans l'ancien temps, permettait au mari d'avoir plusieurs femmes. Le Code a voulu supprimer progressivement la polygamie par un ensemble de dispositions sans pour cela vouloir aller nettement à l'encontre des coutumes.

2° Inconduite grave de l'un des époux où l'un des époux est coupable de sévices ou injures graves envers l'autre époux ou ses ascendants.

L'inconduite des époux peut être susceptible d'une large interprétation comme le cas d'injures graves dans le droit français. Le mot inconduite vise généralement les cas où le mari ou la femme se lance dans la débauche ou fait partie d'une bande de malfaiteurs. Pour les sévices contre l'autre partie ou ses ascendants, ils doivent être graves et avoir causé des lésions corporelles. Les injures dans ce cas visent des injures par paroles ou par des actes qui doivent présenter une certaine gravité.

3° Le mari ou la femme est coupable d'abandon ou manque au devoir de secours et d'assistance ou commet une faute grave à l'union conjugale, de telle sorte que

l'autre partie ne peut plus continuer à vivre en mari et femme, celle-ci peut demander le divorce.

L'abandon doit être, bien entendu, un abandon volontaire. Cette cause figurait déjà dans l'ancien droit.

La cause la plus difficile à saisir est la faute grave. Cette faute peut résulter de la part de l'homme, par exemple au cas où il entretient une concubine dans la maison conjugale, occasionnant ainsi des disputes avec la femme, ou, si c'est de la part de la femme, le fait d'avoir des relations suspectes. Cette cause est tellement extensible qu'elle peut englober plusieurs faits différents à apprécier suivant le cas.

4° Lorsque l'un des époux est condamné par jugement définitif à une peine d'emprisonnement pour vol simple, vol avec violence, brigandage, piraterie, fausse monnaie ou tout autre délit dépassant trois ans, l'autre partie peut demander le divorce.

Si c'est l'emprisonnement pour vol, vol avec violence, brigandage, piraterie, fausse monnaie, il n'y a pas de limite de période d'emprisonnement imposée pour demander le divorce. Mais, au contraire, si c'est un emprisonnement pour un autre délit, il faut que l'emprisonnement dépasse trois ans.

5° Le mari ou la femme est déclaré absent par le Tribunal et le Tribunal n'a pas encore annulé cette déclaration.

Cette cause paraît être en contradiction avec le principe en matière d'absence. Nous avons discuté plus haut cette règle. Quoi qu'il en soit, l'absence déclarée peut servir de cause de divorce.

6° Lorsque le mari ou la femme est déclaré interdit ou quasi-interdit par le Tribunal durant une période continue de trois ans et si cette démence est incurable, de telle sorte que la vie conjugale est impossible, l'autre époux peut demander le divorce.

L'état de démence doit être incurable et être de telle

sorte que l'union conjugale ne peut plus continuer. C'est en vue de protection de l'autre époux que le Code a institué cette cause.

7° Lorsque le mari ou la femme manque à sa promesse de bonne conduite faite par écrit. C'est une cause assez curieuse qu'il faut comprendre par le moyen de la coutume. Cette promesse de bonne conduite peut être faite soit par le mari à la femme ou soit par la femme à son mari après avoir commis une faute. L'esprit de clémence inspiré par la religion bouddhique fait souvent pardonner une faute commise une première fois, mais à condition de ne pas la répéter.

8° Le mari ou la femme est atteint d'une maladie grave et contagieuse, dangereuse à l'autre époux, et cette maladie est incurable.

Les maladies contagieuses sont des maladies les plus graves qu'il dépend de la médecine de décider suivant les cas.

9° Lorsque le mari ou la femme possède des organes génitaux défectueux ou anormaux les mettant dans l'impossibilité de vivre comme mari et femme.

Dans ce cas, le mariage ne peut être consommé et cette difformité rend impossible l'union prolongée. Cette cause repose sur les principes les plus modernes inspirés par la médecine.

Nous pouvons voir que les causes du divorce figurant dans l'article 1500 sont de nature diverse et peuvent englober les différents griefs qui peuvent se produire. Ce système de longue énumération nous paraît s'inspirer du système si cher aux anglo-saxons. Le souci du législateur paraît viser la constitution de familles saines physiquement et moralement. Tout ce qui est nuisible est admissible à être rompu. On préfère rompre ou dissoudre un mariage ou une famille où les époux seraient malheureux que de les laisser persister dans leur état de misère. En outre, le législateur n'admet pas le sys-

tème de séparation de corps qui laisse subsister le mariage.

II. *Des demandes en divorce.*

Le divorce peut être demandé par chacun des époux fondé sur une des causes déterminées par la loi. Cette faculté de demander le divorce est essentiellement personnelle aux époux, aucune autre personne ne peut agir. Par exemple, les créanciers des époux ou leurs héritiers ne peuvent pas agir.

Le Code ne contient pas de dispositions au cas où la femme est demanderesse ou défenderesse dans une action en divorce. Dans le cas où elle est demanderesse, elle peut intenter directement l'action car les dispositions du Code donnent à chacun des époux le droit de demander le divorce au cas où une des causes énumérées dans le Code survient. Mais au cas où elle est défenderesse, doit-elle obtenir l'autorisation de son mari ? Certainement non, car on ne peut concevoir un pareil cas. L'autorisation sera donnée automatiquement par le Tribunal au cas où le mari l'assigne devant le Tribunal.

Si l'époux est un aliéné, durant ses intervalles lucides, il peut intenter l'action en divorce car l'état d'aliénation ne fait pas présumer l'incapacité (art. 32). Mais au cas où l'époux est un interdit judiciaire ou un quasi-interdit, il faut demander l'autorisation de son gardien ou de son curateur suivant le cas. Si le gardien ou le curateur est l'autre époux, il se produit une incompatibilité. Dans ce cas, nous croyons que l'interdit ou le quasi-interdit peut demander au ministère public de prendre fait et cause pour lui.

Procédure du divorce. — Le droit siamois moderne n'entoure pas la procédure du divorce de dispositions particulières. La marche du procès est identique aux

autres. Elle n'est pas divisée en différentes phases comme dans le droit français. Mais un point est à remarquer. C'est que le Tribunal peut, à tous les degrés d'instance, essayer de réconcilier les parties au procès (voyez Code de procédure civile, art. 20). Cette règle est générale à tous les procès et non spécialement pour les procès en divorce.

Fin de non-recevoir. — Deux causes principales de fin de non-recevoir figurent dans le nouveau Code. Tout d'abord, la prescription et, ensuite, les causes spéciales au divorce. Les causes spéciales au divorce sont : 1° Connivence dans l'adultère de la femme ; 2° Connivence dans la commission des délits (art. 1501).

A. La prescription extinctive de l'action. — L'article 1509 pose les délais de prescription en matière de demande en divorce de la manière suivante : Au cas d'adultère de la femme, sévices et diffamation faits à l'un des époux ou ses ascendants, abandon ou manque au devoir de secours et d'assistance ou faits incompatibles avec la vie conjugale, emprisonnement de l'un des époux, manque à la promesse de bonne conduite ou, enfin, la réclamation d'indemnité par le mari au complice d'adultère, la prescription est de trois ans à partir du jour où l'époux a connaissance ou doit avoir connaissance des faits et de deux ans à partir de son accomplissement.

Pour les autres causes, le Code n'a pas fixé de prescription, car ses causes tiennent à un état plus ou moins variable et qu'il n'est pas possible de fixer une limite pour la prescription.

B. Causes de fin de non-recevoir spéciales au divorce. — 1° Connivence dans l'adultère de la femme.

2° Lorsque l'un des époux est complice avec l'autre

dans la commission d'un crime ou d'un délit prévu dans l'article 1500 (4°), c'est-à-dire vol, vol avec violence, brigandage, piraterie, fausse monnaie ou tout autre délit qui aboutit à trois ans d'emprisonnement.

3° La réciprocité des torts n'est pas mentionnée dans le Code et ne constitue pas une fin de non-recevoir, mais un cas peut se produire, par exemple au cas d'excès ou injures réciproques. Il y aurait ici double cause de divorce qui peut être demandé par les deux parties.

4° La réconciliation des époux n'est pas mentionnée comme fin de non-recevoir. Sans doute, on voit cette disposition inutile, car on voit dans ce fait qu'il va de soi que l'action n'aura pas à être intentée ou bien encore il y aurait lieu à une promesse de bonne conduite faite entre les époux.

5° L'action en divorce est-elle éteinte par le décès de l'un des époux survenu avant le jugement prononçant le divorce ? Le silence du nouveau Code peut prêter à des controverses. Doit-on considérer l'action comme éteinte par l'opération de l'article 1497 ou laisser le procès suivre son cours d'après les règles de la procédure civile. Nous préférons la première solution, car la continuation du procès par les héritiers ne serait pas possible vu que le mariage ou les causes du divorce sont fondés sur des causes personnelles. Ce n'est qu'au cas où l'intérêt patrimonial est en jeu que les héritiers peuvent continuer l'instance.

Preuves. — Les modes de preuves sont les preuves normales admises d'après les règles de procédure civile. Mais une preuve spéciale en matière de divorce est mentionnée dans l'article 1509 du nouveau Code. D'après cet article, les faits qui ne peuvent plus être invoqués comme cause de divorce peuvent être allégués à l'appui d'une demande en divorce fondée sur une autre cause.

Publication du divorce. — Nous savons que le divorce, en entraînant la dissolution du mariage, met fin aux pouvoirs que le mari possédait sur la personne et les biens de sa femme. Celle-ci recouvre son indépendance et sa pleine capacité. Les tiers ont intérêt à savoir si un divorce a eu lieu et à quelle époque. Le nouveau Code contient des dispositions de publication dans cette matière.

1° Au cas du divorce par consentement mutuel, le divorce ne produira ses effets qu'après sa transcription (art. 1499).

2° Au cas du divorce par jugement, le divorce n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription.

Tel est le mode de publication donné par le Code.

III. *Mesures provisoires pendant l'instance.*

Pendant la durée de l'instance, il se produit toujours une demi-rupture entre les époux. Il y a donc lieu de prendre des mesures provisoires concernant les biens, la résidence, la provision alimentaire et la garde des enfants. Le nouveau Code (art. 1510) laisse à la Cour le pouvoir d'apprécier souverainement sur la demande de l'un des époux.

1° *La résidence séparée.* — Le nouveau Code l'a énoncée en terme général qui peut bien s'appliquer au mari et à la femme. Mais ordinairement, ce sera la femme qui fera la demande au Tribunal de se retirer du domicile conjugal. Le Tribunal statuera souverainement en cette matière.

2° *La provision alimentaire.* — Après la séparation de résidence, la vie du ménage ayant cessé, le Tribunal ordonnera en même temps la provision alimentaire qui sera servie par le mari à la femme, ce qui est le cas le plus fréquent. Mais il peut se produire le cas contraire

où la femme est commerçante et tient en main presque toutes les ressources du ménage.

3° *La garde provisoire des enfants.* — Le Tribunal statuera souverainement que tel ou tel enfant ira vivre provisoirement avec la mère, car certains peuvent nécessiter des soins particuliers, par exemple l'allaitement. L'autre partie doit aussi provenir à l'aliment des enfants.

4° *Mesures relatives aux biens communs.* — Le Code ne donne pas de détails en cette matière. Il confère le droit au Tribunal de statuer souverainement sur ce qui doit être fait pour la sauvegarde des intérêts pécuniaires. On peut emprunter des exemples dans le droit français, notamment dans l'apposition de scellés, dépôts de valeurs ou d'objets mobiliers de valeur dans une banque ou entre les mains d'un tiers ou bien autoriser la femme à toucher les revenus de ses biens propres.

IV. *Effets du divorce.*

Le divorce détruit le mariage, mais sans rétroactivité et pour l'avenir seulement. D'où les conséquences suivantes :

A. *Indépendance des époux.* — Les deux époux deviennent libres et indépendants l'un de l'autre ; le mari a perdu sa puissance maritale et les devoirs réciproques des époux cessent dans l'avenir. La femme peut se remarier à condition que le délai de viduité soit observé.

Quant à la situation des enfants, nous l'étudierons dans le chapitre consacré à la puissance paternelle. Le principe dans ce cas est que le divorce laisse subsister en principe la puissance paternelle et laisse intacte la légitimité des enfants.

B. *La pension alimentaire.* — Aux termes de l'article 1506 : « Au cas de divorce, si le tribunal décide

qu'une seule partie est responsable et l'autre partie est dans l'indigence, sans ressources suffisantes de ses biens ou de son travail qu'il exerçait durant le mariage, le Tribunal peut décider que la partie responsable doit fournir les aliments à l'autre partie suffisamment à sa situation sociale et la capacité financière de l'autre. » Le Code pose donc ici la condition que l'autre époux doit être sans ressources suffisantes.

Mais au cas où le divorce est fondé sur la démence de l'un des époux, l'autre doit lui servir la pension alimentaire si sa fortune n'est pas suffisante pour lui assurer une situation sociale digne de son état (art. 1507).

Le droit à la pension alimentaire cesse au cas où l'époux divorcé bénéficiant de la pension alimentaire se remarie (art. 1508).

C. Extinction du droit de succession. — D'après l'article 1628 du nouveau Code, les époux qui se sont abandonnés ou ayant des résidences séparées sans être légalement divorcés ne perdent pas leur droit d'hériter. On déduit donc de ce texte que le divorce seul met fin au droit de succession.

D. Dissolution du régime matrimonial. — Le régime matrimonial est dissous après le divorce. Ce régime peut être soit le régime légal ou le régime qui résulte de la convention entre les époux. Cette dissolution produit un effet rétroactif qui, d'après l'article 1512, remonte au jour de la demande en divorce. Mais ceci ne concerne que les rapports entre les époux. A l'égard des tiers, la dissolution ne produit pas d'effets rétroactifs ; elle ne leur serait opposable que du jour de la transcription.

E. Restriction de la puissance paternelle. — Au cas de divorce par consentement mutuel, les époux peuvent se

mettre d'accord sur la garde des enfants. Tel enfant sera attribué à tel époux d'après leur accord. Cet accord doit être fait par écrit. Si aucun accord n'est intervenu entre les époux, la puissance paternelle appartient au père.

Au cas de divorce par jugement, la partie ou l'époux qui a obtenu gain de cause a la puissance paternelle sur l'enfant, mais le Tribunal peut décider que la puissance appartiendra à l'autre partie ou le Tribunal peut nommer un tiers comme tuteur de l'enfant.

Mais dans cette attribution de la puissance paternelle à l'un ou à l'autre des époux, le Code a le souci des intérêts des enfants. Il a donc disposé dans l'article 1503 que : « S'il apparaît que les personnes prévues dans l'article 1502 sont coupables de mauvaise conduite ou s'il se produit postérieurement un changement de circonstances, le Tribunal, prenant en considération le bonheur et les intérêts de l'enfant, peut en nommer une autre ».

Mais même que la puissance paternelle appartient à l'un des époux après le divorce, l'autre époux conserve le droit d'avoir des relations avec son enfant. Ceci comprend le droit de visite et de surveillance qui peut être pratiqué suivant les circonstances dont le Tribunal peut modifier de temps à autre (art. 1503, *in fine*).

Remarquons que le Code vise ici directement la puissance paternelle et non seulement le droit de garde. L'attribution de la puissance paternelle à l'un des époux est exclusif. Ce qui est contraire à la règle admise dans le droit français qui, en cas de divorce, chaque époux conserve sa part de puissance paternelle¹.

4° Il y a un point que le nouveau Code n'a pas réglementé. C'est la perte des avantages matrimoniaux. Sans doute, le Code a jugé inutile de poser une règle spéciale, car, d'après l'article 1461, toute convention entre le mari

¹ Collin et Capitant : *op. cit.*, T. I, n° 210.

et la femme durant le mariage peut être révoquée par chacune des parties durant le mariage ou dans la période d'un an à partir de la dissolution du mariage pourvu qu'il ne nuise pas aux droits des tiers agissant de bonne foi. Donc l'époux qui a fait une libéralité à l'autre peut la révoquer après le divorce dans le délai mentionné dans l'article 1461. Le résultat sera le même que si le Code prononce la perte des avantages. Seulement ici on fait appel à la volonté de chacun des époux.

V. Date des effets du divorce.

Il faut distinguer ici s'il s'agit de divorce par consentement mutuel ou de divorce par jugement.

A. S'il s'agit de divorce par consentement mutuel, le divorce produit ses effets à partir du jour de la transcription du divorce (art. 1511, 1^{er} alinéa).

B. S'il s'agit de divorce par jugement, le divorce produit ses effets à partir du jour où le jugement est devenu définitif. Mais, à l'égard des tiers, le divorce par jugement ne produira ses effets qu'à partir du jour de sa transcription (art. 1511, 2^e alinéa).

De ces dispositions, nous pouvons tirer des conséquences suivantes :

Entre les époux et quant à leurs personnes, la transcription est sans effet. Le divorce produit ses effets du jour où le jugement est devenu définitif. Mais, par contre, pour le divorce par consentement mutuel, il ne produira ses effets qu'à partir du jour de sa transcription.

En ce qui concerne les biens des époux, il y a une distinction à faire.

S'il s'agit de divorce par consentement mutuel, les effets du divorce remontent au jour de la transcription du divorce.

S'il s'agit de divorce par jugement, les effets du divorce remontent au jour de la demande (art. 1512).

A l'égard des tiers, le divorce ne produira ses effets que du jour de la transcription sans distinguer s'il s'agit de divorce par consentement mutuel ou par jugement (art. 1511, 2^e alinéa). Donc, dans leurs rapports pécuniaires avec les tiers, le divorce, tant qu'il n'est pas transcrit, n'est pas opposable par les époux. C'est ainsi, par exemple, que les tiers agissant de bonne foi peuvent saisir les biens qui seraient échus à la femme par legs ou donation ou encore la femme ne peut invoquer la nullité d'un acte qu'elle aurait souscrit à l'égard des tiers dans le même intervalle sans avoir été autorisée.

CHAPITRE V

REGIMES DES BIENS ENTRE EPOUX

Nous savons que le mariage fait naître une quantité de questions intéressant les biens des époux. Du mariage lui-même découlent des charges. Il faut savoir par qui et dans quelle proportion ces charges seront supportées. Quels sont les droits du mari sur les biens de la femme et dans quelle mesure celle-ci conservera-t-elle l'administration et la jouissance personnelle de ses revenus ? Lorsque les époux acquièrent des biens, à qui ces biens nouveaux appartiennent-ils ? Pour résoudre ces questions, une théorie s'est peu à peu formée, celle du régime matrimonial.

La loi française reconnaît quatre régimes : la communauté, le régime sans communauté, la séparation des biens et le régime dotal. Le droit siamois ne reconnaît qu'un seul régime : la communauté, terme dont nous préciserons dans la suite la portée exacte.

Cette institution d'un régime unique est spéciale au droit siamois qui, en ce domaine, s'inspire de sa coutume traditionnelle. En dehors de cela, le nouveau Code a introduit une innovation, le contrat de mariage, en s'inspirant sans doute du système moderne et notamment du système français. D'ailleurs, c'est une institution toute récente inconnue chez les Romains.

Nous étudierons d'abord le contrat de mariage et ensuite nous examinerons le régime légal.

§ 1. LE CONTRAT DE MARIAGE.

La conception du contrat de mariage dans le nouveau Code siamois est en principe la même que celle du droit français. C'est une convention par laquelle les époux constatent leurs conventions pécuniaires et règlent eux-mêmes leur régime matrimonial.

Ce contrat repose sur les mêmes idées essentielles qu'un contrat de droit commun, mais l'objet de ce contrat est de régler les biens entre les époux aux lieu et place de celles disposées par le législateur. Le principe est la liberté des conventions matrimoniales.

Le contrat ne contient pas la stipulation du régime matrimonial, car le droit siamois ne reconnaît qu'un seul régime. En général, il contient une série de clauses modifiant plus ou moins profondément les règles édictées par le Code. Ensuite, il peut contenir les apports faits par chacun des époux et quels sont les biens qui seront les biens réservés de la femme ou du mari. Enfin, le contrat peut contenir des donations faites aux futurs époux en vue de leur mariage.

Ce contrat est soumis à un certain nombre de restrictions. Ces restrictions formellement visées par le Code sont : 1° Les clauses contraires à l'ordre public ou les bonnes mœurs ; 2° Les clauses stipulant l'application de la loi d'une nation étrangère.

1° Les clauses contraires à l'ordre public ou les bonnes mœurs. Il est superflu de les répéter encore ici, car, d'après les règles générales des actes juridiques et des conventions, les actes renfermant ces clauses sont nuls.

2° Les clauses stipulant l'application d'une loi d'une nation étrangère. On a voulu ici empêcher les époux qui veulent déroger au régime légal par simple insertion dans le contrat de mariage d'appliquer la loi étrangère relative à leurs biens. C'est une atteinte à la souve-

raineté de l'Etat. Mais les époux peuvent choisir les clauses qui figurent dans les lois étrangères, celles leur paraissant préférables et les insérer dans leur contrat de mariage sous la seule condition que ces clauses ne doivent pas être contraires à l'ordre public ou les bonnes mœurs.

Ces deux restrictions sont les seules formulées par le nouveau Code. On peut se demander si d'autres clauses peuvent y être insérées, par exemple clause de dérogation à la règle de la puissance maritale. La réponse est à dégager de l'esprit de l'article 1458. Cet article dispose que : « Lorsque le mari et la femme n'ont pas conclu avant le mariage une convention concernant leurs biens, les relations entre eux, en ce qui concerne leurs biens, seront régies par les dispositions de ce chapitre ».

On voit nettement que dans l'esprit du législateur les conventions permises sont celles qui intéressent le sort des biens durant le mariage. La convention ou le contrat de mariage ne peut contenir des clauses qui ne les intéressent pas. Sont donc nulles les clauses qui dérogeraient aux règles concernant la puissance maritale ou aux règles intéressant la puissance paternelle ou une renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre de la succession, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants soit par rapport à leurs enfants entre eux.

La question la plus grave est la dérogation aux droits du mari comme chef. Le Code civil français l'interdit (Code civil, art. 1388). Ce sont les droits que la loi accorde au mari sur la communauté. Le nouveau Code siamois, article 1468, dispose qu'en principe le mari a l'administration de la communauté sauf lorsque dans le contrat de mariage il est stipulé que la femme aura l'administration ou que l'administration se fera conjointement. Cette disposition fait une large brèche dans l'essence même de l'autorité maritale dont la raison est difficile à dégager, sauf si l'on veut bien comprendre

que la femme a des intérêts plus grands que ceux du mari dans les biens communs.

A quel moment le contrat de mariage produit-il ses effets ?

Le contrat de mariage est un contrat accessoire, subordonné au mariage ; il ne peut subsister sans le mariage. Le nouveau Code contient des dispositions formelles (art. 1460).

I. Formes du contrat de mariage.

Le contrat de mariage dans le nouveau Code siamois revêt un caractère particulier qui a sa répercussion dans les règles relatives à la forme.

Ce contrat est destiné à régler les relations pécuniaires entre les époux ; c'est un contrat qui va produire ses effets uniquement entre les époux et n'a pas d'effet à l'encontre des tiers agissant de bonne foi (art. 1459).

Le contrat de mariage doit être fait par écrit portant les signatures des deux époux et les signatures de deux témoins au moins (art. 1460).

C'est la seule forme imposée par la loi. Ce contrat n'est pas soumis à la publicité par l'enregistrement ou transcription comme le mariage. Le contrat peut être fait en particulier devant les témoins comme les autres contrats de droit commun.

Le reproche que l'on peut faire est que ce défaut de publicité enlève beaucoup au contrat de mariage de sa valeur. L'institution du contrat de mariage pour donner son plein effet et servir réellement à constater le régime des biens entre époux, doit pouvoir être invoqué à l'encontre des tiers par le moyen de la transcription.

II. Immutabilité des conventions matrimoniales.

Dans le Code civil français, les raisons qui décident le législateur à maintenir le principe de l'immutabilité

issue des coutumes sont le respect des diverses volontés qui concourent à la formation du mariage et surtout l'intérêt des tiers.

Le Code civil allemand et le Code civil suisse ne connaissent pas l'immutabilité des conventions matrimoniales. L'un et l'autre permettent aux époux de faire, durant leur union, un contrat de mariage pour la première fois ou de modifier leur contrat originaire. Seulement, ces modifications ou contrats doivent être portés à la connaissance des tiers par une inscription sur le registre matrimonial (C. civil allemand, art. 1432, 1435 ; C. civil suisse, art. 179, 1^{re} al., 248 et s.).

Le nouveau Code siamois adopte un système de transition. L'article 1469, 2^e alinéa, décide que, « après le mariage, le contrat de mariage ne peut être modifié, sauf sur autorisation du Tribunal sur arguments raisonnables ». Le principe est l'immutabilité des conventions matrimoniales, mais les modifications ne peuvent être admises que sur autorisation du Tribunal. Les raisons ici sont différentes de celles qui figurent dans les autres législations. La règle de l'immutabilité sert à protéger les époux pour qu'ils ne s'abusent pas l'un et l'autre. Les modifications trop faciles seraient nuisibles aux intérêts des époux, surtout de la femme dont le mari peut exercer une pression facile. On se fie donc à la justice pour examiner s'il y a lieu à modifications sur les circonstances et les raisons invoquées.

III. *Les contrats entre époux faits durant le mariage.*

L'article 1461 du nouveau Code pose la règle en ce qui concerne les contrats faits durant le mariage. Cet article décide que : « Toute convention conclue entre le mari et la femme durant le mariage peut être révoquée par chacune des parties durant le mariage ou dans la période d'un an à partir de la dissolution du mariage

pourvu que la révocation ne nuise pas aux droits des tiers agissant de bonne foi ».

Le terme général employé par le Code vise toutes les conventions ou encore tous les contrats faits entre les époux durant le mariage. Cette révocabilité est inspirée de la règle relative à la révocation des donations entre époux dans le droit français.

La révocation peut être faite librement sans avoir à invoquer des raisons. Par exemple, dans les donations, l'époux donateur n'a pas besoin d'invoquer la cause d'ingratitude.

IV. Nullité du contrat de mariage.

Rappelons tout d'abord que le contrat de mariage est un contrat accessoire et que ce contrat ne peut contenir que des clauses relatives aux biens entre les époux. Il n'y a donc lieu à aucune distinction en nullité totale ou nullité partielle. Si le mariage n'a pas lieu, le contrat de mariage ne produit pas ses effets, il est nul (art. 1460, 2^e alinéa).

Mais, d'autre part, une nullité relative peut entacher ce contrat au cas où l'un des époux est incapable ou l'un des époux déclare que sa volonté est viciée. Or les caractères de la nullité relative sont :

1^o L'incapable ou son représentant légal peut l'invoquer.

2^o L'acte annulable est susceptible de confirmation.

3^o Il y a confirmation tacite lorsqu'un an s'est écoulé à partir de la connaissance du vice ou de la pleine capacité de l'incapable ou dix ans à partir de l'accomplissement de l'acte.

Les règles d'annulabilité reçoivent ici application au contrat de mariage. Il n'y a pas de raison de les écarter, car le Code n'a pas édicté de règles spéciales pour la matière.

§ 2. LA COMMUNAUTÉ.

Nous employons cette expression de communauté pour signifier le régime légal des biens entre époux. Le Code siamois n'a pas donné à ce régime un nom spécifique, il se contente d'une appellation assez vague pour caractériser le chapitre IV : « Les biens entre époux ». Ce terme de communauté nous paraît assez propre pour qualifier le régime légal dans le droit siamois, comme nous le verrons par la suite. Nous trouverons beaucoup de règles similaires dans le droit siamois et dans le droit français.

Quelle est la nature juridique de la communauté ? Pour expliquer les caractères particuliers de ce régime, on a proposé plusieurs explications. On y voit, soit une simple indivision, soit une société entre époux, soit une personne juridique, soit enfin un genre spécial de copropriété que l'on désigne sous le nom de copropriété en main commune qui tient le milieu entre la simple indivision et la personne juridique.

1° Comparons la communauté avec l'indivision ordinaire, voici les différences qu'on peut relever.

A. Dans la copropriété ordinaire, chaque copropriétaire peut disposer librement de sa part indivise. Au contraire, les époux n'ont pas le droit de céder à un tiers leur droit indivis sur la masse commune ou même sur l'un des objets qui la composent. En un mot, leur droit est incessible tant que dure la communauté.

B. Dans la copropriété ordinaire, chaque copropriétaire peut demander le partage de la masse indivise quand bon lui semble (Code civil, art. 1363). Au contraire, la communauté ne peut prendre fin qu'à la dissolution du mariage ou du jugement prononçant la séparation de biens sur la demande de la femme seule.

C. Le droit de copropriété est une valeur active figu-

rant dans le patrimoine de chaque copropriétaire. Au contraire, la communauté constitue, tant qu'elle dure, un patrimoine à part ayant une individualité propre.

2° Comparons maintenant la communauté avec la société de personnes. On peut dire que la communauté, si elle n'est pas une copropriété ordinaire, ressemble à une société civile. Les deux époux sont convenus de mettre leurs biens en commun pendant toute la durée du mariage. Mais il y a aussi les différences suivantes :

A. Celui qui est chargé d'administrer les biens mis en société est un mandataire de ses coassociés tenu de rendre compte de sa gestion et responsable des fautes qu'il commet. La situation du mari est tout autre. Ce n'est pas un simple administrateur, c'est un véritable maître qui peut aliéner les biens communs sans le consentement de la femme. De plus, toutes ses dettes sont exécutoires sur les biens communs. Il n'est pas responsable de son administration et ne doit aucune indemnité, même s'il a dissipé l'actif en folles dépenses.

B. Dans une société ordinaire, chaque associé est responsable sur tous ses biens. Au contraire, la femme n'est pas tenue sur ses biens propres des dettes contractées par le mari sans son concours.

C. Dans une société ordinaire, les gains et pertes doivent être partagés entre les associés. Il ne peut pas être stipulé que l'un d'eux supportera tous les déficits et que l'autre aura tous les bénéfices. Au contraire, les époux peuvent convenir que la communauté tout entière appartiendra soit au survivant, soit à l'un d'eux seulement.

3° On a tenté parfois de rendre compte des effets de la communauté en disant qu'elle est un patrimoine jouissant de la personnalité juridique. Cela explique, a-t-on dit, qu'elle constitue un patrimoine distinct de celui des époux et qu'il puisse exister un rapport de récompenses entre ce patrimoine et celui de chaque

époux. Mais cette conception n'a pas eu de succès. En effet, l'idée que les biens communs forment une universalité douée de la personnalité s'accorde mal avec le système légal actuel. Il ne faut pas perdre de vue que, tant que dure la communauté, les biens communs ne sont qu'un élément du patrimoine du mari répondant de toutes ses dettes. De plus, l'idée de faire apparaître une personne fictive entre les deux époux pour expliquer la mise en commun de leurs biens est trop étrange pour être admise.

4° La doctrine qui explique la communauté par une copropriété en main commune est d'origine allemande. Ce qui caractériserait cette société, c'est que les parts des associés se fondaient ensemble pour constituer un patrimoine distinct. Au lieu d'être simplement juxtaposées, elles formaient un seul bloc. En conséquence, aucun des copropriétaires ne peut ni disposer de sa part ou en demander la liquidation avant l'époque où elle devrait normalement prendre fin. Un patrimoine nouveau prenait naissance, mais il n'était pas considéré comme une personne juridique. La copropriété en main commune formait un degré intermédiaire entre la simple indivision et l'association douée de la personnalité. Le Code allemand fait application de cette conception à la société (art. 718, 719), à la communauté entre époux (art. 1438, 1442 à 1445, 1471, 1472, 1483, 1519, 1549) et à l'indivision entre cohéritiers (art. 2033, 2038 à 2042).

Le nouveau Code siamois s'inspire en grande partie de la conception allemande par l'introduction de certains principes nouveaux. Néanmoins, les grandes lignes s'inspirent des règles de l'ancien droit qui leur donne un caractère propre. Evidemment, il y a des analogies dans plusieurs points de vue, mais ceci n'enlève pas la physionomie typique des règles inspirées de l'ancien droit.

I. Composition de la communauté.

Le premier point à signaler est la présomption en faveur de la communauté. Ce principe se retrouve dans le Code civil français (art. 1402 et 1499), le Code civil allemand (art. 215, 3^e al.) et le Code civil suisse. Il se trouve aussi énoncé dans le nouveau Code siamois, art. 1466, 2^e alinéa, qui dit qu' « en cas de doute si un bien est ou non Sin Somros (commun) il est présumé être Sin Somros ».

Nous savons la double utilité de cette présomption, c'est que, tout d'abord, elle est utile pour les créanciers de la communauté ou à tout le moins ce qui concerne leurs droits à l'égard de la femme. En effet, si les créanciers ont action sur les biens propres du mari en même temps que ceux de la communauté, à l'inverse ils n'ont pas le droit de poursuivre les biens réservés de la femme, à moins qu'elle s'engage personnellement. D'autre part, cette présomption a l'avantage de simplifier les rapports des époux et de leurs héritiers respectifs au jour de la dissolution de la communauté. La liquidation serait trop compliquée si, à propos de chaque valeur, il faut établir qu'elle fait partie de la communauté.

Il n'y a pas lieu de diviser ici la composition de la communauté en éléments actifs et en éléments passifs, le Code siamois ne parle que des éléments actifs. En effet, l'article 1462 énonce que « les biens du mari et de la femme, à l'exception de ceux mis de côté comme « Sin Suan Tua », sont « Sin Borikon ». « Sin Borikon » consistent en Sin Derm et Sin Somros ».

Précisons d'abord le terme de « Sin Borikon ». Le Code nous dit que les Sin Borikon se composent du Sin Derm et du Sin Somros. Dans son sens étymologique, ce mot signifie ce qui est apporté dans la masse commune,

c'est le mélange entre les biens des époux. Nous le qualifions de communauté car il se compose des biens du mari et de la femme.

La communauté ou Sin Borikon, disons-nous, se compose de deux éléments : 1° le Sin Derm et 2° le Sin Somros.

A. Premier élément de la communauté : Sin Derm.

— Le mot « Sin Derm », dans son sens étymologique, signifie bien possédés auparavant par les époux. Nous le qualifierons de propres, terme impropre d'ailleurs, car il ne correspond pas exactement avec le sens donné dans le droit français et il peut se prêter à confusion avec le « Sin Suan Tua » que nous qualifierons de biens réservés. Nous précisons ci-après le sens de ce terme.

Les éléments du Sin Derm sont énumérés dans l'article 1463 qui sont :

1° Les biens possédés par les époux avant le mariage. Ces biens sont des biens meubles et immeubles sans distinction. Le Code emploie ici un terme général. Pour préciser quels sont les biens meubles ou immeubles, nous devons nous baser sur les définitions données par le Code. Les immeubles signifient les terres et les choses qui y sont fixées ou en formant une partie intégrante. Ils comprennent les droits relatifs à la propriété sur les terres (art. 100). Les meubles signifient les choses qui peuvent être déplacées d'un lieu à un autre, soit par leurs propres forces ou par des forces externes. Ils comprennent les forces de la nature susceptibles d'appropriation aussi bien que les droits attachés à ces choses (art. 101).

2° Les biens acquis par les époux pendant le mariage par voie de legs ou donation lorsque le legs ou le document constatant la donation stipule que ces biens seront des Sin Derm.

Les biens acquis durant le mariage ne seront considérés comme des Sin Derm que lorsqu'il y a stipulation à

cet effet. Ces biens ainsi acquis sans stipulation sont des Sin Somros.

B. *Deuxième élément : Sin Somros.* — D'après l'article 1466, Sin Somros se compose de biens acquis pendant le mariage à l'exclusion de ceux stipulés Sin Derm ou Sin Suan Tua. Sont donc des Sin Somros :

1° Les biens acquis par les époux durant le mariage soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. Ces biens visent les biens meubles et immeubles acquis pendant le mariage soit à titre onéreux, ou soit par voie de legs ou de donation.

2° Les biens acquis par l'un des époux lors de la division des biens lui appartenant par indivis avant le mariage. C'est l'application de la règle générale de l'article 1466.

On peut qualifier les Sin Somros de conquêts ou d'acquêts car ils comprennent les biens acquis pendant le mariage.

Exception à la règle : les biens réservés des époux.

Les biens réservés des époux sont énumérés dans l'article 1464. Sont des biens réservés :

1° Les biens possédés par chacun des époux avant le mariage et font l'objet d'une réserve expresse qu'ils seront les biens personnels.

2° Les biens servant à l'usage personnel d'après le rang de vie ou les instruments nécessaires pour la profession de chacun des époux.

3° Les biens acquis par chacun des époux pendant le mariage en vertu d'un legs ou d'une donation s'il est stipulé dans le legs ou le document de donation qu'ils seront des Sin Suan Tua.

4° Les fruits des Sin Suan Tua.

5° « Khongman », c'est-à-dire la chose donnée en gage de fiançailles.

Ces biens réservés à chacun des époux forment une masse distincte de la communauté. Chacun des époux

a l'administration. La femme a le droit d'administration de ses biens réservés sans avoir à obtenir au préalable l'autorisation de son mari (art. 37).

II. *Administration de la communauté.*

Le nouveau Code énonce les règles relatives à l'administration de la communauté dans plusieurs passages différents. Nous les groupons comme suit :

1° Le mari a le droit d'administrer les biens communs sauf convention contraire (art. 1468).

2° Il peut disposer des biens communs sans le concours de sa femme (art. 1473).

3° Il ne peut disposer à titre gratuit que d'une manière restreinte (art. 1473 et 1477).

4° Il n'est pas tenu de rendre compte à sa femme de son administration.

1° *Le droit d'administration par le mari.* — Le droit d'administrer les biens communs est une des prérogatives du mari que, selon le droit français, les stipulations du contrat de mariage ne peuvent pas toucher. Mais, dans le nouveau Code siamois, la dérogation est permise. En effet, l'article 1468 dispose que « le mari est l'administrateur des Sin Borikon, sauf qu'il est stipulé dans le contrat de mariage que ces biens seront administrés par la femme ou par les deux ».

Le principe reste encore que le mari a l'administration des biens communs. Au cas où le contrat de mariage stipule que l'administration appartiendra à la femme, plusieurs questions sont à envisager.

Tout d'abord, la femme doit-elle obtenir le consentement du mari pour ces actes ? Nous voyons ici que la femme est pleinement capable d'accomplir tous les actes d'administration sans avoir à obtenir le consentement du mari car l'abdication des droits du mari dans le contrat de mariage vaut consentement.

D'autre part, lorsque le contrat de mariage stipule que l'administration des biens serait faite par les deux époux, il doit y avoir ici égalité entre les droits du mari et de la femme. Des discordances ne manqueraient pas de se produire.

Les actions concernant la préservation ou le maintien ou autres matières pour le bénéfice du Sin Borikon peuvent être intentées par le mari et si l'une de ces actions est intentée par la femme, elle doit d'abord obtenir le consentement de son mari, sauf stipulation contraire dans le contrat de mariage (art. 1469). Il est clair même sans les dispositions de l'article 1469 que le mari a le droit d'exercer les actions relatives à la conservation des biens communs à l'exclusion de la femme.

2° Droits de disposition du mari. — D'après l'article 1473, 1^{er} alinéa, « sauf convention contraire dans le contrat de mariage, le mari a le pouvoir de disposer des Sin Borikon

Mais le Code a soin d'énumérer les exceptions qui subordonnent les actes de disposition du mari au consentement de la femme :

- 1° Au cas d'aliénation d'un bien propre de la femme;
- 2° Aliénation à titre onéreux d'un bien commun (Sin Somros) acquis par la femme en vertu d'une donation ou d'un legs ;

- 3° Lorsque le mari fait une donation, sauf celle qui est faite conformément à la morale ou au devoir social.

Ces exceptions visent la protection des intérêts de la femme ; c'est une protection préventive empêchant le mari de gaspiller les biens de la femme sans son consentement. Le nouveau Code a un souci peut-être trop grand des intérêts de la femme qui aboutit à une mutilation des droits du mari, droits qui, en principe, doivent lui appartenir.

- 3° *Aliénation à titre gratuit.* — Pour l'aliénation par voie testamentaire, le mari n'a pas le droit d'en disposer

plus que sa part dans la communauté (art. 1477). Mais le Code a oublié de régler le cas où l'objet, faisant partie d'un legs, est attribué à la femme. Dans ce cas, la question peut se poser si le légataire a la récompense de la valeur de l'objet à lui légué.

4° *Le mari n'est pas tenu de rendre compte à sa femme des résultats de sa gestion.* — Ceci découle nécessairement des pouvoirs du mari qui est le chef de la communauté, il n'est pas un mandataire de la femme suivant le droit commun. S'il a fait des donations de meubles communs dans la mesure où il lui est permis de les faire, il ne doit aucune récompense à la communauté.

III. Garanties et droits accordés à chacun des époux contre la mauvaise administration de l'autre.

Le nouveau Code contient aussi des dispositions pour parer aux abus éventuels de l'époux administrateur. Nous avons vu que l'administration appartient en principe au mari, mais le contrat de mariage peut conférer ce pouvoir à la femme. En conséquence, le Code emploie un terme général au cas d'abus dans l'administration des biens communs.

Il y a, dans le nouveau Code, deux modes de garantie contre la mauvaise administration des biens communs : c'est le changement d'administrateur et la séparation des biens. En effet, l'article 1471 dispose que : « Si l'époux qui administre les Sin Borikon cause indûment des pertes à ces biens ou manque à ses devoirs de secours et d'assistance à l'autre époux ou devient insolvable ou contracte des dettes excédant la moitié du Sin Borikon, l'autre époux peut demander au Tribunal de l'autoriser à être l'administrateur. » Et, d'après l'article 1472 : « Si les circonstances énumérées dans l'article précédent se produisent ou s'il apparaît que l'autre

partie va ruiner les Sin Borikon, la partie qui a le droit de former sa demande au Tribunal d'après l'article précédent ou la partie qui souffre du dommage peut demander au Tribunal d'ordonner la séparation des Sin Borikon. »

Les pouvoirs de la femme pendant la communauté.

Les pouvoirs reconnus à la femme par le nouveau Code sont :

1° Elle a le droit de disposer de sa part dans la communauté au profit des tiers (art. 1477).

2° Elle a le droit d'administration des affaires du ménage et d'engager des dépenses pour les objets nécessaires à la famille d'après leur état de vie. Ces dettes engagent la communauté. Mais, au cas où les actes de la femme causent un danger grave, le mari peut demander au Tribunal le retrait ou la limitation de ces droits (art. 1470). Les droits de la femme ménagère ne doivent pas être nuisibles aux biens communs. La femme ne peut engager des dépenses que ce qui est strictement nécessaire pour le ménage.

3° En dehors de ces droits, elle joue un rôle important dans l'aliénation de certains biens communs. Le mari doit obtenir son consentement. Tels sont :

a) L'aliénation de ses propres ;

b) L'aliénation, même à titre onéreux, des biens communs qui sont échus à la femme en vertu d'un legs ou d'une donation ;

c) La donation d'un bien commun.

En outre, lorsque le bien commun a un titre constatant la propriété et portant les noms du mari et de la femme, elle doit consentir avec son mari (art. 1474). Certains biens visés dans ce texte sont notamment la propriété sur les terres ou navires ou des objets dépassant une certaine valeur (voir art. 456 du Code civil).

§ 3. LIQUIDATION ET PARTAGE DE LA COMMUNAUTÉ.

Il y a lieu à la liquidation et au partage de la communauté dans trois cas :

- 1° La séparation demandée par l'un des époux ;
- 2° La mort de l'un des époux ;
- 3° Le divorce.

Le Code ne contient pas de chapitre à part sur la dissolution et le partage de la communauté. Les dispositions relatives à cette matière sont incluses dans le chapitre IV traitant des biens entre les époux. Nous devons donc essayer de grouper ces dispositions éparses. En outre, la liquidation de biens au cas de divorce figure dans le chapitre VI traitant de la dissolution du mariage. Nous croyons qu'il serait préférable de grouper ces dispositions en un seul chapitre distinct.

On a sans doute pensé au côté pratique de la question, mais on a aussi perdu de vue le sens de la clarté qui doit avoir une place importante surtout dans les nouveaux Codes qui ont pu profiter des expériences acquises par les autres et promulgués avant eux.

En cas de mort de l'un des époux, ses biens dévoluent à ses héritiers. Le partage de ses biens se fait sur la même base qu'en matière de divorce. Le Code n'a pas traité cette matière distinctement. Dans le chapitre VI traitant de la dissolution du mariage, le Code, après avoir expressément mentionné que la mort et le divorce sont les seules causes de dissolution du mariage, a formulé des règles relatives au partage de la communauté à partir de sa dissolution. Mais une remarque est à faire. C'est que le Code ne s'occupe qu'en grande partie de la liquidation en matière de divorce. La liquidation en matière de mort de l'un des époux est passée sous silence. On devrait donc faire appel aux règles relatives

à la Succession qui fait l'objet du Livre VI du Code civil et commercial.

Nous traiterons donc de la liquidation et du partage en matière de séparation et en matière de divorce. Nous ne traiterons pas de la liquidation en cas de mort de l'un des époux.

I. La séparation des biens communs.

A. La séparation des biens communs peut s'opérer de trois façons :

- 1° Séparation par contrat ;
- 2° Séparation judiciaire ;
- 3° Séparation par opération de la loi.

1° *Séparation par contrat ou convention.* — Le texte qui fait allusion à cette séparation est l'article 1486, mais il n'est pas assez clair pour en déduire que le Code permet la séparation des biens par convention entre époux pendant le mariage. Nous croyons que cette séparation est une séparation faite par contrat de mariage ou encore par contrat ou convention pendant le mariage, mais avec l'autorisation du Tribunal.

2° *Séparation judiciaire.* — Cette séparation est faite par décision de la justice sur la demande de l'un des époux ou sur la demande des créanciers autorisés par la loi à demander la séparation de biens (art. 1483).

3° *Séparation par opération de la loi.* — Cette séparation résulte de l'article 1484 qui dispose que : « Si l'un des époux est déclaré en faillite, le Sin Borikon est divisé par opération de la loi à partir de la date de la déclaration. » En effet, lorsque l'un des époux est déclaré en faillite, son patrimoine sera géré par le syndic qui, au Siam, est un fonctionnaire chargé de recouvrer les créances et payer les dettes. Remarquons aussi que le droit siamois, contrairement au droit français,

admet la faillite des particuliers ordinaires même non commerçants. Le régime de faillite s'applique à tous.

Qui peut demander la séparation de biens communs ? Nous savons que l'administration des biens communs appartient en principe au mari, mais elle peut bien appartenir aussi à la femme en vertu du contrat de mariage. De ces deux personnes, le Code ne fait pas de distinction. Il pose la règle applicable à l'époux administrateur. Les personnes qui peuvent demander la séparation des biens communs sont :

1° *L'un des époux.* — C'est, bien entendu, l'époux qui n'est pas l'administrateur et qui est menacé de subir des préjudices de la gestion par l'autre ou que l'époux administrateur manque à son devoir de secours et d'assistance ou l'époux administrateur devient insolvable ou contracte des dettes dépassant la moitié des biens communs (article 1472).

2° *Les créanciers.* — Lorsque le mari ou la femme contracte des dettes envers les tiers et que le Tribunal les autorise à saisir les biens du débiteur et que ces biens ne sont pas suffisants pour payer toutes ces dettes, les créanciers peuvent demander la séparation des biens communs de manière à ce qu'ils puissent se faire payer sur la part du débiteur (art. 1483).

Lorsque les biens communs sont divisés, les parts deviennent les biens propres de chacun des époux. Les créanciers pourront se faire payer sur ces portions.

B. *Effets de la séparation des biens communs.* — La séparation des biens communs opérée soit par convention, soit par opération de la loi ou par décision judiciaire, rend les parts ainsi divisées dans les propres des époux. D'où les règles suivantes :

1° Chacun des époux a le droit d'administration et de disposition de ces biens. La femme est pleinement

capable. Elle n'a pas besoin de l'autorisation du mari. Mais la femme peut confier l'administration de ses biens propres à son mari. Dans ce cas, il est présumé qu'elle autorise son mari à employer les fruits de ces biens pour les dépenses du ménage.

2° Chacun des époux doit contribuer aux charges du ménage proportionnellement à leurs biens. Cette contribution n'est pas basée sur le calcul de moitié entre les époux. Bien plus, lorsque l'un des époux est insolvable, l'autre est responsable des dettes que celui-ci a contractées pour les besoins du ménage.

La séparation des biens entraîne la dissolution de la communauté. Les biens ainsi divisés deviennent des biens personnels réservés de chacun des époux. Cette séparation n'est pas permanente. L'un des époux, que ce soit le mari ou la femme, peut en demander la réunion au Tribunal (art. 1485). Mais le Code est muet sur les effets de cette réunion. Doit-elle suivre les mêmes règles qui les régissaient avant la séparation ? L'affirmative nous paraît logique car il n'y a pas de raison d'imposer des règles différentes.

II. Liquidation et partage en cas de divorce.

Nous savons que, tant que dure la communauté, les biens des époux, à l'exception des biens réservés, forment une masse unique. Il faut d'abord commencer par séparer les biens propres des biens communs.

La date de la liquidation ou division des biens varie suivant qu'il s'agit du divorce par consentement mutuel ou du divorce par décision judiciaire.

S'il s'agit de divorce par consentement mutuel, la liquidation produit ses effets à partir du jour de la transcription du divorce. Les biens existant jusqu'à ce jour feront l'objet de la liquidation.

S'il s'agit de divorce par décision judiciaire, la liquidation produit ses effets à partir du jour de la demande en divorce. Les biens existant jusqu'à ce jour seront liquidés entre les époux. Mais, à l'égard des tiers, cette liquidation ne leur serait opposable qu'après la transcription du jugement prononçant le divorce.

Le partage se fait d'abord par la restitution des biens propres de chacun des époux. Le Code n'a pas réglé la question de preuve qui figurait dans l'ancien droit. Devant le silence du Code on peut donc admettre que la preuve des apports en propre de chacun des époux peut être administré par tous les moyens.

Il existe une disposition spéciale relative à la maison nuptiale construite par le mari sur un terrain appartenant à la femme. D'après la coutume, les parents de la femme exigent presque toujours que le futur mari fasse construire la maison où devra s'installer le nouveau ménage. Cette maison est la propriété du mari et, dans l'ancien droit, elle était considérée comme un bien propre.

En cas de dissolution du mariage, le mari doit enlever la maison du terrain appartenant à la femme. S'il s'agit d'une villa construite en bois, le mari pourra encore la faire enlever sans grand dommage, mais s'il s'agit d'une maison construite en brique ou en pierre, la démolition aboutira à une perte presque totale. Le Code a prévu le cas. C'est pourquoi il décide que, lorsque la démolition va entraîner la perte de la moitié de valeur commerciale de la maison, le mari a le droit de la laisser sur le terrain et réclamer la plus-value résultant de ses constructions sur le terrain. (Voir art. 1516 et 1310, 1^{er} al.)

A. *La théorie des récompenses.* — Il existe, dans l'ancien droit siamois une théorie des récompenses assez curieuse, différente de celle du droit français. Cette

théorie, employée dans l'ancien droit, sert de fondement à la nouvelle législation. Le Code s'inspire de l'idée d'égalité absolue entre les époux de façon à ce que nul ne s'enrichisse aux dépens de l'autre. Voyons maintenant les règles du nouveau Code sur les récompenses :

1° Lorsque les propres de chacun des époux manquent, la récompense serait due par les acquêts faits durant le mariage.

Rappelons que la communauté se compose de biens propres de chacun des époux et des acquêts faits durant le mariage. Lorsqu'on sépare les biens propres de la communauté, il ne reste plus que les acquêts faits durant le mariage. Les récompenses seront prises sur les acquêts.

2° Lorsque les acquêts sont dépensés ou qu'ils ne sont pas suffisants pour récompenser les propres, il y aurait lieu au prélèvement sur les propres de l'autre époux qui restent dans une proportion plus grande. Ce prélèvement sera fait proportionnellement à la quantité de biens de manière à ce qu'il n'y ait pas d'inégalité entre les deux. C'est une règle d'égalité même trop absolue qui vient de l'ancien droit.

3° Il n'y a pas lieu à récompense lorsque l'un des époux dispose de ses biens propres pour ses intérêts personnels sans le consentement de l'autre ou les a sciemment dépensés ou dilapidés (art. 1514).

4° Lorsque l'un des époux dispose des biens propres de l'autre dans ses intérêts personnels ou les a sciemment détruits, il doit récompenses qui seront prélevées sur ses biens propres et, en cas d'insuffisance, sur ses biens réservés. Celui-ci ne peut pas se faire récompenser ensuite sur les acquêts (art. 1515).

B. Partage de l'actif commun. — Lorsque chacun des époux a repris ses biens propres, il ne reste plus, dans la masse commune, que les acquêts (Sin Somros). Ces

acquêts ou Sin Somros seront partagés par moitié entre les époux.

A cette règle, il y a une exception. Lorsque l'un des époux possède des biens propres, des Sin Derm, et que l'autre n'en a pas, celui-ci n'a droit qu'à une seule part dans les acquêts. Le partage se fera en trois parts égales, dont deux parts iront à celui des époux qui possède des Sin Derm. L'autre n'a droit qu'à une seule part. Cette exception vient de l'ancien droit. On a voulu favoriser celui des époux qui possède des biens propres en se mariant.

A cette règle, peut-on stipuler des clauses contraires et attribuer à chacun des époux des parts différentes de celles énoncées par le Code ? Nous croyons qu'une convention contraire est possible. La règle posée par le Code sur le contrat de mariage dit nettement que, lorsque les époux n'ont pas fait de contrat de mariage relatif à leurs biens, les dispositions du Code s'appliqueront. Donc, les époux qui veulent déroger à ces règles peuvent faire des conventions valables sur toute matière intéressant leurs régimes matrimoniaux.

C. Partage du passif commun. — La règle sur le partage du passif commun est mentionnée dans l'article 1518. Cet article dispose que : « Entre les époux, la responsabilité des dettes communes sera partagée d'après leur part dans le Sin Somros. » Donc, pour déterminer la part de responsabilité des dettes, il faut savoir quelle est la part que chacun des époux recueillera des acquêts. En principe, c'est par moitié que la responsabilité sera répartie. Mais, au cas où l'un des époux a droit à deux parts des acquêts, il devra aussi supporter deux parts de dettes. Il n'y a pas ici le bénéfice d'émolument ou de bénéfice d'inventaire pour la femme.

Dans quelle mesure les droits des créanciers seront-ils modifiés par l'effet du partage ?

Tant que dure la communauté, les créanciers communs peuvent poursuivre la communauté et conservent le droit de saisir les biens communs. Bien plus, le nouveau Code donne le droit de saisir même les biens réservés des deux époux (art. 1481). Ceci vise les dettes communes dont le mari et la femme sont conjointement responsables. Ces dettes sont :

1° Dettes contractées pour secours et assistance à la famille et à l'éducation adéquate des enfants ;

2° Dettes relatives aux biens communs ;

3° Dettes nées du travail ou affaires faits par le mari et la femme ;

4° Dettes contractées pour le bénéfice personnel de l'un des époux mais confirmées par l'autre.

Les droits des créanciers à l'égard de leur débiteur personnel ne se trouvent pas modifiés par le partage. Ils peuvent poursuivre le débiteur pour la totalité de leurs créances à la fois sur ses biens propres, ses biens réservés et sa part dans les acquêts.

Après la liquidation des biens communs, les créanciers communs ne peuvent plus se faire payer qu'en réclamant leurs créances contre le mari et la femme suivant la proportion des dettes que chacun des époux doit supporter. Mais comment peut-on savoir la fin de la communauté ? Il faut se reporter ici à la règle relative à la transcription du jugement prononçant le divorce. A l'égard des tiers, la communauté serait considérée comme ayant pris fin à partir de la transcription du jugement prononçant le divorce.

Entre les créanciers communs et les créanciers personnels de chacun des époux, il n'y a aucun droit de préférence en cette qualité, sauf ceux dont les créances jouissent d'un privilège accordé par le Code.

CHAPITRE VI

LA FILIATION ET LA PARENTE

La filiation peut être considérée comme un rapport naturel qui donne naissance à la famille et comme un rapport légal qui, autant qu'il est discipliné par la loi, devient un élément essentiel de l'organisation sociale. Ces deux caractères tendent à se rapprocher dans toutes les législations car toutes essaient d'harmoniser le fait naturel de la naissance et le fait légal : une preuve évidente en est aussi la tendance des législations plus avancées d'assimiler la condition juridique des enfants naturels à celle des enfants légitimes.

Le nouveau Code siamois n'a pas voulu aborder de front l'institution de la filiation naturelle. Il traite bien de la connaissance des enfants nés hors mariage mais se garde de dire que ces enfants sont des enfants naturels. D'autre part, les enfants nés d'union libre sont considérés comme des enfants légitimes de la femme. Silence complet du Code en ce qui touche les enfants naturels vis-à-vis de leur père et aucun texte sur les droits des enfants à la succession de leur père.

Quelle est la raison de ce silence ? Il faut ici faire appel à l'histoire. Dans l'ancien droit, on ne connaissait pas la filiation naturelle. C'est pourquoi le nouveau Code a pris des mesures de prudence pour ne pas faire une innovation trop hardie dans la réglementation du

droit de famille qui est si profondément lié aux mœurs et à la coutume héritées de l'ancien droit.

Enfin, la reconnaissance d'un enfant né en dehors du mariage qui, en réalité, est un enfant naturel, établit les liens de légitimité entre l'enfant et le père qui l'a reconnu, il n'y a pas de filiation naturelle. La reconnaissance fait naître la légitimité.

Nous étudierons, dans ce chapitre, la filiation légitime, la filiation adoptive et la puissance paternelle.

§ 1. LA FILIATION LÉGITIME.

Rappelons, tout d'abord, les idées fondamentales en cette matière. Avoir une filiation légitime, c'est être issu de relations sexuelles de deux époux. Pour établir cette filiation, il faut donc pouvoir démontrer d'abord qu'on est né d'une femme mariée, c'est le fait de la maternité légitime, et, ensuite, qu'on est issu des œuvres du mari de cette femme, c'est le fait de la paternité légitime.

Avant d'aborder la démonstration de ces deux faits, trois observations sont à remarquer :

1° Pour que la filiation légitime soit certaine, il faut supposer établi le lien matrimonial entre les deux personnes dont l'enfant prétend être issu.

2° Alors que de droit commun la preuve des faits peut être présentée par tous les moyens, la loi, en raison des conséquences juridiques qui en découlent, a strictement réglementé les moyens de preuve en matière de filiation.

3° Le fait de la paternité n'est jamais fondé sur des preuves proprement dites, mais sur des probabilités, sur des vraisemblances plus ou moins significatives auxquelles l'intérêt social commande d'ajouter foi. La

preuve directe de paternité est à peu près impossible à administrer.

I. Preuve de la filiation légitime maternelle.

Dans ce domaine, le nouveau Code siamois s'inspire en grande partie du droit français. On peut donc emprunter plusieurs développements dans les commentaires du droit français.

Pour prouver la maternité légitime, il faut pouvoir démontrer : 1° l'accouchement de la femme mariée dont l'enfant se prétend issu ; 2° l'identité entre l'enfant que la femme mariée a mis au monde et celui dont l'état est en question.

La preuve de l'accouchement est l'élément essentiel de la démonstration à produire pour établir la filiation maternelle. Le mode normal de preuve, c'est la production de l'acte de naissance. Mais il serait injuste de n'admettre que ce mode de preuve, car on ne peut pas rejeter sur l'enfant la responsabilité au cas où des négligences auraient été commises au moment où son acte de naissance devait être dressé. On a donc admis d'autres modes de preuves qui est la possession d'état (art. 1524).

L'identité de la personne dont l'état est en jeu avec l'enfant issu de l'accouchement n'est, en général, pas contestée. Si elle l'est, on admet aujourd'hui unanimement que cette identité pourra s'établir par tous les moyens de preuves possibles¹.

II. Modes de preuves de la filiation légitime.

Les modes de preuves de la filiation légitime sont énumérés dans l'article 1524. « Le statut d'enfant légitime est prouvé par le registre de naissance.

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, n° 229.

» En l'absence de cet enregistrement, la légitimité de l'enfant est prouvée par la commune renommée.

» La commune renommée d'enfant légitime est établie par les faits montrant la relation de père et fils comme il est prouvé par les relations de l'enfant avec la famille à laquelle il prétend appartenir, notamment le fait que le père a contribué à l'éducation de l'enfant, l'a nourri ou qu'il consent à ce que l'enfant porte son nom ou autres faits. »

Les modes de preuve se divisent donc en :

1° Preuve par l'acte de naissance ;

2° Preuve par la commune renommée.

1° *Preuve par l'acte de naissance.* — L'acte de naissance figure sur un registre tenu par un fonctionnaire. Le fonctionnement de ce registre est réglementé par la loi sur le registre de naissance, décès et transfert de domicile. Lorsqu'il y a une naissance, les parents doivent faire cette déclaration. La déclaration est verbale faite devant le fonctionnaire compétent qui en fait la transcription sur un registre spécial. Un récépissé est remis au déclarant constatant le nom des père et mère. Chaque circonscription tient son registre de naissance, de décès et de transfert de domicile.

L'acte de naissance est donc un registre qui fait foi jusqu'à preuve contraire.

2° *La commune renommée.* — C'est la possession constante d'état qui va servir de preuve au cas où il n'existe pas d'acte de naissance. En effet, il peut y avoir une omission de déclaration de naissance dont on ne peut pas rendre l'enfant responsable. Le nouveau Code pare à cette éventualité par l'admission de la preuve par la commune renommée inspirée du Code civil français, article 321. C'est le principe bien connu de nomen, tractatus et fama.

On remarquera que l'article 1524 ne fait allusion qu'à l'attitude du père à l'égard de l'enfant comme l'arti-

cle 321 du Code civil français. Il s'agit de prouver en effet une filiation légitime ; on ne concevrait pas que les actes constitutifs de cette possession d'état d'enfant légitime émanassent de la mère seule et non de son mari, car à l'égard de la mère, ce mode de preuve n'est pas nécessaire. D'autre part, on remarquera que la possession d'état prouve non seulement le fait de la naissance mais encore celui de l'identité. En effet, l'acte de naissance ne prouve qu'un fait isolé, l'accouchement de la femme, tandis que la possession d'état prouve une série de faits concordants. En définitive, la force probante de la possession d'état repose sur l'aveu de l'époux de qui l'enfant prétend être issu. En l'élevant (*tractatus*), en lui donnant leur nom (*nomen*), ils ont proclamé sa filiation qui est corroborée par le témoignage concordant de la famille et de la société (*fama*). D'autre part, il faut observer que la possession d'état prouve à la fois la filiation paternelle et la filiation maternelle. En effet, l'homme marié qui a donné son nom à un enfant et l'a toujours traité comme tel reconnaît par là même sa paternité.

Enfin, la preuve des faits dont l'ensemble constitue la possession d'état se fait par tous les moyens possibles, notamment la preuve testimoniale et les présomptions.

Réciproquement, on peut combattre les faits allégués par l'enfant par tous les moyens possibles et démontrer que l'enfant n'a pas joui depuis de sa naissance de la possession d'état d'enfant légitime (*nomen*, *tractatus*, *fama*).

Bien plus, même si la possession d'état est établie, on peut prouver que l'enfant est en réalité né d'autres parents, comme il arrive fréquemment au Siam où certains membres de la famille élèvent un enfant issu d'autres parents comme leur propre fils.

Lorsque la possession d'état est corroborée par l'acte de naissance, peut-on la combattre par la preuve

contraire ? Le Code civil français ne l'admet pas (art. 322). Mais le nouveau Code siamois n'a pas reproduit ces dispositions. Dans ce silence, on peut donc admettre que la preuve contraire est possible, mais devant cette concordance, il serait très difficile de la combattre.

Ces modes de preuves de la filiation légitime sont-ils les seuls ? Le texte du Code paraît le laisser entendre. Le Code français admet aussi la preuve par témoins, mais d'autres codes comme le Code brésilien ne l'admet pas (art. 349).

III. *Preuve de la paternité légitime ou filiation légitime paternelle.*

En cette matière, le nouveau Code siamois suit le système français qui est d'une grande cohésion logique. En effet, il part de cette idée rationnelle que la paternité est un fait dont il est impossible de faire la démonstration directe. On ne peut donc désigner le père d'un enfant qui a été conçu par une femme mariée qu'au moyen de la double présomption ci-dessous, à savoir : celle que des rapports sexuels ont existé entre la femme mariée et son mari, et celle que cette femme n'a pas eu de rapports avec d'autres hommes que son mari : présomption de cohabitation et présomption de fidélité. D'où la règle formulée par l'article 1519 (semblable à l'art. 312 du Code civil français) : « L'enfant né d'une femme durant son mariage est présumé être l'enfant du mari. » C'est ce que l'on exprime par une sentence latine empruntée au Droit romain où elle avait d'ailleurs un sens différent : « *Pater is est quam nuptiae demonstrant* ».

Cette présomption n'est pas irréfragable. La loi permet au mari de désavouer l'enfant né de sa femme (art. 1520).

Pour que cette présomption reçoive application, certaines conditions sont nécessaires.

Tout d'abord, il faut qu'il soit né pendant le mariage. L'enfant né d'une femme mariée a pour père le mari.

D'autre part, et à plus forte raison, l'enfant conçu pendant le mariage est aussi présumé être issu du mari de la femme. Mais comment sait-on s'il en est ainsi ? La loi, au lieu de faire de cette date une question de médecine, tranche d'avance toute difficulté au moyen d'une présomption relative à la durée de la gestation. Elle décide que la conception de l'enfant doit être placée dans le temps qui a couru depuis le trois cent dixième jour jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant (art. 1519, 1520). Ainsi, les plus courtes gestations d'un enfant né vivant sont présumées de 180 jours, les plus longues de 310 jours (dans le Code français, 300 jours ; dans le Code allemand, 302 jours). Par conséquent, toute naissance d'enfant survenue plus de 180 jours après le commencement du mariage et pas plus de 310 jours après sa dissolution est réputée le résultat d'une cohabitation légitime.

Une question peut se poser à propos du mode de computation du délai. Ces délais doivent-ils être calculés d'heure en heure ou jour par jour, c'est-à-dire par intervalles de 24 heures comptés de minuit à minuit. La jurisprudence française se prononce en faveur de la computation par jours (Civ., 8 février 1869, D. P. 69.1. 181, S. 69.1.215). Le nouveau Code siamois contient des dispositions sur le mode de computation des délais en général. Dans le silence du Code qui ne pose pas une disposition contraire, la computation se fait par jours (art. 157).

A. Enfant conçu avant la célébration du mariage. — Il résulte donc de la règle qui précède que l'enfant né moins de 180 jours après le mariage n'est pas couvert

par la présomption. Mais ici il faut remarquer la présomption générale de l'article 1519. La présomption de « pater is est » couvre les enfants nés pendant le mariage et ceux nés dans les 310 jours après sa dissolution. Donc les enfants qui sont nés pendant le mariage même moins de 180 jours sont considérés comme ceux du mari. C'est une présomption qui peut être combattue par le père en intentant l'action en désaveu (art. 1520). Il n'y a pas lieu de s'occuper de la conception. Le fait que la naissance a eu lieu pendant le mariage suffit pour que l'enfant soit un enfant légitime.

B. *Conflit possible de paternités.* — Il peut y avoir parfois conflit de paternités, par exemple au cas où une veuve ou divorcée se remarie au mépris du délai de viduité imposé par la loi. Elle met au monde un enfant moins de 310 jours après la dissolution du premier mariage et plus de 180 jours après la conclusion du second. Il y a en ce cas conflit entre deux paternités légitimes.

D'après le Code civil allemand, article 1600, il y a lieu ici à l'application d'une sous-présomption. Si l'enfant est né moins de 270 jours après la dissolution du premier mariage, il est attribué au premier mari. Il est attribué au second s'il est né plus de 270 jours après la cessation du premier mariage. Le Code français laisse au juge du fait en cas de contestation de déterminer la filiation paternelle d'après les données résultant des circonstances du procès.

Le nouveau Code siamois présume que l'enfant né dans les 310 jours après la dissolution du premier mariage est présumé être issu du premier mari.

IV. *Théorie du désaveu.*

La théorie du désaveu est une innovation apportée par le nouveau Code dans le droit siamois. Auparavant,

on ne connaissait pas le désaveu. Nous avons vu que les enfants issus de la cohabitation entre l'homme et la femme étaient considérés comme des enfants légitimes. Le législateur siamois s'inspire des codes modernes pour instituer la théorie du désaveu dans le droit siamois.

Nous savons que le désaveu est l'acte qui a pour but de faire tomber la présomption de paternité établie contre le mari. On peut ici diviser le désaveu du père en deux sortes : 1° Le désaveu par preuve de non-paternité. Dans ce cas, le mari doit prouver qu'il ne peut pas être le père de l'enfant pour des motifs, soit de non-cohabitation ou d'éloignement ou autres impossibilités. 2° Le désaveu par simple déclaration que l'enfant est né moins de 180 jours après le mariage.

A. Désaveu par la preuve de non-paternité. — Le principe est posé dans l'article 1520 : « Le mari peut désavouer l'enfant né dans les circonstances décrites dans l'article précédent en exerçant une action en justice contre la mère et l'enfant conjointement et en prouvant qu'il n'a pas cohabité avec la mère de l'enfant durant la période de conception, c'est-à-dire la période s'étendant entre 180 jours et 310 jours avant la naissance de l'enfant ou qu'il ne peut être le père de l'enfant sur d'autres motifs d'impossibilité. »

Les preuves à administrer par le mari sont : 1° le défaut de cohabitation ; 2° autres motifs d'impossibilité d'être le père de l'enfant.

1° *Le défaut de cohabitation.* — Le défaut de cohabitation provient de l'éloignement entre le mari et la femme. C'est en réalité impossibilité de fait ou matérielle de cohabitation. Par exemple, le mari se trouve à cette époque dans un pays étranger ou bien dans la même ville, mais qu'il est interné dans un établissement médical ou pénitentiaire.

2° *Autres motifs d'impossibilité.* — Ce mode de preuve

est aussi large que possible et peut comprendre des circonstances diverses. Il peut y avoir cohabitation entre le mari et la femme en ce sens qu'ils ont eu des relations conjugales, mais le mari allègue qu'il ne peut être le père de l'enfant. Le mari pourra donc alléguer son impuissance accidentelle ou même naturelle. Le texte du Code est assez large pour permettre la preuve de l'impuissance provenant d'une atteinte morbide aux facultés de génération, qu'elle résulte d'une cause externe, d'un traumatisme, ou d'une maladie interne (accidentelle) et même l'impuissance résultant de la faiblesse congénitale des organes. Cette preuve n'est pas seulement limitée à l'atteinte matérielle aux organes par suite de blessure, de mutilation ou d'opération chirurgicale.

B. Désaveu par simple déclaration. — Si le mari prouve que l'enfant est né moins de 180 jours après que le mariage a eu lieu, le mari peut désavouer l'enfant sans autre preuve, nous dit l'article 1521, 1^{er} alinéa, cette preuve sera faite par la déclaration du mari. En effet, il y a présomption que le mari ne soit pas le père par cause de la naissance trop précoce de l'enfant.

Mais le désaveu facile accordé au mari reste néanmoins subordonné à une condition essentielle : il ne doit pas y avoir de rapports sexuels entre le mari et la femme durant la période où la conception est possible (art. 1521, 2^e alinéa). Cette condition vise le cas où le mari et la femme peuvent avoir des relations sexuelles avant la célébration du mariage, le texte du Code est formel. En effet, l'article 1521, 2^e alinéa, dit que : « S'il apparaît que, avant le mariage, le mari a eu des relations sexuelles avec la mère de l'enfant durant la période où la conception peut avoir lieu, il est présumé que le mari est le père de l'enfant. »

C. *Les personnes qui peuvent intenter l'action en désaveu.* — L'action en désaveu appartient au mari seul, car c'est lui qui est l'objet de la présomption de paternité imposée par la loi. Exceptionnellement, la loi accorde aux héritiers le droit d'intenter l'action à sa place. Ces héritiers sont des personnes qui ont le droit de succéder avec l'enfant ou la personne qui va perdre son droit de succéder par la naissance de l'enfant, ce qui peut viser aussi les légataires. Les cas admis sont les suivants :

1° Lorsque le mari est mort ou déclaré interdit ;

2° Lorsqu'il y a incertitude sur la vie ou la mort du mari ou sa résidence est inconnue.

D. *Prescriptions en cas de désaveu.* — L'action en désaveu doit être intentée par le mari dans le délai d'un an à partir du jour où il a eu connaissance ou doit avoir connaissance de la naissance de l'enfant. L'action n'est pas recevable lorsque dix ans se sont écoulés à partir de la naissance de l'enfant.

Pour les personnes qui ont le droit de succéder concurremment avec l'enfant et les personnes qui vont perdre leur droit de succéder pour cause de naissance de l'enfant, les délais sont variables :

a) Au cas de mort ou interdiction du mari, l'action doit être intentée dans les mêmes délais que ceux du mari ;

b) Dans les autres cas, dans la période trois mois à partir de la connaissance ou qu'ils doivent avoir connaissance de la naissance de l'enfant (art. 1523).

E. *La procédure.* — Le nouveau Code siamois n'impose pas de règles spéciales sur la procédure à suivre en cas d'action en désaveu. Les règles de droit commun reçoivent ici application.

L'action doit être intentée contre la mère et l'enfant

conjointement (art. 1520). Mais au cas de la mort de la mère, le Code n'a pas posé de règle. On doit donc admettre que l'enfant sera assisté de son tuteur.

Le désaveu ne peut résulter que d'un jugement, car il aboutit à la destruction de la présomption de paternité imposée par la loi. Ainsi le mari ne peut pas désavouer l'enfant par un acte extrajudiciaire.

V. *La légitimation.*

Le nouveau Code siamois, en parlant de la légitimation, a voulu étendre par là ce bienfait à tous les enfants. Il parle des enfants nés avant le mariage, ce qui veut dire également que cette période est aléatoire, il peut y avoir mariage subséquent des père et mère, mais il y a aussi une forte dose d'incertitude.

La notion d'enfant naturel n'est pas connue dans le nouveau Code. Nous avons dit plus haut les raisons de cette omission. Les enfants nés d'une femme non mariée sont des enfants légitimes par rapport à leur mère (art. 1525).

La légitimation dans le droit siamois vise plusieurs cas différents. On entend par là le fait de conférer à l'enfant né avant le mariage la qualité d'enfant légitime.

Comment un enfant né avant le mariage peut-il acquérir la qualité d'enfant légitime ? L'article 1526 nous répond que « l'enfant né avant le mariage ne sera un enfant légitime que par le mariage subséquent de ses parents ou par la transcription faite sur la demande du père ou par l'effet d'un jugement ». La qualité d'enfant légitime s'acquiert donc par : 1° le mariage subséquent des père et mère ; 2° la transcription faite par le père ; 3° un jugement reconnaissant la qualité d'enfant légitime.

1° *Le mariage subséquent des père et mère.* — Le nouveau Code n'impose pas ici de condition particu-

lière de formalités. Le mariage subséquent du père avec la mère suffit pour conférer la qualité d'enfant légitime à l'enfant issu de leur cohabitation libre avant le mariage. Aucune déclaration ou reconnaissance n'est nécessaire au moment du mariage.

2° *La transcription faite par le père.* — Le père peut faire transcrire sur le registre matrimonial que l'enfant est son enfant légitime. Dans ce cas, il faut obtenir le consentement de l'enfant et de la mère. Le fonctionnaire, saisi de la demande de transcription, doit en notifier à l'enfant et à la mère. Si l'enfant et la mère, après avoir reçu cette notification, ne font aucune objection dans la durée d'un mois, ils sont présumés avoir consenti. Ce délai est porté à six mois si l'enfant ou la mère se trouve en dehors du territoire (art. 1527).

L'enfant ou la mère peut s'opposer à la transcription et alléguer que l'impétrant n'est pas le véritable père. Dans ce cas, c'est le Tribunal qui statuera d'après les circonstances des données du procès s'il y aura lieu ou non à la transcription (art. 1527, 1^{er} alinéa).

Toute personne intéressée peut s'opposer à la transcription et demander au Tribunal d'ordonner l'annulation de la transcription pour la raison que l'impétrant n'est pas le véritable père. L'action exercée par les tiers doit être intentée dans la période de trois mois à partir de la connaissance de la transcription. En aucun cas, l'action n'est recevable après dix ans à partir du jour de la transcription (art. 1528).

La transcription est irrévocable pour le père (art. 1531).

3° *Le jugement reconnaissant la qualité d'enfant légitime.* — C'est plus exactement l'action en recherche de la paternité légitime. Le nouveau Code, par l'amalgamation des différents principes, nous conduit à construire des propositions nouvelles. Le jugement recon-

naissant la qualité d'enfant légitime est le résultat de l'action en recherche de paternité légitime.

VI. *La recherche de la paternité légitime.*

La recherche de la paternité était inconnue dans l'ancien droit. La recherche de paternité figurant dans le nouveau Code s'inspire de la loi française du 16 novembre 1912 qui admet la recherche de paternité. Rappelons tout d'abord, pour éviter toute équivoque, que la recherche de la paternité a pour but de conférer à l'enfant la qualité d'enfant légitime et non la recherche de la paternité naturelle.

La recherche de la paternité n'est admise, suivant l'article 1529, que dans les cas suivants :

1° Dans le cas de viol, rapt ou séquestration illégale de la femme durant la période où la conception peut avoir lieu.

2° Dans le cas d'enlèvement ou séduction de la femme durant la période où la conception est possible ; dans ce dernier cas, il doit être corroboré par une preuve par écrit émanant du père.

3° Dans le cas où il existe un écrit émanant du père reconnaissant d'une façon non équivoque que l'enfant est le sien.

4° Dans le cas de cohabitation notoire du père avec la mère durant la période où la conception peut avoir lieu.

5° Dans le cas de commune renommée que l'enfant est un enfant légitime.

Ces différents chefs appellent quelques éclaircissements :

1° *Cas de viol, rapt ou séquestration illégale.* — Ces différents cas se rapprochent beaucoup de ceux admis dans le droit français. Au cas de rapt ou séquestration

illégale, l'homme peut être condamné à une peine pénale, mais en dehors de cela il y a une forte présomption que l'homme abuse de la femme, ce qui se produit toujours et c'est la raison même du rapt.

2° *Cas d'enlèvement ou séduction.* — L'enlèvement signifie ici le fait que la femme consent à quitter la maison paternelle avec celui qu'elle aime. La recherche de paternité est admise sans avoir à produire une preuve par écrit, ce qui n'est pas possible. Mais au cas de séduction, il faut un commencement de preuve par écrit. Le Code n'exige pas que cette preuve doit exister avant la séduction, elle peut être postérieure. Ordinairement, le commencement de preuve par écrit résulte des lettres envoyées à la femme pour la persuader. Le Code n'exige pas non plus que la séduction doit être faite avec des manœuvres dolosives ou promesse de mariage ou fiançailles. Toute manœuvre, dolosive ou non, peut donner lieu à la recherche de la paternité au cas de séduction.

3° *Aveu non équivoque de paternité.* — L'écrit qui contient l'aveu de paternité n'a pas besoin d'être un écrit authentique. Un écrit privé, lorsqu'il émane du père reconnaissant d'une manière non équivoque qu'il est le père de l'enfant, suffit.

4° *Concubinage notoire des parents.* — Le concubinage notoire des parents entraîne une présomption de relations sexuelles et même dans une certaine mesure de fidélité comparable à celle qui s'attache au fait du mariage. Que faut-il entendre par concubinage notoire ? Est-ce que la communauté d'habitation est nécessaire ? Le texte du Code paraît ne viser que ce cas ; mais nous sommes d'avis que la continuité, la régularité et la publicité des relations suffisent à constituer le concubinage notoire (cf. Civ. 7 février 1922, D. P. 1922.1.36 S. 1922.1.321, note de M. Cassin ; Req. 20 juillet 1931 Gaz. Palais, 1931.2.565).

5° *Cas de commune renommée d'enfant légitime.* — C'est le cas où le père a participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant et que, de plus, l'enfant porte le nom du père. La valeur probatoire de ces cas est nettement supérieure à la reconnaissance par écrit.

Fin de non-recevoir contre une action en recherche de paternité. — Aux termes du paragraphe 2 de l'article 1529, l'action en recherche de paternité ne sera pas recevable : 1° s'il est établi que, pendant la période où la conception peut avoir lieu, la mère a eu commerce avec un autre individu ou était d'une inconduite notoire ; 2° si le père prétendu ne peut pas être le père de l'enfant. Ces deux fins de non-recevoir sont inspirées du droit français.

La première est fondée sur les mauvaises mœurs de la mère au moment de la conception. La seconde est la transposition du deuxième cas de désaveu.

Personnes qui peuvent intenter l'action en recherche de paternité. — L'action en recherche de paternité légitime est exercée par le représentant légal de l'enfant. Ce représentant légal, c'est la mère et, à défaut de la mère, c'est le tuteur.

L'action peut être exercée par l'enfant lui-même lorsqu'il atteint l'âge de majorité, c'est-à-dire 20 ans accomplis, mais, dans ce cas, il doit l'exercer pendant la période d'un an à partir de sa majorité.

Lorsque l'enfant meurt sans avoir exercé l'action en recherche de paternité, ses descendants peuvent exercer l'action, mais ils doivent l'exercer pendant la période d'un an à partir du jour où ils ont connu ou doivent connaître les faits donnant lieu à la recherche de paternité. L'action n'est plus recevable après la période de dix ans à partir de la mort de l'enfant (art. 1529).

VII. *Effets de la légitimation.*

Nous avons dit plus haut que la légitimation a pour objet de conférer à l'enfant la qualité d'enfant légitime. Mais à partir de quel moment produit-elle ses effets ? Il faut distinguer ici trois cas :

1° Dans le cas de mariage subséquent des parents, la légitimation produit ses effets à partir du jour du mariage ;

2° Dans le cas de transcription, elle produit ses effets à partir du jour de la transcription ;

3° Dans le cas d'un jugement déclarant la paternité légitime, elle produit ses effets à partir du jour où le jugement est devenu définitif. Mais cette légitimation ne peut être invoquée à l'encontre des tiers agissant de bonne foi, sauf après la transcription du jugement statuant sur la paternité légitime (art. 1530).

Quels sont les tiers auxquels l'article 1530 fait allusion ? Ce seront les héritiers du prétendu père. Supposons que l'enfant a triomphé dans l'action en recherche de paternité et que le père meurt. Ses héritiers ont droit à la succession. L'enfant ne peut pas s'opposer au partage et réclamer sa part, sauf s'il a déjà transcrit le jugement.

§ 2. LA FILIATION ADOPTIVE.

Nous savons que l'adoption est un acte juridique qui crée entre deux personnes des rapports fictifs et purement civils de parenté et de filiation.

L'adoption a existé depuis longtemps. Le droit romain attachait une grande importance à l'adoption qui avait un caractère religieux, d'autant qu'elle permettait aux familles qui n'avaient pas de descendants masculins de continuer le culte des ancêtres. Il a été de même dans

l'Inde et en Indochine (V. Solus, *op. cit.*, n° 205 et 207 *in fine*).

A l'époque féodale, l'adoption fut plus rare car les familles féodales gardaient jalousement leurs privilèges aristocratiques et ne pouvaient admettre l'intrusion d'éléments étrangers dans la famille.

La Révolution française donna à l'adoption un caractère tout à fait démocratique autant qu'elle la fit servir comme un moyen de protection des enfants du peuple.

Dans l'ancien droit siamois, l'adoption existait en état de germe. C'était la coutume qui réglait l'adoption. L'idée essentielle était la perpétuation du nom de la famille et aussi le secours pendant la vieillesse. On voyait des familles qui adoptaient les enfants d'autres familles parentes. Les enfants adoptifs prenaient alors la place des enfants légitimes dans la nouvelle famille (Laksana Bet Set, art. 109).

Le nouveau Code civil a réglementé l'institution de l'adoption. Il a fait pour cela appel à l'exemple des Codes modernes.

I. Conditions de fond de l'adoption.

A. Qui peut adopter ? Toute personne peut adopter, les femmes aussi bien que les hommes (art. 1582). Les étrangers peuvent-ils adopter ? Le Code n'a pas réglementé le cas. Nous croyons que la question sera tranchée par la loi sur le conflit des lois actuellement en préparation. Le Code français admet que les étrangers peuvent adopter comme les Français (Code civil, art. 345).

En principe, on ne peut être adopté par plusieurs personnes en même temps. Mais la loi semble admettre l'adoption par deux époux. En fait, c'est un seul des conjoints qui jouera le rôle d'adoptant. Le consentement de l'autre est alors nécessaire en principe (art.

1584), sauf au cas de démence de l'autre époux ou que celui-ci est absent d'au moins un an.

Les conditions requises en la personne de l'adoptant sont : 1° L'adoptant doit être âgé d'au moins 30 ans ; 2° L'adoptant doit avoir au moins 15 ans de plus que la personne qu'il se propose d'adopter.

Les enfants légitimes ne font pas obstacle à l'adoption en droit siamois. La raison est difficile à dégager. Sans doute parce qu'on laisse la possibilité d'adopter les enfants des autres personnes parentes. Mais nous croyons que l'adoption ne peut avoir lieu quand il existe des enfants légitimes. L'admission des éléments étrangers dans la famille ne ferait que produire des discordes et il faut avant tout protéger les intérêts des enfants légitimes.

B. Qui peut être adopté ? Toute personne peut être adoptée, les femmes aussi bien que les hommes. Nous ne parlerons pas des étrangers qui, croyons-nous, seront réglementés dans la loi sur les conflits de lois actuellement en préparation.

Les mineurs peuvent être adoptés comme des majeurs (art. 1583).

Lorsque l'adopté est marié, il faut obtenir le consentement de son conjoint, sauf au cas où celui-ci est en état de démence ou absent du domicile d'au moins un an (art. 1584).

Enfin, lorsque l'adopté est mineur, l'article 1583 exige le consentement de ses père et mère. S'il n'existe plus de père et mère, le consentement sera donné par son représentant légal, c'est-à-dire son tuteur.

Si le mineur est âgé de 15 ans, il faut aussi son consentement.

II. *Conditions de forme de l'adoption.*

Le contrat d'adoption est soumis à une seule forme : c'est la transcription. Aucune autre condition n'est imposée par le Code.

Le contrat se fait entre les parties d'après les principes généraux des contrats. Il n'est pas nécessaire d'être dressé par acte authentique.

D'autre part, le contrat d'adoption n'a pas besoin d'être homologué par le Tribunal.

Lorsque le contrat est dressé, il doit être transcrit sur le registre aménagé à cet effet (art. 1585). La validité du contrat d'adoption est subordonnée à la transcription.

III. *Effets de l'adoption.*

L'adoption confère à l'adopté les mêmes droits que ceux d'un enfant légitime de l'adoptant, mais il ne perd pas ses droits et ses devoirs dans sa famille (art. 1586).

Ses effets sont les suivants :

1° Transfert de la puissance paternelle. La puissance paternelle est transférée à l'adoptant du jour et du moment où l'adopté a acquis son nouveau statut. Néanmoins, l'adoptant est seul investi des droits de la puissance paternelle (art. 1586).

2° L'adopté a le droit de se servir du nom de famille de l'adoptant (art. 1533 et 1586, 2° al.).

3° Il a le droit de succéder à l'adoptant.

4° Création d'un empêchement au mariage. D'après l'article 1446, l'adoptant ne peut se marier avec l'adoptée. C'est le seul empêchement énoncé par le Code.

5° Obligation alimentaire réciproque entre l'adoptant et l'adopté. Le principe est le même que les obligations qui existent entre un enfant légitime et ses parents.

6° L'adoptant ne peut succéder à l'adopté. Mais lorsque l'adopté meurt sans conjoint ou descendant avant

l'adoptant, les biens que celui-ci a donnés et existant en nature font l'objet d'un droit de retour légal au profit de l'adoptant (art. 1587).

IV. Révocation de l'adoption.

L'adoption peut être révoquée de deux façons différentes : 1° Par consentement des parties ; 2° Par décision du Tribunal.

I. *Révocation par consentement des parties.* — Le nouveau Code, article 1588, permet aux parties du contrat d'adoption d'en révoquer par le simple consentement des parties. Ceux qui ont concouru à la conclusion de l'adoption peuvent en dédire. La révocation par consentement des parties est soumise à la transcription, sinon elle ne serait pas valable (art. 1588).

II. *Révocation par décision judiciaire.* — L'action en révocation de l'adoption est admise dans les cas suivants :

1° Lorsqu'une partie est coupable de mauvaise conduite sérieuse ou a diffamé l'autre partie ou ses ascendants.

2° Lorsqu'une partie ne pourvoit pas au secours de l'autre.

3° Lorsqu'une partie a intentionnellement abandonné l'autre pendant une période dépassant un an.

4° Lorsqu'une partie est condamnée par un jugement à une peine d'emprisonnement dépassant trois ans.

5° Lorsque l'adoptant manque à ses devoirs paternels comme spécifiés dans les articles 1536, 1543, 1545, 1546, 1547, qui sont : l'obligation des parents de pourvoir à la nourriture et à l'éducation de l'adopté et lui allouer une pension alimentaire, s'il est infirme ; l'obligation pour l'adoptant d'administrer les biens de l'adopté avec

les soins d'une personne de prudence ordinaire, et de ne pas manquer aux devoirs imposés par la loi pour l'administration des biens de l'adopté, administration qui repose sur les mêmes principes que ceux des enfants légitimes.

Les personnes qui peuvent intenter l'action en révocation de l'adoption sont : 1° l'adoptant, 2° l'adopté, 3° le Ministère public.

1° L'adoptant. — Lorsqu'une des causes énumérées dans l'article 1589 vient à se produire, l'adoptant peut demander au Tribunal de prononcer la révocation de l'adoption.

2° L'adopté peut, en principe, demander la révocation de l'adoption. Mais, s'il est âgé de moins de 15 ans, il doit obtenir le consentement de ceux qui ont le droit de consentir à l'adoption, c'est-à-dire leurs père et mère et en l'absence ou à défaut de leurs père et mère, le représentant légal, ce qui signifie le tuteur.

3° Le Ministère public peut intenter l'action à la place de l'enfant. S'il prend cette initiative, l'enfant s'en remet à son entière discrétion, car c'est lui qui veille à l'intérêt social en général. Le Ministère public peut intervenir dans tous les cas pour demander la révocation de l'adoption et peut agir d'office.

L'action en révocation de l'adoption doit être intentée dans la période d'un an à partir du jour où le demandeur a connu ou doit avoir connaissance du grief qui sert de fondement à la demande. L'action n'est pas recevable après la période de dix ans à partir de la survenance du fait. Cette prescription est basée sur la présomption de pardon qui est assimilable en matière de révocation d'une donation (art. 1590).

Le jugement prononçant la révocation de l'adoption produit son effet à partir du jour où le jugement est devenu définitif. Entre l'adoptant et l'adopté, le lien de parenté et de filiation résultant de l'adoption prend fin

à partir du jour où le jugement prononçant la révocation de l'adoption est devenu définitif. Mais, à l'égard des tiers, cette révocation ne produira ses effets qu'à partir du jour de la transcription du jugement. Tant que la transcription n'a pas eu lieu, la révocation ne leur est pas opposable (art. 1592).

Lorsque la révocation est prononcée, l'adopté reprend son ancienne position dans sa famille naturelle. Il a toujours les mêmes droits et les mêmes devoirs dans sa famille qu'il n'a jamais perdus. Mais ceci ne peut nuire aux droits acquis auparavant par les tiers agissant de bonne foi (art. 1593).

§ 3. EFFETS DE LA PARENTÉ ET DE LA FILIATION.

Les effets de la parenté légitime et, plus spécialement, la parenté en ligne directe sont nombreux et variés. Nous allons d'abord citer quels sont ces effets.

1° La parenté entraîne le droit au nom (art. 1533).

2° Elle fait naître entre les parents et les enfants l'obligation alimentaire (art. 1535 et suiv.).

3° Elle donne lieu à la puissance paternelle (art. 1537 et suiv.).

4° Elle crée certains empêchements au mariage.

5° Elle crée des droits de successibilité réciproques (art. 1533 et 1629).

6° Elle impose certains devoirs et engendre aussi certains droits de famille (droit de former une demande en nullité du mariage, droit de provoquer l'interdiction d'un parent, obligation d'exercer la tutelle, etc.).

7° Elle fait naître une prohibition pour les enfants de ne pouvoir intenter une action soit civile ou pénale contre ses ascendants (art. 1534).

I. *Le nom.*

Nous savons que le nom est l'appellation servant à la désignation graphique et orale des personnes.

Le nom se compose de deux parties, le prénom et le nom de famille.

Le prénom est une appellation qui sert à distinguer les membres de la famille. Ce n'est pas un nom de baptême comme en France, mais une appellation ordinaire donnée à l'enfant dès sa naissance. Le nom de famille désigne tous les individus de la même famille et le mode normal de l'acquisition du nom de famille, c'est la filiation.

L'enfant porte le nom de famille de son père. C'est un droit qui lui est reconnu par la loi (art. 1533). L'enfant adoptif a aussi le même droit par son assimilation à un enfant légitime.

La femme porte, en principe, le nom de son mari. Cet usage, introduit au Siam par la loi de 1913 sur le nom, est entré dans la pratique.

Le nom est imprescriptible et incessible. C'est le principe universellement admis. L'imprescriptibilité signifie que, lorsqu'une personne a porté le nom d'autrui indûment pendant dix ans, elle n'est pas protégée par la prescription acquisitive et qu'un nom de famille peut toujours être repris par les membres de cette famille, quel que soit le temps pendant lequel ils ne l'ont pas porté.

L'incessibilité du nom tient à ce que le nom n'est pas dans le commerce. Il ne peut faire l'objet d'une cession à un tiers.

Le nom est enfin protégé par l'article 18 du nouveau Code qui dispose que : « Si l'usage d'un nom d'une personne qui a le droit de s'en servir est contesté par une autre, ou si les intérêts de celle-là vont être lésés par le fait qu'une autre personne use de ce nom sans en avoir

l'autorisation, la personne qui a le droit au nom peut demander la cessation. S'il est à craindre que le dommage va persister, elle peut demander au Tribunal d'ordonner la cessation du port de ce nom. »

En dehors du nom de famille, il y a aussi des distinctions honorifiques qui étaient très en vogue dans l'ancien droit et dans le temps avant le coup d'Etat de 1932. Ces distinctions honorifiques font l'objet d'une loi spéciale.

Les enfants ne bénéficient pas de ces dispositions, elles sont personnelles. Par contre, la femme est admise à les porter.

Ces distinctions honorifiques ont tendance à disparaître de nos jours. Après le coup d'Etat de 1932 qui a proclamé la monarchie constitutionnelle à la place de la monarchie absolue, la tendance démocratique va supprimer peu à peu ces distinctions. Aucune nomination nouvelle n'a eu lieu.

II. *La puissance paternelle.*

Nous employons l'expression de « puissance paternelle » pour signifier l'ensemble des droits et des pouvoirs que la loi accorde aux père et mère sur la personne et sur les biens de leurs enfants pour leur permettre de remplir leurs devoirs de parents.

Le nouveau Code a évité d'employer cette expression. Il se contente d'une expression plus concrète de « droits et devoirs des parents et des enfants ».

A. *Personnes investies de la puissance paternelle.* — L'article 1537 pose la règle générale que les enfants mineurs sont soumis à la puissance paternelle. La puissance paternelle appartient conjointement au père et à la mère. Mais, tant que dure le mariage, la puissance paternelle appartient au père (art. 1537, 2^e al.). Tant

que le père est vivant et capable d'agir, le droit de la mère sommeille, pour ainsi dire ¹.

Peut-on déroger par convention à la prépondérance du père ? Il peut se faire que, lorsque le mariage se fait entre personnes appartenant à des religions différentes, la femme demande à ce que l'enfant soit élevé dans sa religion et non dans celle du mari et on fait même de cette convention une clause dans le contrat de mariage. D'après le droit français, une telle convention serait nulle comme contraire à l'ordre public. Dans le nouveau Code siamois, l'article 1537 est formel. Il dit que la puissance paternelle appartient au père et énonce, dans l'article 1538, que la puissance paternelle ne pourra appartenir à la mère que dans certains cas déterminés. On arrive donc par un jeu de principes que le droit siamois prohibe une telle convention dans le même sens que le droit français.

C'est seulement à défaut du père que la mère obtient l'exercice de la puissance paternelle. L'article 1538 énumère les cas où la femme a le droit d'exercer la puissance paternelle :

1° Mort du père.

2° Absence du père. Dans ce cas, il y a incertitude sur le sort du père. La mère est donc autorisée à exercer la puissance paternelle.

3° Le père est déclaré interdit ou quasi-interdit.

4° Le père est atteint d'une faiblesse d'esprit et a dû être interné dans un hôpital.

5° Lorsqu'il s'agit d'un enfant non reconnu par le père, la mère exerce la puissance paternelle. Il est évident qu'ici, il n'y a pas de père légalement reconnu de l'enfant.

6° Le père est déchu de la puissance paternelle en vertu d'un jugement qui en attribue en même temps la puissance paternelle à la mère.

1. Voir Planiol, *op. cit.*, t. I, n° 1645.

Au cas d'adoption, la puissance paternelle appartient à l'adoptant. Mais, après la fin de l'adoption, durant la période où l'adopté est encore mineur, la puissance paternelle revient à son père.

Un autre cas qui se produit fréquemment est le cas où l'un des époux a un enfant du premier lit en se mariant, que ce soit celui du mari ou celui de la femme. Dans ce cas, la puissance paternelle appartient à l'époux parent de l'enfant (art. 1540).

B. Droits et charges des parents. — L'article 1539 du nouveau Code, qui donne une énumération des principaux droits des parents, est conçu de la manière suivante : « La personne qui exerce la puissance paternelle a le droit :

- » 1° De déterminer la place de résidence de l'enfant ;
- » 2° De punir l'enfant d'une manière raisonnable pour discipline ;
- » 3° De requérir de l'enfant au travail d'après ses aptitudes et son rang social ;
- » 4° De demander la restitution de l'enfant d'une autre personne qui le détient illégalement. »

L'idée fondamentale, en cette matière, est que le soin de diriger l'éducation de l'enfant, de régler sa conduite, de former son caractère et ses idées, est la partie essentielle de la tâche que les parents ont à remplir. Les plus graves questions doivent être résolues : le choix de la religion qu'on enseignera à l'enfant, la carrière à laquelle on le préparera, etc.

Pour que les parents puissent remplir cette tâche, il faut certains droits et pouvoirs spéciaux. Les pouvoirs conférés par la loi pour que les parents puissent mener à bien l'éducation de leurs enfants sont : le droit de garde et le droit de correction. En outre, lorsque son éducation est terminée, les parents ont le droit d'orienter l'enfant dans une situation déterminée. Ils peuvent

imposer le travail à l'enfant en vue de pouvoir, dans la suite, se créer une situation.

Un autre droit énuméré dans l'article 1539 n'est, en réalité, que le corollaire du droit de garde. C'est, plus exactement, la sanction du droit de garde car les parents investis du droit de garde des enfants doivent pouvoir réclamer l'enfant de celui qui le détenait contrairement à sa volonté.

a) *Garde de l'enfant.* — Le droit de garde de l'enfant est expliqué par le Code même, c'est le droit de le retenir chez soi. C'est le principe ordinaire, mais les parents peuvent confier leur enfant à un certain établissement pour en assurer l'éducation. Les parents ont le droit de réclamer l'enfant de toute personne qui le détient illégalement, c'est-à-dire sans être fondée à invoquer la garde de l'enfant. (Voir art. 1539 (4).)

b) *Droit de correction.* — Le soin de l'éducation de l'enfant nécessite un droit de correction assez étendu. Mais ce droit n'a jamais été défini d'une manière précise par le législateur, soit dans l'ancien droit, soit dans le nouveau Code. Dans quelle mesure les parents peuvent-ils employer les châtimens corporels, les coups ? Tout ici est question de mesure et les mœurs seules règlent le mode d'exercice de ce pouvoir. Il ne faut pas pour cela que les parents en abusent jusqu'à constituer des sévices à l'égard de l'enfant.

c) *Droit de forcer l'enfant au travail.* — Ce droit accordé aux parents s'inspire de l'idée d'inculquer à l'enfant des habitudes de travail. Le nouveau Code se fie au père de ne pas laisser des enfants à la merci des destinées ni que l'enfant doit rester toujours à la charge des parents. Lorsque l'enfant est en mesure de pouvoir travailler, le père peut le forcer à choisir un travail d'après ses capacités et son rang dans la société.

Quels sont les devoirs imposés par le Code aux

parents à l'égard de l'enfant ? L'article 1536 dit que les parents doivent pourvoir à l'entretien de l'enfant et à son éducation durant sa minorité.

1° *Entretien.* — Le devoir d'entretien de toute sorte qu'entraîne la présence de l'enfant : nourriture, logement, vêtements, frais de maladie, etc.

2° *Education.* — Le devoir d'élever l'enfant se comprend, en réalité, dans le devoir d'entretien. L'éducation que les parents doivent donner à leurs enfants doit être suffisante vu son rang social. Il est à voir, suivant les cas, dans quelle mesure l'éducation sera suffisante.

Le devoir d'éducation peut imposer une charge onéreuse pour les parents. Malgré la gratuité de l'enseignement primaire, dans des cas fréquents les parents doivent pourvoir à leur éducation secondaire et même supérieure. On ne peut fixer les limites à l'avance. Il faut, dans chaque cas, apprécier d'abord le rang des parents dans la société.

C. Droits des parents sur le patrimoine de l'enfant. — La puissance paternelle entraîne deux séries de conséquences quant au patrimoine de l'enfant. Tout d'abord, le droit et l'obligation d'administrer le patrimoine de l'enfant ; d'autre part, le droit de jouissance légale des parents sur les biens de leurs enfants mineurs.

1° *Droit de jouissance légale.* — Le nouveau Code ne semble pas distinguer la jouissance légale sur les biens des enfants et l'administration des biens de ceux-ci. Les textes sont mélangés formant une partie de l'administration légale des biens. Mais on peut dégager par le texte de l'article 1545, l'idée de jouissance légale. En effet, ce texte dit que « si l'enfant a un revenu, ce revenu doit être employé en premier lieu à l'entretien et à l'éducation, le reste peut être employé dans une raisonnable mesure par la personne exerçant la jouissance paternelle ».

Quelle est la nature juridique de ce droit accordé aux parents. Est-ce un usufruit ou seulement un droit spécial donné aux parents ? Cette disposition laconique du Code nous incline à penser que c'est seulement un droit spécial accordé aux parents d'en puiser une partie sans exagération, d'ailleurs, pour compenser les charges qu'ils ont à supporter. Si nous admettons que c'est un usufruit, les excédents des dépenses appartiendront aux parents et par cela même pourront être saisis par leurs créanciers, ce qui n'est pas l'esprit de l'article 1545. Nous dirons donc que ce droit de jouissance légale est doué d'une physionomie particulière.

Ce droit des parents porte sur l'ensemble des revenus de l'enfant mineur, mais ces revenus ne comprennent pas ceux provenant des biens donnés ou légués à l'enfant sous condition que les parents n'en profiteront pas. D'autre part, la loi impose des charges aux parents. Ceux-ci doivent employer les revenus des enfants en premier lieu pour leur entretien et leur éducation. L'excédent ne pourrait être employé par les parents que dans une mesure raisonnable.

2° L'administration légale du patrimoine de l'enfant.
— L'administration légale du patrimoine de l'enfant est un droit qui fait partie de la puissance paternelle. Le texte de l'article 1543 nous dit que la puissance paternelle inclut le pouvoir d'administrer les biens de l'enfant.

Ordinairement, et ceci est vrai aussi bien au Siam qu'en France, il est rare qu'un enfant mineur possède des biens personnels tant que ses père et mère sont tous deux vivants : en principe, il ne gagne rien et, quand une succession s'ouvre dans la famille, elle est recueillie par son père ou sa mère selon la ligne d'où elle vient, les parents étant nécessairement plus proches du défunt que leurs enfants.

Cependant, il est possible que l'enfant ait une fortune

à lui du vivant même de ses parents. D'abord, il peut recevoir directement une donation ou un legs. Il peut même acquérir *ab intestat* lorsqu'un de ses frères ou sœurs plus âgé que lui vient à mourir sans postérité. C'est dans ces hypothèses qu'il y a lieu de savoir par qui et comment sera administrée la fortune du mineur.

Il ne s'agit pas ici de tutelle, car la tutelle ne s'ouvre qu'à la mort des père et mère ou à leur déchéance (art. 1555). Tant que les parents sont vivants et ne sont pas déchus de leur puissance paternelle, ils ont toujours l'administration des biens de leurs enfants mineurs.

1° A qui appartient l'administration légale ? — En principe, c'est à celui des parents qui exerce la puissance paternelle qu'il appartient d'administrer le patrimoine de l'enfant. Pour les enfants adoptifs, c'est l'adoptant qui a cette administration car l'adopté est assimilé à un enfant légitime.

Les parents peuvent voir leur droit d'administration diminué par la volonté d'un tiers. En effet, une personne peut donner ou léguer des biens à l'enfant avec la condition que l'administration sera assumée par un tiers (art. 1548).

Remarquons, enfin, que celui des parents qui exerce la puissance paternelle est le représentant légal de l'enfant (art. 1541). Cette disposition vise les cas où les parents vont administrer les biens de l'enfant. Dans le système siamois, c'est le système de représentation. Les parents agissent ou contractent eux-mêmes les obligations au nom de l'enfant. L'enfant n'est pas assisté dans leurs actes, mais il est représenté par un de ses parents, celui qui exerce la puissance paternelle.

2° Fonctionnement de l'administration légale. — Le père, administrateur des biens de l'enfant, a qualité pour faire seul tous les actes de simple administration (baux, contrats relatifs à l'entretien des biens, remplacement des meubles hors d'usage, etc...)

Les actes faits par le père pour le compte de l'enfant produit ses effets sur la tête de celui-ci. C'est pourquoi l'article 1544 a soin de préciser que la personne qui exerce la puissance paternelle ne peut, sans le consentement de l'enfant, faire naître une obligation qui serait personnelle à l'enfant. Ce seront des obligations qui forceront l'enfant à une exécution par lui-même.

Mais le pouvoir du père est limité aux actes d'administration. Pour les actes plus importants, il faut l'autorisation du Tribunal. Le nouveau Code paraît s'inspirer du Code civil italien qui distingue entre les actes d'administration et les actes de disposition exigeant pour ceux-ci l'autorisation de la justice, permettant au père d'accomplir les autres librement (Code civil italien, art. 224 à 227). En effet, les actes énumérés dans l'article 1546 correspondent aux actes de disposition.

Le père doit donc obtenir l'autorisation de la justice pour accomplir les actes suivants :

- 1° Vendre, échanger ou hypothéquer un immeuble.
- 2° Donner un immeuble à bail pour une durée excédant trois ans.
- 3° Consentir des prêts.
- 4° Transiger.
- 5° Faire des donations, sauf pour certains dons faits de la part de l'enfant avec ses revenus pour les œuvres religieuses ou sociales suivant la tradition et en se basant sur l'état de l'enfant.
- 6° Refuser une succession ou un legs ou une donation sans conditions ou sans charges.
- 7° Accepter ou refuser une succession ou un legs ou une donation avec conditions ou grevés de charges.
- 8° Soumettre un litige à l'arbitrage.

En dehors des actes ci-dessus énumérés, le père a le droit de les faire librement. Il doit administrer ou gérer les biens de l'enfant avec les soins qu'on pourrait exiger d'une personne de prudence ordinaire.

Malgré ces restrictions, le pouvoir du père est encore assez large. Au cas de l'emploi des capitaux, le nouveau Code n'a point exigé qu'il doit être fait emploi dans tel ou tel sens, contrairement à ce qui est imposé au tuteur. On se remet à la vigilance du père pour sauvegarder les intérêts de l'enfant et veiller à ce que ses biens et capitaux soient placés dans des entreprises sûres.

Au cas où il y a conflit d'intérêts entre le père, administrateur légal, et le mineur, la loi, au lieu d'instituer le remplacement du père par un tuteur *ad hoc*, subordonne les actes du père à l'autorisation préalable de la justice. En effet, l'article 1547 dispose que : « Lorsque, dans un acte, les intérêts de la personne exerçant la puissance paternelle sont en conflit avec ceux de l'enfant, celui-là doit obtenir l'autorisation du Tribunal pour l'exécution de cet acte sous peine de nullité de l'acte. » Mais quid du cas où les intérêts de plusieurs enfants mineurs sont en conflit ? Faudrait-il demander au Tribunal l'autorisation de passer ces actes ou la nomination d'un tuteur *ad hoc* ? Nous nous inclinons pour la première solution, car il y a les mêmes raisons pour appliquer les mêmes principes de l'article 1547.

Remplacement du père par un administrateur ad hoc.

— Le cas où le père, administrateur légal, est remplacé par un administrateur *ad hoc* est celui où une personne donne ou lègue des biens à l'enfant sous condition qu'ils seront gérés par une autre personne que le père. L'administrateur, dans ce cas, sera celui qui est nommé par le donateur ou le testateur et, à son défaut, ce sera le Tribunal qui le nommera (art. 1548).

L'administration, dans ce cas, est soumise à des règles particulières. En effet, l'article 1548 nous dit que l'administration en cette matière serait soumise aux dispositions des articles 60, 61 et 63 du nouveau Code. Voyons d'abord les textes de ces articles.

ART. 60. — Le Tribunal peut, à tout moment, de sa propre initiative ou sur la demande de toute personne intéressée ou du Ministère public :

1° Requérir que l'administrateur fournisse une caution pour l'administration et la restitution des biens qui lui sont confiés ;

2° Requérir qu'il fournisse des informations sur l'état des biens ;

3° Révoquer l'administrateur pour des causes raisonnables et nommer un autre à la place.

ART. 61. — Le Tribunal peut ordonner que l'administrateur reçoive une rémunération à payer sur les biens de l'absent.

ART. 63. — Les dispositions relatives au mandat du Titre XV, Livre III, de ce Code, reçoivent application en matière d'administration des biens de l'absent dans la mesure dont elles ne sont pas contraires ou inconsistantes.

L'administrateur *ad hoc* doit donc, à la fin de l'administration, rendre compte à l'enfant de sa gestion.

Le Code fait renvoi aux dispositions relatives à l'administration des biens d'un absent. Nous en comprenons mal les raisons. C'est sans doute pour assurer une sauvegarde plus complète que le Code n'a pas fait renvoi aux dispositions relatives aux pouvoirs du tuteur.

3° Fin de l'administration légale. — L'administration légale peut cesser pour deux sortes de causes différentes : tantôt elle devient inutile parce que le mineur possède désormais la capacité nécessaire pour administrer sa fortune par lui-même ; tantôt parce qu'elle est remplacée par la tutelle.

Dans la première classe, on peut placer la majorité de l'enfant. Cette majorité s'acquiert par le temps, c'est-à-dire l'évolution de l'âge, l'enfant ayant 20 ans accomplis ; ou bien encore par son mariage pourvu que le

mari ait 17 ans et la femme 15 ans accomplis. L'enfant aura dès lors toute liberté pour agir à sa guise.

Dans la seconde classe, on place la mort des père et mère et la déchéance de la puissance paternelle qui ouvrent la tutelle (art. 1555).

En cas de mort, d'interdiction, d'absence, d'internement du père, l'administration légale passe de plein droit à la mère en même temps que la puissance paternelle (art. 1538).

Lorsque le père est déchu de son pouvoir d'administrateur légal par le juge, il faut une décision du Tribunal nommant un autre administrateur qui peut être la mère ou un tiers. Le père perd seulement le droit d'administration légale et non la puissance paternelle.

La déchéance prononcée par le juge contre le père s'inspire du souci de la sauvegarde des intérêts de l'enfant. Un père qui administre mal sa fortune peut être entraîné à dilapider les biens de l'enfant. C'est ainsi que lorsque le père tombe en faillite ou administre mal les biens de l'enfant, les mettant ainsi en danger, le Tribunal peut ordonner le retrait du droit d'administration. Cette règle s'applique aussi bien à la mère qui exerce la puissance paternelle et se trouve par ce fait investie du droit d'administration légale.

Celui qui remplacera le père ou la mère dans l'administration légale des biens sera alors un administrateur *ad hoc* spécialement nommé par le Tribunal.

A la cessation de l'administration légale, le père ou la mère qui exerce la puissance paternelle doit remettre sans délai les biens à l'enfant, y compris les comptes ; tous les documents doivent être joints (art. 1549). Cette obligation imposée au père est semblable à celle s'appliquant au tuteur qui doit rendre compte de sa gestion. En outre, le père est tenu d'administrer les biens de l'enfant de manière telle qu'on peut exiger d'une personne de prudence ordinaire. Il ne répondra donc que des fautes lourdes commises dans l'administration.

L'enfant qui a reçu ses biens et le compte rendu de son père peut en donner la confirmation de l'administration. Cette confirmation ne peut avoir d'effet qu'après la réception des biens, du compte et des documents (art. 1550). Le père ou la mère exerçant l'administration légale est alors dégagé de toute responsabilité.

L'action en responsabilité en matière d'administration légale se prescrit par un an à partir de la cessation de la puissance paternelle. C'est le cas de majorité de l'enfant.

Mais il peut se produire des cas où la puissance paternelle cesse durant la minorité de l'enfant. Tels sont les cas énumérés dans l'article 1552. La prescription ne commencera à courir qu'à partir du jour de la majorité de l'enfant ou du jour où il y a un nouveau représentant légal, c'est-à-dire un tuteur (art. 1551).

Enfin, remarquons que l'action de l'enfant contre ses père et mère ne peut être intentée que par le ministère public qui agit sur sa demande. Nous traitons plus loin cette prohibition particulière du droit siamois.

III. *Limitation et perte de la puissance paternelle.*

Les limitations apportées par les codes modernes à la puissance paternelle concernent, d'une part les abus de pouvoir tant de la part du père et de la mère, lorsque celle-ci l'acquiert ; d'autre part une série de limitations relatives à la veuve soit imposées à celle-ci par la loi en cas de remariage, soit par le mari dans ses dispositions testamentaires relativement à l'éducation des enfants et à l'administration de leurs biens.

Le problème des abus de la puissance paternelle s'imposait à l'attention des législateurs. Tous les codes, cependant, ne se sont pas occupés de ce problème en lui donnant une solution satisfaisante. Le Code civil français et les autres codes qui en dérivent y ont atta-

ché peu d'importance en raison de la grande autorité qu'ils ont accordée au chef de famille. Mais la nécessité de remédier aux graves désordres de la vie domestique a fait naître un vaste mouvement législatif pour la protection de l'enfance. Les lois françaises du 24 juillet 1889 et du 1^{er} avril 1898, la loi anglaise du 21 décembre 1908, la loi belge du 15 mai 1912 et les nombreuses lois nord-américaines pour la protection de l'enfance ont rendu insuffisantes les dispositions des codes anciens ¹.

Le nouveau Code siamois qui a pu profiter de l'expérience acquise ne semble pas être très complet dans la matière. Le Code allemand, qui donne des dispositions complètes (art. 1666-1667), envisage le problème, soit au point de vue de l'intérêt physique et moral, soit au point de vue de l'intérêt patrimonial. Dans le premier cas, il accorde au Tribunal des tutelles le droit de prendre des mesures nécessaires pour parer aux dangers en lui accordant la faculté de placer l'enfant dans une famille convenable, soit dans une institution d'éducation ou de correction et aussi de retirer au père l'administration et l'usufruit légal. Dans le second cas, le Tribunal des tutelles peut prescrire au père de faire l'inventaire et de rendre compte de son administration, de se soumettre aux mêmes obligations du tuteur, de fournir des garanties pour le patrimoine soumis à son administration.

Les codes anciens, d'ordinaire, envisageaient deux catégories d'abus et de désordre : moraux et administratifs. L'instance était introduite par l'un des parents proches ou par le ministère public. Le Tribunal adoptait des mesures opportunes dans l'intérêt de l'enfant. S'il s'agissait de désordres administratifs, on nommait

1. Francesco Cosentini, *Le droit de famille, Essai de réforme*, Paris, 1929, p. 422-423.

un curateur en vue de protéger les intérêts économiques et administratifs. Cependant, il ne s'agissait pas d'une tutelle ainsi qu'elle était généralement considérée par les codes, parce que la tutelle, instituée dans ces circonstances, n'éliminait pas le droit du père de veiller à l'éducation de l'enfant, ne lui retirait pas tous ses droits et laissait même subsister l'administration et l'usufruit légal si le Tribunal ne les lui ôtait pas expressément.

M. Cosentini voit ce système tout à fait inefficace. Tout d'abord, il y avait la grave difficulté d'introduire l'instance puisque les enfants victimes des abus ne pouvaient intenter directement aucune action en justice et que les parents proches pouvaient difficilement oser un acte de ce genre. D'autre part, le rôle très limité du tuteur et du curateur, la faiblesse des sanctions, l'ingérence insuffisante de l'autorité judiciaire empêchaient tout effet. Il voit le remède dans une application rigide des mêmes principes relatifs à la tutelle au cas d'abus de la puissance paternelle et dans une coordination plus étroite des institutions de la tutelle et celles qui disciplinent et limitent l'autorité paternelle. Il préfère la solution du Code allemand à celle du Code suisse qui donne à l'autorité compétente la faculté de priver les parents de leur puissance et admet la nomination d'un tuteur au cas où la puissance paternelle serait ôtée aux deux conjoints (voir Code civil suisse, art. 285).

Le nouveau Code siamois s'inspire du Code civil suisse, mais fait en outre un amalgame de dispositions du Code civil allemand. En effet, l'article 1552 dispose que : « Lorsque la personne exerçant la puissance paternelle est déclarée interdite ou quasi-interdite ou abuse de sa puissance paternelle à l'égard de la personne de l'enfant ou est coupable de mauvaise conduite, le Tribunal peut, soit de sa propre initiative, soit sur la demande d'un parent proche ou du ministère public, enlever ou limiter la puissance paternelle.

Si la personne exerçant la puissance paternelle est en faillite ou peut mettre les biens de l'enfant en danger par sa mauvaise administration, le Tribunal peut, sur la même procédure du paragraphe précédent, ordonner la cessation ou limiter le droit d'administration. »

Le premier paragraphe de l'article 1552 vise les intérêts physiques et moraux de l'enfant, suivant les principes des codes anciens, mais les modernise en joignant l'immixtion de l'organe judiciaire. Le second paragraphe vise les intérêts économiques et administratifs. Au cas de la perte de la puissance paternelle par décision de la justice, le Tribunal peut nommer un administrateur pour protéger les intérêts économiques de l'enfant. Le père ne peut plus s'occuper de l'administration des biens.

Au cas où les père et mère sont privés de leur puissance paternelle, la Cour nomme un tuteur qui les remplacera (art. 1555). Néanmoins, les parents, même privés de leur puissance paternelle, sont tenus dans leurs autres obligations (art. 1554).

Cette perte et limitation a un caractère provisoire. Le père ou la mère ou un parent proche peut demander au Tribunal la réintégration dans ses droits de puissance paternelle après la cessation des faits qui mettent en danger les intérêts soit physiques et moraux, soit les intérêts économiques de l'enfant (art. 1553).

D'autre part, l'obligation imposée au père administrateur légal de rendre compte de son administration et sa responsabilité au cas de faute commise donne au nouveau système siamois une physionomie assez différente des autres. Cette solution assez complète pour le moment laisse encore des lacunes à d'autres points de vue, notamment pour la veuve. Le nouveau Code ne se contente de dire que lorsqu'une personne qui se marie a un enfant du premier lit, la puissance paternelle lui appartient (art. 1540). Dès lors, il faut dans l'intérêt de

l'enfant faire mettre en mouvement les principes qui s'appliquent au père que nous avons étudiés.

IV. *Prohibition pour les enfants d'intenter aucune action en justice contre leurs ascendants.*

L'article 1534 dispose que : « Aucune personne ne peut intenter une action, soit civile, soit pénale, contre ses ascendants, sauf au cas où le ministère public l'exerce sur la demande de cette personne ».

Cette prohibition fait partie des devoirs imposés aux enfants à l'égard de leurs père et mère et leurs ascendants en général. Elle est fondée sur le devoir de reconnaissance à l'égard de ceux qui lui ont donné la vie et l'ont élevé. Le sentiment de respect à l'égard des parents est très fort dans les mœurs siamoises (cf. droit indochinois, Solus, *op. cit.*, n° 208).

Cette prohibition est traditionnelle. Elle figurait dans l'ancien droit. L'article 4 du Laksana Rab Fong ou loi sur la procédure nous disait que : « Quiconque est ingrat envers ses père et mère, ses grand-pères et grand-mères, les citant devant la justice, est coupable et doit être sévèrement puni... pour que les autres ne l'imitent et leurs actions ne seront pas entendues. » En effet, dans l'ancien droit, l'action contre les ascendants, soit civile, soit criminelle, n'est pas seulement non recevable, mais elle expose ses auteurs à recevoir une peine sévère.

Les enfants ne pourront agir que par l'intermédiaire du ministère public qui représentera l'enfant dans une instance contre leurs ascendants.

CHAPITRE VII

LA TUTELLE

§ 1. LA TUTELLE ET SES FORMES DANS LE DROIT MODERNE.

La tutelle est l'institution juridique créée par la loi en vue de la protection de ceux qui, n'étant pas soumis à la puissance paternelle, sont incapables de se gouverner eux-mêmes (Code espagnol, art. 199).

L'objet de la tutelle est la garde de la personne ou des biens, ou seulement des biens. En effet, on trouve dans différents codes des dispositions très détaillées quant au patrimoine, comme si cette institution avait été organisée en vue de la protection des classes riches; au contraire, les codes sont très sobres quant à la protection de la personne.

Qui est soumis à la tutelle ? Ce sont, avant tout, les mineurs légitimes et naturels qui ne se trouvent pas sous la puissance paternelle, puis aussi des majeurs dans les cas spécifiés par les codes. Les majeurs les plus souvent envisagés sont les insensés et les fous (Code civil français, art. 489 ; Code civil italien, art. 324). On ajoute encore ceux qui ont été déclarés prodigues et frappés de l'interdiction d'administrer leurs biens, les sourds-muets qui ne savent ni lire ni écrire, les aveugles de naissance, tous ceux qui ont été condamnés à l'interdiction civile.

Le Code civil envisage, non seulement ceux qui sont atteints de maladie mentale et de simple faiblesse d'es-

prît qui ne peuvent pourvoir à leurs intérêts et qui exigent une protection et une assistance durables, ou bien mettent en danger la sûreté d'autrui qu'ils soient ou non frappés d'une interdiction légale, mais le Code met aussi sous la tutelle ceux qui, par abus de boissons alcooliques, par débauche, par leur incapacité administrative, s'exposent eux-mêmes et leur famille aux dangers de l'indigence et de l'imprévoyance. En outre, le Code ajoute toute personne condamnée à une peine privative de sa liberté pour un an et plus. Il admet aussi une tutelle volontaire (art. 372) pour tout majeur qui démontre qu'il ne peut dûment pourvoir à ses intérêts, soit par faiblesse sénile et infirmité, soit par inexpérience.

A côté de la tutelle, les codes admettent la curatelle que la législation anglaise ne connaît pas. A l'exemple du Code français, elle investit le tuteur des attributions du curateur. La curatelle, selon certains codes, concerne toutes les catégories des majeurs mentionnés ci-dessus (Code chilien, art. 342 ; Code brésilien, art. 446) ; d'autres, comme le Code italien, lui donnent un rôle limité. D'ordinaire, elle est bornée au rôle d'assistance, elle est organisée en vue surtout des intérêts patrimoniaux.

Le Code suisse donne à la curatelle une portée plus large. La curatelle est organisée pour la représentation personnelle : 1° des majeurs qui, par maladie, absence ou autre empêchement, ne sont pas en état d'agir eux-mêmes ou de se choisir un représentant capable de pourvoir à quelque cas urgent ; 2° en cas d'opposition d'intérêts entre le tuteur et le représenté ; 3° lorsque le représentant légal est empêché d'agir. Le Code suisse prévoit aussi la nomination d'un curateur lorsqu'une propriété est dépourvue de toute administration, notamment en raison de l'absence prolongée ou de l'incapacité administrative d'une personne, de l'incertitude sur les héritiers véritables d'une succession, l'absence des

organes nécessaires d'une corporation ou d'une fondation, ou pour la gestion de fonds recueillis dans une collecte publique dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique.

Les formes de la tutelle les plus généralement admises sont : 1° La tutelle testamentaire, lorsque les père ou mère désignent dans leur testament un tuteur (Codes espagnol, art. 206 et suiv., chilien, 354, portugais, 193, etc.) ; 2° La tutelle légitime déterminée expressément par la loi qui désigne les personnes qui ont le droit de l'exercer (Codes civils français, art. 402, italien, 244, espagnol, 211, etc.) ; 3° La tutelle dative, en l'absence d'un tuteur testamentaire ou de personnes appelées par la loi à exercer une tutelle vacante ; dans ce cas, le juge ou le conseil de famille (pour les législations qui admettent cette institution) procèdent à l'élection d'un tuteur.

Il y a une autre forme de la tutelle que les législations n'ont pas considérée, c'est la tutelle de fait, c'est-à-dire organisée indûment sans observation des formalités légales ou continuée après la déchéance et la cessation de la tutelle de droit.

Le droit romain distinguait le cas où quelqu'un s'immisçait indûment dans l'administration des biens d'un incapable ; on accordait alors l'*actio pro tutelae* d'origine prétorienne (L. I, § 1, Dig. 27, 5) et le cas où le représenté était déjà hors de tutelle et l'on appliquait alors la règle de la *negotiorum gestio* (L. I, § 6, Dig. h. t.). Les rapports des tiers avec le faux tuteur se réglaient suivant la bonne ou la mauvaise foi des tiers. Les tiers de bonne foi pouvaient obtenir la *restitutio in integrum* ; s'il était en dol, il ne lui revenait que des dommages-intérêts.

La doctrine moderne considère deux cas : 1° Le fait de se charger illégalement de la tutelle ; dans ce cas, on applique les règles générales de la tutelle ; 2° S'il y

a continuation d'une tutelle qui a déjà pris fin, on applique les règles de la *negotiorum gestio*.

En ce qui concerne les organes de la tutelle, il y a divers systèmes, suivant que la tutelle est organisée sur la base familiale (le type latin) ou bien est une institution qui présente un caractère public (type germanique). Dans le type latin, on admet le tuteur sous la surveillance du juge et du conseil de famille, un curateur dans des cas déterminés, un subrogé tuteur qui, selon certains codes, ne joue qu'un rôle d'assistance vis-à-vis du tuteur, selon d'autres, un rôle de supervigilance. Cependant, plusieurs codes du type latin ont supprimé le conseil de famille (les codes néerlandais, codes latino-américains excepté ceux du Pérou et du Vénézuëla).

Le type germanique organise la tutelle sur la base de l'autorité sociale. L'organe fondamental devient alors un tribunal spécial composé non de magistrats ordinaires, mais de magistrats chargés de la fonction spéciale de la tutelle : c'est le *Vormundschaftsgericht*. A côté de ce tribunal, il y a un autre organe de collaboration également public, le *Waisenrath*, conseil des orphelins, avec un rôle de vigilance et d'assistance. Le tuteur a plus de responsabilité, il est sous le contrôle direct de l'autorité de tutelle. On peut aussi le faire assister par un subrogé tuteur, mais celui-ci n'a qu'un rôle purement administratif lorsqu'à la tutelle s'ajoute l'administration d'un patrimoine. Le conseil de famille est une institution d'exception sur la demande du père ou de la mère légitime, mais il a une fonction tout à fait subordonnée.

Le nouveau Code siamois organise un système mixte qui lui donne un caractère hybride comme nous verrons ci-après.

§ 2. OUVERTURE DE LA TUTELLE.

La cause normale de l'ouverture de la tutelle, c'est le décès des parents (art. 1555). C'est l'exemple du Code civil italien (art. 241) qui a inspiré le nouveau Code siamois.

Lorsque le père meurt, la puissance paternelle passe *ipso jure* à la mère (art. 1538, 1°), car, en principe, la puissance paternelle est exercée par le père. La mère ne peut être appelée à exercer cette puissance que dans des cas spécifiés par la loi.

La déchéance encourue par le père devrait avoir pour effet la dévolution de la puissance paternelle à la mère. Cependant, le nouveau Code donne le pouvoir au Tribunal d'examiner si la mère serait digne d'exercer cette puissance. Si le Tribunal juge que la mère n'est pas digne de ce pouvoir, il peut ordonner l'ouverture de la tutelle (art. 1538, 6°, et 1555). Mais, en principe, la déchéance de la puissance paternelle donne lieu à l'ouverture de la tutelle (art. 1555 *in fine*).

Le divorce ne donne pas lieu à l'ouverture de la tutelle.

L'absence n'ouvre jamais la tutelle. Si c'est la mère qui disparaît, rien n'est changé à l'état antérieur ; le père continue à exercer la puissance paternelle. Si c'est le père, l'exercice de la puissance paternelle est dévolu à la mère et la tutelle ne s'ouvre pas (art. 1538, 2°). La disparition du père, la mère étant déjà décédée, donnera lieu à l'ouverture de la tutelle.

L'incapacité du père survenue par suite de la folie ou son interdiction fait passer la puissance paternelle à la mère (art. 1538, 3° et 4°).

Le nouveau Code ne traite que la tutelle des enfants légitimes. Le droit siamois ignore les enfants naturels, car les enfants nés d'une femme non mariée sont consi-

dérés comme enfants légitimes de la femme. Par conséquent, dans ce cas, c'est la mère seule qui exercera la puissance paternelle (art. 1538, 5°) et, à son décès, il y aura lieu à l'ouverture de la tutelle. Il en est de même pour la déchéance encourue par la mère.

Au cas où le survivant des père et mère à qui est dévolu l'exercice de la puissance paternelle abuse de ce pouvoir à l'égard de l'enfant ou est coupable d'inconduite ou encore administre mal les biens de l'enfant ou tombe en faillite, la tutelle ne s'ouvre pas, mais il y aura lieu de nommer un tuteur spécialement revêtu du pouvoir d'administration des biens de l'enfant (art. 1555, 2^e alinéa).

§ 3. LES ORGANES DE LA TUTELLE. LE TUTEUR.

Dans la tutelle du type latin, plusieurs organes se partagent la fonction tutélaire. Ce sont : le conseil de famille, le tuteur, le subrogé tuteur et le Tribunal. Dans le type germanique, la fonction essentielle réside dans le Tribunal des tutelles avec juge unique et spécialisé dans la matière.

Le nouveau Code siamois n'a adopté aucun de ces systèmes. Il s'est basé sur la coutume et voit dans le tuteur une personne à qui l'on peut s'en remettre entièrement. En outre, le Tribunal fait le rôle de supervision dont le tuteur doit en demander l'autorisation pour l'accomplissement des actes les plus importants. A part cela, le Tribunal possède un pouvoir de surveillance et peut prendre des mesures de sa propre initiative sans la demande d'une personne intéressée. Mais le Tribunal ici ne se compose pas de juges spécialisés dans la matière. C'est le Tribunal de droit commun. On a jugé, sans doute, que cette surveillance est suffisante pour la protection de l'enfant, tant dans ses intérêts économiques que moraux.

I. Des tuteurs.

Tous les tuteurs ne tiennent pas leurs pouvoirs de la même source. Les uns sont chargés de la tutelle par la loi. On peut dire ici « la tutelle légale ». Les autres sont nommés par le dernier mourant des père et mère. C'est alors « la tutelle testamentaire ». Enfin, quand personne n'est appelé à la tutelle par la loi ou par le testament, le tuteur est nommé par le Tribunal.

1° *Tutelle légale.* — Nous avons vu plus haut que du vivant des parents, la puissance paternelle appartient au père et qu'à la mort du père, la puissance paternelle passe à la mère. Donc, du vivant de l'un des parents, il n'y a pas lieu à l'ouverture de la tutelle.

Lorsque la mère survivante contracte une seconde noce, rien n'est changé dans l'exercice de la puissance paternelle. Le nouveau Code ne contient aucune mesure spéciale de protection des enfants du premier lit. On a jugé que les dispositions générales relatives à la déchéance de la puissance paternelle suffisent pour en assurer la protection. Sans ces causes qui comporteront la déchéance de la puissance paternelle, on ne voit pas de raison pour enlever au parent le pouvoir de veiller aux intérêts de ses enfants.

La tutelle légale ne peut avoir lieu que lorsque l'enfant est déclaré interdit ou quasi-interdit. En effet, l'article 1558 dispose que : « Sauf ordre contraire du Tribunal, lorsqu'une personne non mariée, majeure ou non, est déclarée interdite ou quasi-interdite, ses parents deviennent son gardien ou son curateur suivant le cas ».

Ce n'est donc qu'au cas de l'interdiction de l'enfant qu'il y aura lieu à l'ouverture de la tutelle. Le nouveau Code parle du gardien ou du curateur, mais il décide que les règles de la tutelle s'appliqueront par analogie

(v. art. 1581). Si l'enfant est marié, son conjoint devient son gardien ou son curateur suivant le cas.

Il n'y a donc pas, à proprement parler, de tutelle légale dans le sens donné dans le droit français.

2° *Tutelle testamentaire.* — Le dernier mourant des père et mère a seul le droit de désigner un tuteur pour le remplacer après son décès (art. 1556). C'est un attribut de la puissance paternelle. Mais le Code ne nous dit pas si en cas de déchéance de la puissance paternelle, le dernier mourant conserve le droit de nommer un tuteur par testament. La loi française du 24 juillet 1889, article 1^{er}, décide que ce droit est perdu pour les parents déchus de la puissance paternelle. Solution logique qu'il est regrettable que le nouveau Code siamois n'ait pas reproduite. Ce silence est susceptible de créer des doutes. Mais nous estimons qu'il faut adopter une solution logique. Les parents déchus de leur pouvoir ne peuvent nommer un autre pour les remplacer.

Aucune forme n'est exigée pour la nomination d'un tuteur par testament. Cette nomination est donc subordonnée à la validité du testament.

3° *Tutelle judiciaire.* — Lorsqu'aucun tuteur n'est désigné par le dernier mourant des père et mère, le Tribunal peut en nommer un sur la demande d'un parent du mineur ou du ministère public. Le texte relatif à la matière n'est pas net. Le nouveau Code dispose que le tuteur peut être nommé, soit par testament du dernier mourant des père et mère, soit par le Tribunal et sur la demande d'un parent ou du ministère public (art. 1556). Ce manque de clarté peut amener à se demander si, au cas où un tuteur est nommé par testament, le Tribunal peut en nommer un autre, car il n'y a pas de gradation entre ces nominations.

Nous estimons que pour le respect de la volonté des

parents, le Tribunal ne doit nommer un tuteur qu'au cas où il n'y a pas un tuteur testamentaire.

II. *Du nombre des tuteurs.*

En principe, il n'y a qu'un seul tuteur. C'est la règle posée dans l'article 1559. Ce tuteur réunit dans sa personne tous les pouvoirs que confère ce titre.

Mais si l'unité de tuteur est la règle, l'exception est posée dans l'article 1559 même. En effet, dans certains cas particuliers, le Tribunal peut nommer deux ou plusieurs tuteurs qui agiront conjointement ou en délimitant les fonctions de chacun. Le Tribunal peut nommer un tuteur qui sera chargé de l'administration des biens et un autre tuteur qui sera chargé de l'éducation de l'enfant.

Au cas où les intérêts du tuteur et ceux du pupille sont en conflit, le Code ne pose pas des règles pour nommer un tuteur *ad hoc* ou un subrogé tuteur pour le remplacer. Il se contente de subordonner les actes à accomplir par le tuteur à l'autorisation du Tribunal (v. art. 1569 et 1547).

III. *Les qualifications du tuteur.*

La fonction du tuteur est-elle obligatoire ? Le Code est muet sur ce point. La solution généralement admise est que la fonction de tuteur est obligatoire, car, sans cette obligation, on ne trouverait souvent personne disposée à en accepter la charge matérielle et la responsabilité juridique qui sont lourdes toutes les deux. C'est le principe universellement admis.

D'après l'article 1560, la fonction de tuteur commence à partir du jour de la connaissance de la nomination. On peut donc déduire de cette disposition que le tuteur

doit commencer à exercer sa fonction à partir du jour de la connaissance de sa nomination comme tuteur.

Toute personne majeure peut être nommée tuteur. C'est le principe posé dans l'article 1557. Il n'y a pas de distinction de sexe ni de condition. Une femme même mariée peut être nommée tuteur.

Ne peuvent être nommés tuteurs :

1° Les personnes frappées d'interdiction ou quasi-interdiction ;

2° Les faillis ;

3° Les personnes de mauvaise conduite non aptes à gouverner la personne ni les biens de l'enfant ;

4° Les personnes ayant actuellement ou ayant eu des procès avec le mineur ou ses parents proches ;

5° Les personnes dont le dernier mourant des parents les excluent de la fonction de tuteur (voir art. 1557).

La tutelle est gratuite. Mais le dernier mourant des parents qui a nommé le tuteur ou le Tribunal peut allouer une rémunération au tuteur. La fixation de la rémunération doit être faite en proportion avec les ressources du pupille. D'autre part, il faut aussi prendre en considération les revenus et l'état du tuteur. En un mot, le tuteur ne peut toucher une rémunération que dans une proportion raisonnable (art. 1580).

IV. *Rôle du tuteur.*

Le tuteur assume deux fonctions principales :

1° Il prend soin de la personne du pupille et

2° Il le représente dans tous les actes civils.

En tant qu'il est chargé de la personne du pupille, le tuteur lui doit tous les soins d'un père. C'est lui qui s'en occupe et le surveille, soit qu'il le fasse élever et instruire dans sa propre maison, soit qu'il le place dans une maison d'éducation ou de commerce pour ses étu-

des et son apprentissage. Il a le droit de déterminer l'endroit de la résidence de l'enfant, le punir comme le feraient ses parents, exiger que l'enfant travaille d'après ses aptitudes et son rang; enfin, il a le droit de réclamer l'enfant d'une autre personne qui le garde indûment.

Pour l'administration des biens, le tuteur représente le pupille. Il est son représentant légal (art. 1569, 1^{er} al.). Sa fonction consiste donc à accomplir, au nom et dans l'intérêt de son pupille, tous les actes juridiques qui deviennent nécessaires. Mais il y a un certain nombre d'actes qui doivent être accomplis par l'enfant lui-même. Dans ces divers cas, le tuteur doit obtenir le consentement de l'enfant en agissant à sa place (v. art. 1569 et 1544). Tels sont, par exemple : le mariage, l'adoption, la reconnaissance d'un enfant, l'engagement dans les armées de terre et de mer, tout engagement concernant une profession.

Sauf ces restrictions, le tuteur seul est en scène, l'enfant qui est le principal intéressé n'apparaît pas. Tout acte ou notification fait au tuteur est considéré comme fait au pupille et, réciproquement, toute notification ou acte fait par le tuteur est considéré comme fait par le pupille (art. 1569 et 1542).

En vue d'initier le mineur au gouvernement de ses propres affaires, l'article 1571, 1^{er} alinéa, dispose que « lorsque le pupille est doué de discernement et est âgé d'au moins 15 ans, le tuteur doit, dans toutes les transactions importantes, le consulter dans la mesure du possible ». Et le 2^e alinéa du même article a soin de préciser que le fait que le pupille a donné son consentement ne dégage pas le tuteur de sa responsabilité.

Ce principe est fort à propos, vu que dans la législation siamoise il n'y a pas de période d'émancipation qui sépare la majorité de la minorité. L'enfant devenu majeur recouvre la pleine liberté de ses actes. Si l'enfant n'est pas initié aux affaires, il peut dilapider tous

ses biens à sa majorité à cause de son ignorance. D'ailleurs, rien n'empêche le tuteur de faire intervenir fréquemment le pupille dans les actes qui l'intéressent.

§ 4. FONCTIONNEMENT DE LA TUTELLE.

Le nouveau Code pose diverses obligations au tuteur qu'il faut envisager en diverses étapes. Il y a tout d'abord les obligations du début de la tutelle et les obligations durant la gestion tutélaire. Nous étudierons d'abord les obligations du début de la tutelle et ensuite celles qui sont imposées pendant la gestion tutélaire.

I. Début de la tutelle.

1° *Inventaire.* — Le tuteur doit établir la consistance exacte des biens qui appartiennent à son pupille. Nous savons la double utilité de cette détermination. D'abord, c'est pour fixer exactement l'étendue des ressources dont dispose le mineur, ce qui est nécessaire pour permettre de régler d'une manière convenable son train de vie et son éducation ; ensuite, l'inventaire prévient des détournements en déterminant d'avance les restitutions que le tuteur aura à faire à l'expiration de la tutelle.

A cet effet, l'article 1561 dispose que le tuteur doit dresser l'inventaire dans le mois qui suivra sa nomination, mais si ce temps n'est pas suffisant, le tuteur peut demander au Tribunal de le prolonger. En outre, l'inventaire doit être dressé devant deux témoins qui doivent être des parents proches du mineur. Ce n'est qu'en l'absence de parents proches que d'autres personnes pourront être appelées à être témoins (art. 1561, 2° al.). L'inventaire est ici un acte sous seing privé.

Lorsque l'inventaire est dressé dans la forme prescrite, le tuteur doit en présenter une copie certifiée con-

forme au Tribunal dans les dix jours de sa terminaison. Le Tribunal, à la réception de l'inventaire, peut exiger que le tuteur fournisse des renseignements supplémentaires ou produise des documents à l'appui de la véracité de son inventaire. Lorsque le Tribunal est satisfait de cet inventaire, il le notifiera au tuteur. Si, dans la quinzaine à dater du jour de sa présentation ou du jour où le tuteur est requis de fournir des renseignements ou documents à l'appui de son inventaire, il n'a pas encore reçu l'approbation du Tribunal, il est présumé que l'inventaire est dressé en due forme et exact.

La sanction de l'obligation de faire l'inventaire est la révocation du tuteur. En effet, l'article 1562, 3^e alinéa, dispose que : « Si le tuteur n'a pas dressé l'inventaire dans le délai et la forme prescrits ou si le Tribunal n'est pas satisfait de l'inventaire sur les motifs de grosses négligences, malhonnêteté ou incapacité du tuteur, le Tribunal peut le révoquer. »

2^e Déclaration par le tuteur de tout ce qui peut lui être dû par le mineur. — L'article 1564, 1^{er} alinéa, impose une deuxième obligation au tuteur : « Lorsqu'une obligation existe en faveur du tuteur contre le pupille ou en faveur du pupille contre le tuteur, le tuteur doit la notifier au Tribunal avant de commencer l'inventaire. » Cette déclaration a pour but d'éviter une fraude que le tuteur, naguère créancier du mineur, peut commettre en réclamant une seconde fois ce qui lui a déjà été payé par la destruction de la quittance qu'il aurait découverte dans la manipulation des papiers. Ou, s'il existe une dette qui lui est défavorable, il peut être amené à détruire le titre qui constate la créance en faveur du mineur.

La sanction de cette obligation est double :

a) Si le tuteur ne déclare pas la créance en sa faveur contre le pupille, cette créance est éteinte.

b) Si le tuteur ne déclare pas une obligation à son détriment, le Tribunal peut le révoquer (voir art. 1564, 2^e et 3^e al.).

3^o *Fournissement d'une caution.* — La caution n'est pas exigée, en principe, du tuteur. Mais le Tribunal peut requérir que le tuteur fournisse une garantie suffisante pour la gestion des biens, y compris leur restitution. A cette fin, le Tribunal peut agir de sa propre motion ou sur la demande d'une personne intéressée ou du Ministère public (art. 1565 (1).)

Le Tribunal peut, en outre, demander que le tuteur fournisse des renseignements sur l'état des biens du pupille. C'est dans le but qu'il n'y ait pas de fraude possible de la part du tuteur, car, dans certains cas, il peut y avoir une substitution de biens faite par le tuteur malhonnête (v. art. 1565 ²).

II. *La gestion tutélaire.*

Le tuteur représente le mineur dans tous les actes qui intéressent le patrimoine de celui-ci. C'est un représentant légal et, comme tel, il doit administrer les biens du mineur avec les soins d'un homme de prudence ordinaire. En conséquence, il répond de toutes les fautes qu'il aurait commises par incurie ou par négligence.

Les pouvoirs de gestion du tuteur sont limités et circonscrits par le nouveau Code civil qui trace d'une façon nette l'activité tutélaire. Nous allons voir quels sont les actes que le tuteur peut faire seul. Ensuite quels sont les actes qui lui sont imposés et, enfin, les actes qui sont subordonnés à l'autorisation du Tribunal.

A. *Entretien et exploitation des biens.* — Le tuteur a certainement qualité pour faire seul tous les actes dits conservatoires.

Les réparations sont aussi permises au tuteur. Mais il faut distinguer aussi les grosses réparations qui sont de nature à engager le capital. Nous estimons que celles-ci dépassent la limite de la conservation.

Le tuteur a aussi le droit de donner à bail les immeubles du pupille, c'est lui qui fixe le prix du loyer et la durée du bail, toutefois la durée ne doit pas être excessive. Elle ne doit pas dépasser trois ans. Les baux dépassant cette durée sont considérés comme dépassant les limites des pouvoirs du tuteur.

Le tuteur emploie à discrétion les revenus du pupille pour son entretien et son éducation. Il ne doit engager des dépenses à ces buts que dans une limite raisonnable. Il n'y a pas de fixation d'avance qui lui est imposée comme en droit français.

Le tuteur a qualité pour recevoir l'argent et pour donner quittance, quelle que soit la somme à recevoir, qu'il s'agisse de simples revenus ou capitaux. Nous verrons, dans la suite, que le tuteur doit faire emploi, c'est-à-dire placer les capitaux et les revenus dans des placements imposés par la loi, et les tiers qui se libèrent entre les mains du tuteur ne sont pas garants de cet emploi.

Lorsque le mineur a des dettes échues, le tuteur doit les payer et en retirer quittance. Il peut même payer avant terme s'il y a avantage, par exemple quand la dette produit des intérêts à un taux très élevé.

Lorsque c'est le tuteur même qui est créancier, il peut se payer et porter en compte la somme qu'il prend. Une obligation particulière est imposée au tuteur au cas où il est créancier, c'est de le déclarer au Tribunal avant de dresser l'inventaire des biens du pupille.

B. Placement des capitaux et des économies. Actes obligatoires au tuteur. — Le nouveau Code ne parle pas du placement des capitaux. Dans son article 1570, il ne parle que du placement des économies faites sur les

revenus. L'article 1546, applicable au tuteur, ne parle pas non plus de ce cas.

Que doit faire le tuteur au cas où il reçoit un capital liquide en vertu d'un legs ou d'une donation fait au mineur ou en vertu d'un paiement d'une dette due par un tiers au mineur. Dans le silence des textes, nous estimons que le tuteur, pour être à l'abri de toute contestation postérieure, doit demander l'avis du Tribunal. Il est regrettable que l'article 1570 ne fasse point allusion à ce cas qui est d'une importance particulière.

Les économies faites sur les revenus, c'est-à-dire ce qui reste après les dépenses pour l'entretien et l'éducation du mineur, doivent être placées exclusivement :

1° En achat de bons d'emprunt du gouvernement siamois.

2° En prêt sur hypothèque. Mais cette hypothèque doit être du premier rang et le montant du prêt ne doit pas dépasser la moitié de la valeur commerciale de l'immeuble.

3° En dépôt fixe dans une banque autorisée par le Gouvernement à faire cette exploitation dans le royaume.

4° En dépôt dans une caisse d'épargne du Gouvernement siamois.

5° En placements dans d'autres exploitations qui seront spécialement autorisés par le Tribunal. En conséquence, si le tuteur veut faire d'autres placements qui sont avantageux pour le pupille, il doit obtenir l'autorisation préalable du Tribunal (art. 1570).

C. Actes subordonnés à l'autorisation du Tribunal. — Ces actes sont les mêmes que ceux que le parent qui exerce la puissance paternelle ne peut faire. Ce sont :

1° Vendre, échanger ou hypothéquer un immeuble du pupille.

2° Donner à bail un immeuble pour une durée de plus de trois ans.

3° Consentir des prêts d'argent.

4° Faire un compromis.

5° Faire une donation. Mais une donation faite sur les revenus du mineur pour les œuvres de charité ou les œuvres sociales au nom du mineur est possible dans les limites de ce qui peut être fait vu le rang social de l'enfant.

6° Refuser une succession ou un legs ou une donation sans conditions ou sans charges.

7° Accepter ou refuser une succession ou un legs ou une donation grevés de conditions ou de charges.

8° Soumettre un litige à l'arbitrage.

D'autre part, lorsque, dans un acte, les intérêts du mineur sont en conflit avec ceux du tuteur, celui-ci doit obtenir l'autorisation du Tribunal pour pouvoir accomplir tel acte (art. 1569 et 1547).

III. *Contrôle durant la gestion tutélaire.*

Durant la gestion tutélaire, le Tribunal joue le rôle de surveillant. C'est dans ce but que l'article 1567 commande au tuteur de rendre compte de sa gestion tutélaire une fois par an à partir du jour de l'entrée en fonction. Par ce moyen, le Tribunal pourra exercer son contrôle sur le tuteur. Cette reddition de compte annuel est le principe. Le Tribunal peut, après avoir pris connaissance de la première reddition de compte, permettre au tuteur de rendre compte dans un délai plus long.

Lorsque, durant la tutelle, le mineur bénéficie d'un legs ou d'une donation, le tuteur est tenu de dresser l'inventaire de ces biens ainsi acquis durant la tutelle. Il doit procéder de la même manière que celle qui lui est imposée avant la gestion tutélaire (art. 1566).

§ 5. *Cessation de la tutelle.*

La terminaison normale de la tutelle, c'est l'arrivée du pupille à sa majorité. C'est l'hypothèse normale que la loi prévoit. Mais il y a d'autres causes qui mettent fin à la tutelle, par exemple la mort de l'enfant (art. 1572). D'autres causes de la fin de la tutelle sont relatives au tuteur. Telles sont : la mort du tuteur, son incapacité, sa démission ou sa destitution. Mais ces causes donnent lieu à l'entrée en fonction d'un nouveau tuteur.

Les dispositions du nouveau Code relatives à la cessation de la tutelle sont communes au cas de majorité ou de la mort du pupille et au cas de survenance d'une cause mettant fin à la fonction du tuteur.

I. Destitution du tuteur.

Les causes de destitution du tuteur sont énumérées dans l'article 1574 qui dispose que : « Lorsque le tuteur manque à son devoir ou est coupable de grosse négligence dans l'exécution de ses devoirs ou abuse de ses fonctions ou s'il est coupable d'une mauvaise conduite telle qu'il ne mérite plus ce poste de confiance ou tombe en faillite, il doit être révoqué par le Tribunal.

Lorsque le tuteur est incapable de remplir ses fonctions, le Tribunal peut le révoquer, même s'il n'a commis aucune faute, si les intérêts du pupille sont en danger.

La demande en révocation du tuteur peut être faite par l'enfant lui-même, s'il n'est pas âgé de moins de 15 ans, ou par un de ses parents proches ou du Ministère public (art. 1575).

Durant l'instance en révocation du tuteur, le Code a imposé la mesure de conservation vu le conflit entre le tuteur et le pupille. L'article 1576 permet au Tribunal de nommer un administrateur provisoire qui assumera

les fonctions d'administrateur des biens du pupille en attendant un nouveau tuteur.

Lorsque le tuteur est révoqué ou qu'il ne peut plus assumer ses fonctions par la survenance d'une des causes énumérées dans l'article 1573, le tuteur ou ses héritiers doivent rendre les biens du pupille au nouveau tuteur et doivent rendre compte au Tribunal de leur administration dans les deux mois qui suivent la cessation de la tutelle. La reddition de compte doit être accompagnée des documents et papiers relatifs à l'administration des biens. Néanmoins, ce délai peut être prolongé sur la demande du tuteur ou ses héritiers (art. 1577).

II. *Droits et obligations à la cessation de la tutelle.*

Nous disons plus haut que la cause normale de la cessation de la tutelle, c'est la majorité du pupille. Nous allons examiner les règles à cet effet.

1° *Reddition de compte et des biens.* — Après la fin de la tutelle, le tuteur doit rendre les biens gérés au mineur ou, à sa mort, à ses héritiers. Il doit aussi rendre compte de son administration et rendre tous les documents et papiers en sa possession dans le délai de deux mois à partir de la cessation de la tutelle. Ce délai peut être prolongé par le Tribunal à sa demande s'il peut justifier qu'il n'est pas suffisant (art. 1577).

A partir du jour de la remise des comptes, les intérêts commencent à courir contre le tuteur et aussi contre l'enfant. En effet, s'il apparaît dans le compte que le pupille est débiteur du tuteur, le pupille lui doit des intérêts. Il en est de même pour les dettes du tuteur envers le pupille (art. 1578, 1^{er} al.). Mais si le tuteur a employé des fonds du pupille dans ses intérêts personnels, il doit les intérêts à partir du jour où il les a pris

(art. 1578, 2^e al.). Le taux des intérêts ici sera le taux légal qui, d'après l'article 7, est de 7 1/2 %.

Le pupille devenu majeur peut confirmer les actes faits par le tuteur. Dans ce cas, le tuteur est dégagé de toute responsabilité. Mais cette confirmation ne peut avoir lieu qu'après la remise des biens, des comptes et des documents (v. art. 1550 et 1577).

L'action en réclamation du pupille contre le tuteur se prescrit par un an à partir de la cessation de la tutelle. Mais lorsque la tutelle a pris fin pendant la minorité du pupille, la prescription ne court que du jour où il est pourvu d'un nouveau tuteur (v. art. 1577 et 1551).

Le nouveau Code, soucieux d'assurer au pupille une garantie aussi grande que possible, donne au pupille un privilège général sur les biens du tuteur. En effet, l'article 1579 dispose que : « Le pupille a un privilège sur tous les biens du tuteur pour l'exécution de l'obligation qui lui est due. Ce privilège prendra rang sous l'article 6, après les autres privilèges spécifiés dans l'article 253 de ce Code¹. »

Le nouveau Code siamois n'a pas accordé l'hypothèque légale au pupille pour la simple raison que cette institution est inconnue dans le droit siamois.

La tutelle de fait. — La tutelle de fait peut se produire lorsqu'une tutelle a pris fin et que le tuteur ou ses héritiers majeurs ont continué la gestion commencée. Quelles seront alors les règles applicables à cet état de fait ? Nous estimons qu'on peut faire ici application

1. Art. 253. — Une personne en faveur de laquelle existe une obligation basée sur des causes ci-après a un privilège (droit de préférence) sur tous les biens du débiteur :

1^o Dépenses pour le bénéfice commun.

2^o Frais funéraires.

3^o Impôts et taxes.

4^o Salaires des commis, serviteurs et ouvriers.

5^o Fourniture des choses de nécessité journalière.

des règles relatives au mandat. A l'égard des tiers, ce défaut de pouvoir ne leur est pas opposable lorsqu'ils agissent de bonne foi. Mais, à l'égard du pupille, doit-on appliquer les règles relatives à la tutelle ou les règles de la gestion d'affaires ?

La jurisprudence française est encore hésitante sur ce point. Mais nous estimons que, dans le rapport du tuteur avec le pupille, les règles de la gestion d'affaires doivent être appliquées sauf qu'en fait il y a mandat exprès ou implicite, ce qui pourra se produire dans l'hypothèse d'une gestion se prolongeant durant la majorité ¹. D'autre part, d'après les règles posées dans l'article 395 et suiv. du nouveau Code, il y a gestion d'affaires lorsqu'une personne s'immisce dans les affaires d'autrui sans être demandée ou sans droit.

1. V. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, n° 525.

CHAPITRE VIII

LA PENSION ALIMENTAIRE

Le nouveau Code civil a réuni sous un chapitre à part les règles relatives à l'obligation alimentaire. Mais, dans ce chapitre, il ne se contente que de poser les règles les plus générales.

L'ancien droit siamois n'a pas de théorie en cette matière. C'était la plupart du temps la coutume qui la régissait. Durant la période de transition, c'est-à-dire la période de confection du nouveau Code civil, la question de l'obligation alimentaire était régie par les principes généraux du droit dont les tribunaux se servaient pour trancher les litiges en la matière.

Les règles sur l'obligation alimentaire sont empruntées aux principaux codes européens. Nous allons traiter cette question en étudiant d'abord entre qui existe l'obligation alimentaire. Ensuite, nous verrons l'objet et l'étendue de cette obligation. Enfin, nous dégagerons ses caractères particuliers.

Nous savons que l'obligation alimentaire a pour objet la prestation des aliments. On entend par aliments les sommes d'argent qui sont nécessaires pour faire subsister une personne. En principe, ces sommes d'argent doivent être fournies sous forme de pension à arrérages périodiques (art. 1597). De plus, sauf exception pour certains cas, l'obligation de fournir des aliments ne se double pas de celle de lui donner des soins personnels.

Quant à la créance d'aliments, c'est le droit d'exercer une certaine prélibation sur le patrimoine d'autrui, droit créé au profit de certaines personnes par la parenté. En principe, la créance et l'obligation d'aliments sont réciproques.

§ 1. ENTRE QUI EXISTE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE.

L'obligation alimentaire existe : 1° Entre époux ; 2° Entre père et mère et enfants. Le nouveau Code civil n'étend pas cette obligation entre ascendants et descendants et entre alliés en ligne directe.

I. Obligation alimentaire entre époux.

L'obligation alimentaire entre époux se rattache au devoir réciproque de secours et assistance que leur impose l'article 1453, 2° alinéa. Par conséquent, elle dure autant que le mariage. La séparation de domicile qui est analogue à la séparation de corps en droit français n'y met pas fin.

Les particularités qui caractérisent l'obligation alimentaire entre les époux sont les suivantes :

1° L'obligation se double ici d'un devoir de secours et d'assistance personnel. C'est de cette manière que les époux s'acquitteront de leur obligation réciproque. Les hypothèses où son exécution prendra la forme d'une pension suppose une existence séparée dans des cas exceptionnels permis par l'article 1455.

2° Un certain lien existe entre l'obligation alimentaire et celle de cohabitation en ce sens que si l'un des époux se dispense de celle-ci, il ne peut réclamer au conjoint avec qui il refuse de demeurer une pension alimentaire¹. Evidemment, ceci ne s'applique qu'à la sépara-

1. Cf. Dijon, 21 janvier 1891, D. P. 91-2-349, note de M. Planiol.

tion de fait. Il ne s'applique pas à la séparation autorisée par la justice basée sur l'article 1455. Dans ce cas, l'époux qui se trouve dans le besoin peut réclamer à l'autre une pension alimentaire.

3° La créance alimentaire de l'époux qui se trouve dans le besoin bénéficie d'une facilité particulière de recouvrement. L'article 1478 permet à l'époux créancier d'aliments de saisir les biens de son conjoint pour le paiement de la pension alimentaire due en vertu d'un jugement. Cette saisie s'opérera sur ses biens personnels et ses biens propres.

4° Quelquefois, l'obligation alimentaire des époux l'un envers l'autre survit au mariage. Il en est ainsi en cas de divorce. En effet, l'article 1506 porte que : « En cas de divorce, si le Tribunal décide qu'une seule partie est responsable et l'autre partie est dans l'indigence sans ressources suffisantes de ses biens ou son travail qu'il exerçait durant le mariage, le Tribunal peut décider que la partie responsable doit fournir des aliments à l'autre partie suffisamment à la situation sociale et la capacité financière de l'autre. » Ainsi, l'époux innocent a seul le droit de réclamer une pension alimentaire. Comment expliquer ici la persistance de l'obligation alimentaire après le divorce. On peut appliquer ici la réponse du droit français. C'est que le fondement de l'obligation alimentaire visé par l'article 1506 se trouve dans le préjudice que l'époux coupable a pu, en rendant par sa faute le divorce nécessaire, causer à l'autre conjoint si celui-ci n'a pas de ressources suffisantes pour subsister¹.

D'autre part, si le divorce est prononcé pour cause de démence de l'un des époux, l'autre doit fournir des aliments à l'époux atteint de démence d'après les mêmes règles que l'article 1506 (v. art. 1507). L'obliga-

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, n° 368.

tion alimentaire n'est plus fondée sur l'idée de faute. C'est le sentiment d'humanité qui a inspiré les rédacteurs du Code. En effet, on ne peut laisser un ancien conjoint dans le dénuement complet lorsque son état ne lui permet pas de pouvoir gagner sa vie.

Au cas de veuvage, la femme ne peut pas réclamer de pension alimentaire à la succession de son époux. Le nouveau Code accorde une part dans la succession de l'époux prédécédé (art. 1635 et suiv.). Elle est considérée comme un successeur légitime. Son existence sera assurée par la part qu'elle recueillera dans la succession de son mari prédécédé.

II. *Obligation alimentaire entre père, mère et enfants.*

D'après les articles 1535 et 1536, « les enfants doivent secours et aide à leurs parents ». « Les parents doivent secours et aide à leurs enfants et pourvoir à leur éducation convenable durant leur minorité.

» Lorsque les enfants sont majeurs, les parents ne doivent secours et aide que lorsqu'ils sont infirmes et incapables de gagner leur vie. »

On remarquera ici que, de la part des parents, l'obligation alimentaire se double ici de celle de lui procurer l'éducation qui lui est nécessaire. D'autre part, lorsque les enfants sont infirmes et, par cela, incapables de pouvoir gagner leur vie, les parents sont tenus de l'obligation alimentaire, même à leur majorité. Ici encore, c'est le sentiment d'humanité qui est prépondérant. Les parents ne peuvent pas laisser leurs enfants issus de leur union dans le dénuement le plus complet.

Le nouveau Code vise ici les enfants légitimes. Il ne peut être question de l'enfant naturel, car cette notion est inconnue dans le droit siamois, comme nous avons vu plus haut.

Les enfants adoptifs ont le même statut que les

enfants légitimes. Il existe donc une obligation alimentaire réciproque entre l'adoptant et l'adopté sans nuire à l'obligation qui existe entre l'adopté et ses père et mère par le sang.

L'obligation alimentaire existe entre père et mère et enfants. Elle n'existe pas en faveur d'autres ascendants ni descendants.

L'obligation alimentaire n'existe pas entre alliés en ligne directe ni entre frères et sœurs. Le Code s'inspire ici de la coutume et des mœurs. Le plus souvent, lorsqu'une personne se trouve dans la misère, la proximité du sang, les souvenirs communs d'enfance commandent à ses frères et sœurs, s'ils vivent dans l'aisance, de lui porter secours dans la mesure de leurs moyens. Le nouveau Code n'a pas voulu sanctionner cette obligation naturelle car ce serait encourager la paresse des autres. Notre opinion est basée sur l'état d'esprit qui existe en ce moment.

§ 2. OBJET ET ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE.

En principe, la dette d'aliments s'acquitte en argent et non pas en nature. Elle ne consiste pas à le recevoir chez soi, à l'héberger, à le nourrir, mais bien à lui fournir l'argent nécessaire pour vivre. Mais, dans des cas particuliers, le paiement de la pension alimentaire peut se faire autrement que le paiement en argent. Les parties peuvent se mettre d'accord ou, à défaut, par la demande au Tribunal de statuer sur un mode de paiement autre que l'argent. Ce sera, par exemple, le paiement par nature ou recevoir le créancier chez le débiteur (art. 1597).

Il ne s'agit pas seulement de fournir à la personne qui réclame le secours les aliments proprement dits, c'est-à-dire la nourriture. L'obligation alimentaire est

plus étendue. Elle comprend tout ce qui est nécessaire pour vivre, le vêtement et le logement aussi bien que la nourriture. Et c'était déjà l'explication donnée par les jurisconsultes romains : « *Legatis alimentis, et cibaria et vestitus et habitatio debebitur, quia sine his ali corpus non potest.* » (*Digeste*, Livre XXXIV, titre I, fr. 6). Ils y comprenaient même les frais de maladie « *valetudinis impendia* » (*Digeste*, Livre VII, titre I, fr. 55).

Quant au chiffre du secours à accorder, il se mesure à la fois sur les circonstances de la cause, c'est-à-dire les besoins de celui qui réclame les aliments, la fortune et la situation sociale des deux parties, en un mot tout ce qui peut grossir le chiffre de la pension en faveur du créancier ou le diminuer en faveur du débiteur (art. 1594, 2^e al.).

Les besoins de l'un et les ressources de l'autre sont nécessairement variables. Par conséquent, le chiffre fixé par le Tribunal est toujours provisoire. Il peut être modifié à tout moment de manière à suivre équitablement les fluctuations de fortune des deux parties. Ainsi, lorsque les besoins du créancier viennent à diminuer, le chiffre de la pension pourra être abaissé ; il en sera de même si le débiteur se trouve dans un état de gêne croissant. Enfin, la pension alimentaire cesserait complètement du jour où le créancier n'en a plus besoin, car n'a droit à la pension alimentaire que celui qui est sans ressources et incapable de gagner sa vie (art. 1594, 1^{er} al.). La pension alimentaire cesserait également du jour où le débiteur a d'autres obligations et ne peut plus payer la pension sans nuire à la subsistance en rapport avec son rang social (art. 1595).

Donc, la décharge, la réduction ou l'augmentation peuvent être demandées suivant les circonstances en s'inspirant des ressources de chacun et sa situation. D'autre part, même qu'une décharge complète a été

donnée, le Tribunal pourra faire revivre la pension alimentaire si, par un revers de circonstances, le créancier ne peut plus se subvenir (art. 1596).

§ 3. CARACTÈRE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE.

Il peut arriver que plusieurs personnes soient tenues en même temps de la dette alimentaire, par exemple au cas où il y a plusieurs enfants. On se demande alors si le créancier d'aliments peut s'adresser à un seul d'entre eux pour lui demander le total, procédé qui serait avantageux pour le créancier, ou bien s'il doit diviser sa demande et réclamer à chacun une part. En somme, il s'agit de savoir si la dette est solidaire ou indivisible. Or, la créance d'aliments n'est certainement pas indivisible¹. L'obligation alimentaire n'est pas non plus solidaire, car la solidarité ne se présume pas. A défaut d'une convention qui la prononce, la solidarité n'existe qu'en vertu d'un texte. Or, il n'y a ici aucun texte qui prononce la solidarité.

Nous estimons que, même s'il n'y a pas de solidarité, le créancier bénéficiera d'une situation analogue à celle qui résulte de la solidarité, en ce sens qu'il n'aura pas à souffrir de l'insolvabilité possible de l'un des codébiteurs conjoints. Supposons, par exemple, qu'une mère se trouve dans le besoin et qu'elle a deux enfants. L'un d'eux est absolument hors d'état de lui fournir sa part d'aliments, devons-nous décider que la mère n'aura droit qu'à la moitié de la pension qu'elle pourra réclamer à l'autre. Evidemment non. En effet, il ne faut pas perdre de vue ce principe essentiel que la créance d'aliments est proportionnée aux besoins du créancier.

1. Cf. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, n° 382; Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. I, n° 685.

La mère pourra donc actionner l'enfant solvable dans la mesure de ses besoins.

La créance d'aliments est insaisissable (art. 1598). Les créanciers ne peuvent pas former opposition entre les mains du débiteur de la pension alimentaire. C'est par humanité que la loi sacrifie les intérêts des autres créanciers.

Pour la même raison, la pension alimentaire est incessible (art. 1598).

La pension alimentaire est également intransmissible, bien que la loi ne le dise pas. C'est une créance personnelle qui disparaît avec la mort du bénéficiaire.

L'article 1598 décide enfin que la pension alimentaire ne peut être renoncée. Nous comprenons difficilement la portée de cette disposition. A-t-elle voulu dire que le bénéficiaire, même dans l'indigence complète, la refuse. Nous ne le croyons pas. Elle a, sans doute, voulu dire que la renonciation, une fois faite, n'a pas d'effet décisif. Dans le besoin, l'ancien créancier alimentaire peut la réclamer d'une façon valable. La pensée du législateur est plus nette encore si nous lisons l'article 1596 ; nous verrons que la pension alimentaire peut même revivre après la décharge. La renonciation aura ici les mêmes effets que la décharge donnée au débiteur. Une pension alimentaire peut revivre après la renonciation si les circonstances l'exigent.

CHAPITRE IX

CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer les différentes institutions de l'organisation de la famille d'après le nouveau Code siamois. On peut voir l'idée du législateur dans la rédaction de ce nouveau Code : essayer de concilier les règles coutumières traditionnelles avec les principes modernes du droit. Ce Code est le résultat d'une synthèse entreprise avec l'idée de moderniser les règles traditionnelles.

Le législateur aurait pu prendre les différentes institutions des codes des pays occidentaux. Mais il s'est borné sagement à ne s'inspirer que des différentes idées directrices. Une imitation servile porterait un grand préjudice à la tradition fortement enracinée dans les esprits et bouleverserait tout le mécanisme ancien, héritage de nos ancêtres.

En matière de mariage, c'est la théorie du mariage-contrat qui triomphe dans le nouveau Code. Malgré les critiques qu'on porte à cette conception du mariage, le législateur siamois s'en rapporte toujours à la théorie traditionnelle. On ne doit pas oublier que les lois doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre¹.

1. Montesquieu, *Esprit des lois*, livre I, ch. III.

La matière est tellement liée aux coutumes et à la tradition, à la façon de vivre et autres points de vue psychologiques tellement propres à un pays, qu'elle peut être appliquée sans aucun danger.

En dehors de cette théorie du mariage-contrat, le nouveau Code siamois contient différentes conditions du mariage basées sur les règles modernes. Nous pouvons voir les conditions tant positives que négatives posées dans le nouveau Code.

Le consentement des parents tient aussi une grande place dans le mariage. Le législateur s'inspire en grande partie des règles de l'ancien droit. Tandis que dans le droit français, nous voyons le pouvoir de consentir au mariage des enfants passer aux ascendants en cas de décès des parents, le Code siamois le fait passer au tuteur qui remplace les parents à leur décès. Solution aussi traditionnelle qui a toujours été consacrée par la coutume.

Il n'existe pas non plus de conseil de famille. On n'a pas jugé utile d'organiser ce mécanisme qui ne fonctionnerait pas au Siam. Il faut considérer qu'on cherche toujours des solutions pratiques et les plus simples.

*
**

Les fiançailles tiennent une place prépondérante dans la formation du mariage. L'ancien droit contenait des règles minutieuses. Le nouveau Code a les mêmes soucis. Ce qui est curieux pour un observateur étranger, c'est qu'au cas de fiançailles, il existe déjà un lien entre l'homme et la femme. Ce lien n'est pas celui de l'union conjugale, mais d'un genre spécial qui permet à l'homme fiancé à la femme de réclamer des dommages-intérêts à celui qui se livrera à une conjonction charnelle avec la femme. Evidemment, aujourd'hui, on pourra construire sur ce cas une théorie d'acte illicite,

un délit civil préjudiciable au fiancé, mais nous doutons fort que c'était cette idée qui inspirait le législateur de l'ancien droit. Ce devait être une notion de quasi-propiété qui avait inspiré le législateur de l'ancien droit. Cette disposition est conservée suivant les règles de la coutume.



Ce que le Code a apporté de nouveau dans la formation du mariage, c'est la transcription. La transcription du mariage est un mode de publicité du mariage. Auparavant, le mariage était célébré devant les parents et amis de la famille ; cette célébration n'est pas suffisante pour en assurer la publicité. Aux yeux des tiers, ce sera la commune renommée de la qualité d'époux qui dira que l'homme et la femme sont des époux. La transcription vient parer à cette incertitude.

Ce que nous critiquons, c'est que le Code n'a pas imposé de délai pour la transcription du mariage. Un état d'incertitude peut régner durant l'intervalle qui pourra être plus ou moins long. Il est vrai que d'après la loi sur la transcription des actes matrimoniaux, les futurs époux peuvent demander à l'officier chargé de la transcription de se déplacer et de faire la transcription au moment de la célébration du mariage, mais cette règle n'est que facultative. Nous proposons donc d'imposer que la transcription doit avoir lieu en même temps que la célébration du mariage.

En matière de preuve du mariage, ce sera la transcription qui va jouer ce rôle. Le nouveau Code manque de clarté dans cette matière. Nous croyons qu'il serait préférable de reproduire l'article 194 du Code civil français qui dispose que nul ne peut réclamer le titre d'époux, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil.

D'autre part, le système de transcription peut prêter à confusion. Il existe actuellement au Siam un registre de naissance, de décès et de transfert de domicile. Le nouveau Code prévoit la transcription du mariage, du divorce et de l'adoption. Ces registres vont exister côte à côte. Il est temps de les amalgamer pour en faire un seul registre de l'état civil.

*
**

La polygamie qui était l'apanage de l'aristocratie va disparaître avec les dispositions du nouveau Code. Par la combinaison des règles, tant sur les conditions du mariage et sur la transcription, on arrive à instituer le régime de monogamie. On n'assistera plus à une famille composée d'un seul père et de plusieurs mères. Si l'homme a d'autres femmes que son épouse légitime, ce seront désormais des concubines et non des femmes qui pourront réclamer des droits d'épouses comme dans l'ancien droit.

*
**

Le divorce par consentement mutuel est une règle traditionnelle. Il est intimement lié à la théorie du mariage-contrat. Aucun abus n'est à craindre de cette institution qui a sa base dans l'histoire. L'état d'esprit et la mentalité du peuple siamois sont tels qu'ils n'incitent pas à des abus.

La séparation de corps n'existe pas dans le droit siamois. On peut être porté à croire que l'article 1455 qui permet la séparation de résidence en est une variété. Or il n'en est pas ainsi. Cette séparation repose sur une idée autre que celle qui inspirait la séparation de corps. D'autre part, les causes ne sont pas les mêmes. La séparation de résidence a pour seul but de préserver le

bonheur et la santé des époux, et ne peut jamais être convertie en divorce.

Les causes du divorce d'après le nouveau Code sont nombreuses et variées. On a voulu tenir compte des progrès mêmes de la médecine. Le législateur a posé des règles assez hardies, dont certaines exigeraient l'intervention de la médecine. Nous estimons qu'il serait préférable de se baser sur les règles les plus classiques au lieu de se livrer à une trop longue énumération.

En ce qui touche le régime des biens entre époux, le nouveau Code a institué le contrat de mariage pour modifier les effets du régime légal. Mais le contrat de mariage d'après ce nouveau Code offre peu d'intérêts. On a enlevé son essence. Ce contrat sert uniquement pour régler les rapports entre les parties en ce qui touche leurs biens. Il n'est pas opposable aux tiers. Or nous estimons que ce qui est intéressant dans un contrat de mariage, c'est d'être opposable aux tiers. A quoi servirait cette institution si on la prive de ses effets les plus importants. Les principes généraux en matière de contrat suffisent pour permettre aux époux de se faire des conventions réglant le sort de leurs biens. Nous proposons donc de modifier les règles sur le contrat de mariage en le rendant opposable aux tiers et en le soumettant à la transcription en même temps que celle du mariage.

Sur la matière de la filiation, le législateur a dû

aborder de front la question de la filiation naturelle. Mais il a éludé la question en posant la règle que l'enfant né d'une femme non mariée est un enfant légitime de la mère. Un enfant naturel n'existe pas au Siam. Si le père le reconnaît, il devient son enfant légitime. On ne peut pas concevoir, d'après la mentalité siamoise, un enfant qui aurait moins de droits que les autres.



En matière de tutelle, le tuteur joue un rôle très important. Le Tribunal ne fait que le rôle de supervision. Pourquoi cette simplification ? Il faut, pour comprendre cette institution, connaître l'état actuel des besoins du pays. Ces règles sont suffisantes pour le moment. La société n'est pas encore trop développée pour faire intervenir des principes modernes en vigueur dans certains pays occidentaux.

La seule critique que nous faisons à l'organisation de la tutelle, c'est que le législateur se préoccupe trop des questions de théories. On croirait que certaines de ces règles sont faites pour les classes riches uniquement, par exemple l'article 1570 relatif au pouvoir du tuteur sur le placement des revenus de l'enfant. On a omis le placement des capitaux. Entre les revenus et les capitaux, la différence est énorme. Nous croyons qu'il vaut mieux parler dans l'article 1570 des capitaux que de parler uniquement des revenus.



Nous concluons par cette remarque que pour connaître les institutions d'un peuple, il faut connaître son histoire et sa géographie. Le nouveau Code va jouer un rôle important dans la vie du peuple siamois. Nous

espérons que notre étude contribuera à faire connaître les principales institutions du droit siamois relatives à l'organisation de la famille. Rendons hommage à la France qui, par le rayonnement de ses idées, a contribué aussi à la réussite de ce Code civil et commercial siamois.

Texte du Code Civil et Commercial

ANNEXE

N. B. — Le texte que nous donnons ici est la traduction que nous avons faite du texte siamois qui est le texte officiel.

**Acte de promulgation des dispositions
du Livre V
du Code Civil et Commercial E. B. 2477**

Au nom de Sa Majesté le Roi Ananda Mahidol,
Le Conseil de Régence

(par la notification du Président de l'Assemblée des
représentants du peuple, le 17 mars, E. B. 2477),

Anuvatana Chaturonta,

Aditya Dibabha,

Chao Phya Yomraj,

Promulguent le vingt-septième jour de mai, E. B. 2478,
étant la deuxième année du présent règne :

Attendu que l'Assemblée des représentants du peuple a
passé une résolution constatant que l'œuvre de codifica-
tion des lois du pays a avancé à tel degré qu'il est expé-
dient de promulguer le Livre V du Code civil et commer-
cial.

Il est promulgué par le roi sur l'avis et avec le consente-
ment de l'Assemblée des représentants du peuple comme
suit :

ARTICLE PREMIER. — Cette loi s'appellera « Loi de pro-
mulgation des dispositions du Livre V du Code civil et
commercial, E. B. 2477 ».

ART. 2. — Elle entrera en vigueur à partir du jour de sa
publication dans la *Gazette officielle*.

ART. 3. — Les dispositions du Livre V, des articles 1435

aux articles 1598 inclus, ci-après annexées, seront réunies et deviendront une part du Code civil et commercial et entreranno en vigueur à partir du 1^{er} octobre, E. B. 2478.

ART. 4. — Les dispositions de ce Livre ne s'appliquent pas :

1° Aux mariages ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur de ce Livre, ou les relations de famille qui en résultent ;

2° A la puissance paternelle, la tutelle et l'adoption existant ou ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur de ce Livre, y compris les droits et les obligations qui en résultent.

ART. 5. — Le statut de la femme mariée antérieur à l'entrée en vigueur de ce Livre peut être prouvé par la transcription dans la forme prescrite par la loi.

ART. 6. — Les dispositions de ce Livre n'affectent pas les règles d'administration des Sept provinces, R. S. 120, en ce qui a trait à la famille.

Contre signature :

Colonel PHYA BAHOL BALABAYUHASENA,
Président du Conseil des Ministres.

Code Civil et Commercial

Livre V

LA FAMILLE

TITRE PREMIER. — LE MARIAGE

CHAPITRE PREMIER. — LES FIANÇAILLES.

ART. 1435. — Les fiançailles ne peuvent être effectuées que lorsque l'homme a l'âge de 17 ans accomplis et la femme a l'âge de 15 ans accomplis.

Si l'homme ou la femme n'est pas majeur, le consentement de ses parents ou du parent survivant est nécessaire pour les fiançailles.

Si l'homme ou la femme habite avec son père ou avec sa mère, le consentement du père ou de la mère est nécessaire.

S'il y a un tuteur, le consentement du tuteur est requis.

ART. 1436. — Khongman est la chose donnée de la part de l'homme et reçue de la part de la femme pour servir de preuve et de garantie que le mariage aura lieu.

Après que le mariage des fiancés a eu lieu, le Khongman devient la propriété de la femme.

Sinsod est la chose donnée de la part de l'homme aux parents ou au tuteur de la femme en retour du consentement de la femme au mariage. Si le mariage n'a pas lieu, l'homme peut demander la restitution du Sinsod.

ART. 1437. — Les fiançailles ne donnent pas lieu à une action en exécution forcée du mariage.

La promesse de payer une peine pénale en cas de rupture du contrat de fiançailles est nulle.

ART. 1438. — Lorsque les fiançailles ont eu lieu, si une des parties rompt le contrat de fiançailles, elle est responsable d'indemnités.

ART. 1439. — Les indemnités peuvent être réclamées dans les cas suivants :

1° Pour injures causées à la personne ou à la réputation de l'homme ou de la femme ;

2° Pour les dépenses engagées de bonne foi par le ou la fiancé ou ses parents ou son tuteur pour la préparation du mariage ;

3° Pour les dommages survenus à l'homme ou à la femme pour avoir pris des mesures concernant ses biens ou ses affaires dans l'expectation du mariage.

Au cas où la femme est la partie lésée, le Khongman devient la propriété de la femme ; mais le tribunal peut décider que ce Khongman est une indemnité suffisante.

ART. 1440. — Si l'un des fiancés meurt avant le mariage, l'autre partie ne peut réclamer aucune indemnité. Le Khongman, en cas de décès de la femme, doit être rendu à la partie qui l'a donné de la part de l'homme ; mais en cas de décès de l'homme, le Khongman ne doit pas être restitué, sauf convention contraire.

ART. 1441. — Si l'homme refuse de se marier avec la femme pour une raison importante dont la femme est responsable, la femme doit restituer le Khongman à l'homme et aucun d'entre eux ne peut réclamer des indemnités à l'autre partie.

ART. 1442. — Si la femme refuse de se marier avec l'homme pour une raison importante dont l'homme est responsable, la femme n'est pas tenue de restituer le Khongman ; et aucun d'entre eux ne peut réclamer des indemnités à l'autre.

ART. 1443. — Un homme qui est fiancé à une femme

peut réclamer des indemnités à tout autre homme qui aurait des relations sexuelles avec cette femme.

ART. 1444. — L'action en réclamation d'indemnités d'après les dispositions de ce chapitre ne peut être intentée que par la partie lésée; ses héritiers ne peuvent intenter l'action ni la continuer, sauf pour les indemnités visées dans l'article 1439 (2).

Aucune action n'est recevable après la période de six mois à partir de la rupture du contrat de fiançailles.

CHAPITRE II. — LES CONDITIONS DU MARIAGE.

ART. 1445. — Le mariage ne peut avoir lieu que lorsque :

1° L'homme a l'âge de 17 ans accomplis et la femme a 15 ans accomplis.

2° L'homme et la femme n'ont pas de lien de parenté en ligne ascendante ou descendante, ou ne sont pas frère ou sœur de mêmes père et mère ou de même mère seulement.

3° L'homme ou la femme n'a pas de précédent lien de mariage.

4° L'homme et la femme consentent à se prendre pour mari et femme.

5° L'homme ou la femme n'est pas atteint d'une insanité d'esprit.

La veuve ou divorcée ne peut se remarier que lorsque la période de trois cent dix jours s'est écoulée à partir de la dissolution du précédent mariage. Mais cette règle ne s'applique pas lorsque :

a) un enfant est né durant cette période, ou :

b) les divorcés se remarient ensemble, ou :

c) un ordre du tribunal permet à la femme de se remarier.

ART. 1446. — L'adoptant ne peut pas se marier avec l'adopté.

ART. 1447. — Au cas du mariage de l'homme ou de la femme qui n'est pas majeur, les trois derniers alinéas de l'article 1435 doivent être appliqués *mutatis mutandis*.

ART. 1448. — Une personne qui donne son consentement peut le faire :

1° Par l'apposition de sa signature sur le registre au moment de la transcription du mariage, ou :

2° Par un écrit indiquant les noms des parties au mariage et signé par lui, ou :

3° en cas de nécessité, par une déclaration verbale faite devant deux témoins.

Le consentement une fois donné ne peut être retiré.

ART. 1449. — Le mariage, d'après ce Code, n'est valable qu'après sa transcription.

ART. 1450. — Le mariage entre sujets siamois ou entre un sujet siamois et un étranger en territoire étranger peut être fait d'après les formes prescrites par la loi siamoise ou celles prescrites par le pays où le mariage a eu lieu.

La transcription du mariage d'après le paragraphe précédent peut être faite par un agent diplomatique ou consulaire siamois d'après la forme prescrite par la loi siamoise.

ART. 1451. — Une personne qui a transcrit son mariage ne peut en transcrire un autre, sauf si elle peut prouver que le précédent mariage a été dissous par la mort ou le divorce ou annulé par le tribunal.

ART. 1452. — Lorsque la déclaration de volonté de se marier a été faite par l'homme ou la femme quand l'un ou les deux sont en danger imminent de mort et une transcription a eu lieu postérieurement, le mariage est réputé produire son effet à partir du jour de cette déclaration.

CHAPITRE III. — LES RELATIONS ENTRE LE MARI ET LA FEMME.

ART. 1435. — Les époux doivent cohabiter comme mari et femme.

Le mari et la femme se doivent secours et assistance.

ART. 1454. — Le mari est le chef de l'union conjugale. Il choisit le lieu de résidence et dirige ce qui doit être fait en matière de secours et assistance.

ART. 1445. — Si la santé ou le bonheur de chacun des époux est gravement en péril par la continuation de la cohabitation, la partie en péril peut demander au tribunal l'autorisation d'habiter à part durant le temps que le danger persiste, et dans ce cas le tribunal peut ordonner qu'une pension alimentaire est à payer par l'autre époux suivant les circonstances.

ART. 1456. — Si la femme a une profession avant son mariage, elle peut continuer à l'exercer sans le consentement de son mari.

ART. 1457. — Si l'un des époux est déclaré interdit ou quasi-interdit, l'autre époux devient gardien ou curateur par opération de la loi.

La Cour, sur la demande d'une personne intéressée, peut nommer une autre personne comme gardien ou curateur sur des raisons valables.

CHAPITRE IV. — LES BIENS DU MARI ET DE LA FEMME.

ART. 1458. — Lorsque le mari et la femme n'ont pas conclu avant leur mariage une convention concernant leurs biens, les relations entre eux en ce qui concerne leurs biens seront régies par les dispositions de ce chapitre.

Une convention antérieure au mariage, contraire aux bonnes mœurs et à la morale ou stipulant que les biens seront régis par une loi étrangère est nulle.

ART. 1459. — Les clauses d'une convention faite avant le mariage n'ont pas d'effets à l'encontre des tiers agissant de bonne foi.

Après le mariage, la convention anté-nuptiale ne peut

être modifiée sauf sur autorisation de la Cour sur arguments raisonnables.

ART. 1460. — La convention anté-nuptiale est nulle :

1° Si elle n'a pas été faite par écrit et signée des époux et d'au moins deux témoins ;

2° Si elle n'est pas suivie de mariage subséquent.

ART. 1461. — Toute convention conclue entre le mari et la femme durant le mariage peut être révoquée par chacune des parties durant le mariage ou dans la période d'un an à partir de la dissolution du mariage pourvu qu'il ne nuise pas aux droits des tiers agissant de bonne foi.

ART. 1462. — Les biens du mari et de la femme à l'exception de ceux mis de côté comme « Sin Suan Tua » sont « Sin Borikhon ».

« Sin Borikhon » consistent en Sin Derm et Sin Somros.

ART. 1463. — Sin Derm consistent en :

1° Biens appartenant à chacun des époux avant le mariage ;

2° Biens acquis par chacune des parties durant le mariage en vertu d'un legs ou d'une donation, si ce legs ou le document de donation les stipule comme Sin Derm.

ART. 1464. — Sin Suan Tua consistent en biens suivants :

1° Les biens appartenant à chacun des époux et la convention faite avant le mariage les stipule comme Sin Suan Tua.

2° Les biens servant à l'usage personnel d'après le rang de vie ou les instruments nécessaires pour la profession de chacun des époux.

3° Les biens acquis par chacun des époux durant le mariage en vertu d'un legs ou d'une donation s'il est stipulé dans le legs ou le document de donation qu'ils seront des Sin Suan Tua.

4° Les fruits des Sin Suan Tua.

5° Khongman.

ART. 1465. — Lorsque les Sin Derm ou Sin Suan Tua :

1° ont été vendus ou échangés, ou :

2° ont été totalement détruits ou partiellement détruits mais ayant eu un autre objet par voie de compensation.

Le nouveau bien ainsi acquis doit remplacer l'ancien Sin Derm ou Sin Suan Tua suivant le cas.

ART. 1466. — Sin Somros consistent en tous les biens acquis durant le mariage à l'exception de ceux énumérés en Sin Derm ou Sin Suan Tua dans l'article 1463 ou 1464.

En cas de doute si un bien est ou non Sin Somros, il est présumé être Sin Somros.

ART. 1467. — Si un bien inclus dans le Sin Somros est un bien du genre mentionné dans l'article 456 de ce Code ou un bien constaté par un titre, le mari ou la femme peut demander à ce que son nom soit inséré dans ce titre comme copropriétaire.

ART. 1468. — Le mari est l'administrateur des Sin Borikhon sauf qu'il est stipulé dans la convention anté-nuptiale que ces biens seront administrés par la femme ou par les deux.

ART. 1469. — Les actions concernant la préservation ou le maintien ou autres matières pour le bénéfice du Sin Borikhon peuvent être intentées par le mari, et si l'une de ces actions est intentée par la femme elle doit d'abord obtenir le consentement de son mari, sauf stipulation contraire dans la convention anté-nuptiale. Dans ce cas, les obligations nées de l'action sont exécutoires sur les Sin Borikhon.

ART. 1470. — Même si le mari a l'administration des Sin Borikhon, la femme a aussi le pouvoir d'administrer les affaires familiales et pourvoir aux besoins de la famille d'après son rang de vie. Ces dépenses engagent les Sin Borikhon.

Si cette administration par la femme cause des pertes indûment, le mari peut demander au tribunal de retirer ou limiter ce pouvoir.

ART. 1471. — Si l'époux qui administre les Sin Borikhon

cause des pertes indûment à ces biens ou manque à son devoir d'assistance à l'autre époux, ou devient insolvable, ou contracte des dettes excédant la moitié du Sin Borikhon, l'autre époux peut demander au tribunal de l'autoriser à être l'administrateur.

ART. 1472. — Si les circonstances énumérées dans l'article précédent se produisent ou s'il apparaît que l'une des parties va ruiner le Sin Borikhon, la partie qui a le droit de demander au tribunal d'après l'article précédent ou la partie devant souffrir du dommage peut demander au tribunal d'ordonner la division des Sin Borikhon.

ART. 1473. — Sauf dispositions contraires dans la convention anté-nuptiale, le mari a le pouvoir de disposer des Sin Borikhon.

Mais dans les cas suivants il doit obtenir d'abord le consentement de sa femme :

1° Lorsque le bien est un Sin Derm de la femme ;

2° Lorsque le Sin Somros acquis par la femme en vertu d'une donation ou d'un legs est à transférer pour valeur (à titre onéreux) ;

3° Lorsqu'il fait une donation, sauf celle faite conformément à la morale ou devoir social.

ART. 1474. — Si les Sin Borikhon sont constatés par des titres portant les noms des époux d'après l'article 1467, la disposition de ces Sin Borikhon doit porter les signatures du mari et de la femme.

ART. 1475. — Si l'époux qui doit donner son consentement ou apposer sa signature avec l'autre époux dans la disposition du bien, refuse sans raison son consentement ou sa signature, l'autre époux peut demander au tribunal la permission nécessaire.

ART. 1476. — Lorsqu'un acte fait par un époux doit porter le consentement de l'autre et cet acte est requis par la loi de le faire par écrit ou doit être enregistré devant le fonctionnaire compétent, ce consentement doit être donné par écrit.

ART. 1477. — Le mari ou la femme n'a pas le droit de disposer des Sin Borikhon par testament en faveur d'une autre personne plus de sa part.

ART. 1478. — Aucun époux ne peut saisir les biens de l'autre durant le mariage, sauf pour obligation alimentaire due en vertu d'un jugement.

ART. 1479. — Si l'un des époux est personnellement responsable de l'exécution d'une obligation, l'exécution doit être faite d'abord sur ses Sin Suan Tua; si l'obligation n'est pas pleinement exécutée, elle le sera sur sa portion dans le Sin Borikhon.

ART. 1480. — Lorsque les deux époux sont solidairement responsables de l'exécution d'une obligation, cette exécution sera faite sur le Sin Borikhon et les Sin Suan Tua des deux époux.

ART. 1481. — Les dettes contractées par l'un des époux avant le mariage doivent être payées sur le Sin Suan Tua et sur sa portion dans le Sin Borikhon.

ART. 1482. — Les dettes suivantes, nées pendant le mariage, sont considérées comme dettes communes :

1° Dettes nées des aliments et dépenses médicales de la famille et pour l'éducation suffisante des enfants ;

2° Dettes nées en connexion avec le Sin Somros;

3° Dettes nées en connection d'affaires faites en commun par les époux ;

4° Dettes nées pour l'avantage personnel de l'un des époux, mais confirmées par l'autre.

ART. 1483. — Si un bien de l'un des époux est saisi en vertu d'un jugement et le créancier n'a pas été pleinement payé, celui-ci peut demander au tribunal l'ordre de diviser le Sin Borikhon en part du débiteur en vue de procéder d'après le jugement.

ART. 1484. — Si l'un des époux est mis en faillite, les Sin Borikhon sont divisés par opération de la loi à partir de la date de la déclaration.

ART. 1485. — Lorsque les Sin Borikhon ont été divisés pour une raison quelconque, le tribunal peut, sur la demande du mari ou de la femme, ordonner la réunion du Sin Borikhon.

ART. 1486. — Lorsqu'un bien est mis de côté comme Sin Suan Tua par convention, par opération de la loi ou par l'ordre du tribunal, les règles suivantes doivent être appliquées :

1° Chacun des époux est le seul propriétaire de son Sin Suan Tua et a le pouvoir d'en disposer ou de l'administrer.

Si la femme consent à ce que son mari administre son Sin Suan Tua, il est présumé qu'elle consent aussi à ce qu'il prenne les fruits de ce bien pour l'usage de la famille.

2° Au cas où tous les Sin Borikhon ont été disposés, le mari ou la femme doit contribuer aux dépenses du ménage.

ART. 1487. — Lorsque les Sin Borikhon sont divisés, la portion ainsi divisée devient les Sin Suan Tua de chacun des époux.

CHAPITRE V. — ANNULATION DU MARIAGE.

ART. 1488. — Personne ne peut invoquer que le mariage est nul ou annulable sauf s'il est décidé ainsi par le tribunal.

ART. 1489. — Lorsque le mariage est fait contrairement aux dispositions de l'article 1445 (1), il peut être annulé par le tribunal sur la demande d'une personne intéressée autre que les parents ou le tuteur qui ont donné leur consentement à ce mariage. Si le tribunal n'a pas annulé le mariage jusqu'à ce que le mari et la femme ont leurs âges révolus d'après ledit article, ou si la femme est enceinte avant cet âge, le mariage est réputé valable depuis le temps où il a été contracté.

ART. 1490. — Le mariage fait contrairement aux dispositions de l'art. 1445 (2), (3) ou (5) est nul.

ART. 1491. — Le mariage fait contrairement aux dispositions de l'article 1445 (4) est nul.

Si le consentement est vicié pour cause d'erreur sur l'identité de l'autre époux ou pour cause de violence, le mariage est annulable. La personne dont le consentement a été vicié peut en demander l'annulation.

La prescription de cette action est d'un an à partir du jour de la découverte de l'erreur ou du jour de la possibilité d'intenter l'action.

ART. 1492. — Lorsque le mariage a eu lieu, il ne peut être annulé pour la raison que la déclaration faite devant l'officier chargé de la transcription suivant l'article 1445 second paragraphe, est fausse; mais lorsqu'un enfant est survenu dans les trois cent dix jours à dater de la dissolution du précédent mariage, il est présumé être enfant du précédent mari.

ART. 1493. — Lorsqu'un homme ou une femme non majeur se marie sans le consentement des parents ou du tuteur ou du tribunal, seuls les parents ou le tuteur peuvent en demander l'annulation sauf :

1° Lorsque six mois sont écoulés depuis que le mariage est connu ;

2° Lorsque l'homme ou la femme a vingt ans accomplis;

3° Lorsque la femme est en état de grossesse.

ART. 1494. — L'annulation du mariage ne peut nuire aux droits acquis par ce mariage par la partie agissant de bonne foi.

Si une seule partie a agi de bonne foi, cette partie peut demander des indemnités. Si c'est la femme qui est la partie agissant de bonne foi, elle peut réclamer en outre les aliments.

ART. 1495. — L'annulation du mariage ne peut nuire aux droits acquis aux tiers agissant de bonne foi avant l'annulation de ce mariage.

ART. 1496. — Après l'annulation du mariage, les disposi-

tions relatives à la dissolution du mariage en cas de divorce par jugement s'appliqueront *mutatis mutandis*.

CHAPITRE VI. — LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

ART. 1497. — Le mariage est dissous par la mort ou le divorce.

ART. 1498. — Le divorce ne peut avoir lieu que par consentement mutuel ou par un jugement.

Le divorce par consentement mutuel doit être fait par écrit et certifié par les signatures de deux témoins au moins.

ART. 1499. — Lorsque le mariage a été transcrit d'après les dispositions de ce Code, le divorce par consentement mutuel n'est valable que lorsque le mari et la femme ont transcrit leur divorce.

ART. 1500. — En ce qui concerne les actions en divorce :

1° Si la femme commet l'adultère, le mari peut intenter une action en divorce.

2° Si chacun des époux est coupable de mauvaise conduite ou a causé des injures corporelles à l'autre partie ou à ses ascendants ou a diffamé l'autre partie ou ses ascendants, l'autre partie peut intenter l'action en divorce.

3° Si l'un des époux a abandonné l'autre pendant une période d'un an ou manque à son devoir de secours et assistance ou commet un acte gravement contraire à la relation d'époux jusqu'à ce que l'autre partie ne puisse continuer la cohabitation comme mari et femme, l'autre partie peut intenter l'action en divorce.

4° Si l'un des époux encourt une peine d'emprisonnement en vertu d'un jugement ayant force de chose jugée pour vol, brigandage, vol à main armée, piraterie ou de fausse monnaie, ou encourt une peine d'emprisonnement de plus de trois ans pour un autre délit, l'autre partie peut demander le divorce.

5° Si l'un des époux est déclaré absent et le tribunal n'a pas retiré cette ordonnance, l'autre partie peut demander le divorce.

6° Si l'un des époux est déclaré interdit pour cause de démence pour une période dépassant 3 ans à partir du jour de l'ordonnance d'interdiction et cet état de démence est incurable rendant impossible la continuation du mariage, l'autre partie peut demander le divorce.

7° Si l'un des époux a manqué à sa promesse par écrit de bonne conduite, l'autre partie peut demander le divorce.

8° Si l'un des époux souffre d'une maladie contagieuse dangereuse et incurable mettant l'autre époux en danger, ce dernier peut demander le divorce.

9° Si l'un des époux possède un organe génital défectueux pour une cohabitation prolongée comme mari et femme, l'autre partie peut demander le divorce.

ART. 1501. — Aucune action n'est recevable si le mari a consenti ou est en connivence dans l'adultère de la femme comme il a été mentionné dans l'art. 1500 (1) ou si l'un des époux a consenti ou est en connivence dans la commission d'un des délits mentionnés dans l'art. 1500 (4).

ART. 1502. — Au cas du divorce par consentement mutuel, la convention sur l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants doit être faite par écrit. Faute de cette convention, la puissance paternelle appartient au père.

Au cas du divorce par jugement, la puissance paternelle appartient à celui en faveur duquel le jugement a été prononcé, sauf s'il est décidé par le tribunal que la puissance paternelle appartiendra à l'autre partie ou à un tiers.

ART. 1503. — S'il apparaît que la personne prévue dans l'art. 1502 est coupable de mauvaise conduite ou s'il se produit postérieurement un changement de circonstances, la Cour, prenant en considération le bonheur et les intérêts de l'enfant, peut en nommer un autre.

Même que la puissance paternelle appartient à l'une des

parties, l'autre partie peut avoir des relations personnelles avec l'enfant d'après les circonstances.

ART. 1504. — Après le divorce, chacun des époux doit contribuer à nourrir leurs enfants d'après le montant fixé dans le contrat de divorce ou dans le jugement.

ART. 1505. — Au cas du divorce en vertu d'un jugement pour la raison que la femme a commis l'adultère, le mari a le droit de réclamer des indemnités à la femme et son complice.

Le mari peut réclamer des indemnités à toute personne qui, illicitement, se permet des libertés à l'égard de sa femme.

Le mari ne peut réclamer aucune indemnité s'il a consenti ou a connivence à cet adultère ou ces libertés.

ART. 1506. — En cas de divorce, si le tribunal décide qu'une seule partie est responsable et l'autre partie est dans l'indigence, sans ressource suffisante de ses biens ou son travail qu'il exerçait durant le mariage, le tribunal peut décider que la partie responsable doit fournir les aliments à l'autre partie, suffisamment à sa situation sociale et la capacité financière de l'autre.

ART. 1507. — Lorsque le divorce est prononcé pour cause de démence de l'un des époux, l'autre doit fournir des aliments à l'époux atteint de démence d'après les dispositions de l'article précédent *mutatis mutandis*.

ART. 1508. — Lorsque la partie qui reçoit les aliments se remarie, le droit aux aliments est éteint.

ART. 1509. — Le droit d'intenter l'action basée sur les raisons énoncées dans les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 7 de l'art. 1500 ou de l'art. 1505 est éteint lorsqu'une période de trois mois s'est écoulée à partir du jour où le demandeur a connaissance ou doit avoir connaissance du fait qu'il invoque. En aucun cas, l'action ne peut être intentée si la période de deux ans s'est écoulée à partir du jour où le fait s'est accompli.

Les causes pour lesquelles aucune action en divorce ne peut plus être intentée peuvent être invoquées à l'appui d'une action en divorce basée sur d'autres causes.

ART. 1510. — Au cours de l'instance de l'action en divorce, le tribunal peut, sur la demande de l'un des époux, ordonner des mesures provisoires qu'il juge propres en ce qui concerne les Sin Borikhon, le logement, la provision alimentaire des époux et la garde et les aliments des enfants.

ART. 1511. — Lorsque le mariage a été dûment transcrit, le divorce par consentement mutuel produit son effet à partir du jour de sa transcription.

Le divorce par jugement produit son effet à partir du moment où le jugement est devenu définitif; mais ce jugement ne peut être invoqué à l'encontre des droits des tiers agissant de bonne foi sauf lorsque le divorce a été transcrit.

ART. 1512. — Après le divorce, les biens du mari et de la femme doivent être liquidés.

Mais entre les époux :

a) Au cas du divorce par consentement mutuel, la liquidation ne s'applique qu'aux biens du mari et de la femme existant au moment de la transcription;

b) Au cas du divorce par jugement, la liquidation s'applique aux biens du mari et de la femme existant du jour où l'action en divorce est engagée.

ART. 1513. — En cas du divorce :

1° Les Sin Derm doivent être restitués à chacun des époux.

2° Si les Sin Derm ne peuvent être restitués, ils seront pris sur les Sin Somros.

3° S'il n'y a pas de Sin Somros ou si les Sin Somros sont totalement substitués aux Sin Derm et ces derniers ne sont pas encore totalement restitués, la part la plus grande du Sin Derm de l'un des époux doit être prise pour payer à celui de l'autre non intégralement restitué.

ART. 1514. — Lorsque l'un des époux, sans le consente-

ment de l'autre, a disposé son Sin Derm pour son propre bénéfice ou l'a détruit sciemment, ce Sin Derm ne peut être pris sur les Sin Somros ni sur le Sin Derm de l'autre époux.

ART. 1515. — Si l'un des époux a disposé pour son propre bénéfice le Sin Derm de l'autre époux sans son consentement ou l'a détruit sciemment, le propriétaire a le droit de les faire restaurer sur le Sin Derm de l'autre. S'il n'y a plus de Sin Derm ou si le Sin Derm n'est pas suffisant, il sera pris sur les Sin Suan Tua de celui-ci, lequel n'a aucun droit de prendre sur les Sin Somros ni sur le Sin Derm de l'autre époux.

ART. 1516. — Lorsqu'à la dissolution du lien conjugal le mari a un Ruen Hoe sur la terre appartenant à la femme, l'homme doit enlever le Ruen Hoe. Si l'enlèvement du Ruen Hoe doit faire perdre de sa moitié de valeur du marché de ce moment, les dispositions de l'art. 1310, paragraphe 1 s'appliquent *mutatis mutandis*.

ART. 1517. — Les Sin Somros seront divisés en parties égales entre l'homme et la femme. Si l'une seulement des parties possède des Sin Derm et l'autre partie n'en a pas, la partie qui a un Sin Derm a droit à deux parts et celle qui n'a pas de Sin Derm une part.

ART. 1518. — Entre les époux, la responsabilité des dettes communes sera partagée d'après leur part dans les Sin Somros.

TITRE II. — PARENTS ET ENFANTS

CHAPITRE PREMIER

LA PARENTÉ.

ART. 1519. — L'enfant né d'une femme durant son mariage ou dans les trois cent dix jours à partir de la dissolution du mariage est présumé être l'enfant du mari.

ART. 1520. — Le mari peut désavouer l'enfant né dans

les circonstances décrites dans l'article précédent en exerçant une action en justice contre la mère et l'enfant conjointement et en prouvant qu'il n'a pas cohabité avec la mère de l'enfant durant la période de la conception, c'est-à-dire la période s'étendant entre cent quatre-vingts jours et trois cent dix jours avant la naissance de l'enfant ou qu'il ne peut être le père de l'enfant sur d'autres motifs d'impossibilité.

ART. 1521. — Si le mari prouve que l'enfant est né moins de cent quatre-vingts jours après que le mariage a eu lieu, le mari peut désavouer l'enfant sans autre preuve.

S'il apparaît que avant le mariage le mari a eu des relations sexuelles avec la mère de l'enfant durant la période où la conception peut avoir lieu, il est présumé que le mari est le père de l'enfant.

ART. 1522. — L'action en désaveu d'un enfant ne peut être exercée après la période d'un an à partir du jour où le mari a eu connaissance ou doit avoir connaissance de la naissance de l'enfant. En aucun cas, cette action ne peut être exercée après dix ans à partir de la naissance de l'enfant.

ART. 1523. — L'action en désaveu de l'enfant peut être exercée par une personne ayant le droit d'hériter avec l'enfant ou par une personne qui est privée du droit d'hériter par la naissance de l'enfant dans les cas suivants :

1° Si le mari meurt ou est interdit avant la période où l'action peut être exercée par lui;

2° S'il n'est pas certain que le mari est vivant ou mort ou sa résidence est inconnue.

Cette action ne peut être exercée après la période de trois mois à partir du jour où la personne intéressée a eu connaissance ou doit avoir connaissance de la naissance de l'enfant.

ART. 1524. — Le statut d'enfant légitime est prouvé par le registre de naissance.

En l'absence de cet enregistrement, la légitimité de l'enfant est prouvée par la commune renommée.

La commune renommée d'enfant légitime est établie par les faits montrant la relation de l'enfant avec la famille à laquelle il prétend appartenir, notamment le fait que le père a contribué à l'éducation de l'enfant, l'a nourri ou qu'il consent à ce que l'enfant porte son nom ou autres faits.

ART. 1525. — L'enfant né d'une femme non mariée est considéré comme l'enfant légitime de cette femme.

ART. 1526. — L'enfant né avant le mariage ne sera un enfant légitime que par le mariage subséquent de ses parents ou par la transcription faite sur la demande du père ou par l'effet d'un jugement.

ART. 1527. — Lorsque la légitimation de l'enfant est demandée par le père, le consentement de l'enfant et de sa mère doivent être obtenus. L'un d'entre eux peut s'opposer que le demandeur n'est pas le véritable père. Dans ce cas, la transcription de légitimation ne peut être faite qu'en vertu d'un jugement.

Dans le cas où l'officier a notifié la demande de transcription de légitimation à l'enfant et à sa mère et aucune objection n'est formulée dans la période d'un mois à partir du jour de la connaissance de la notification ou du jour où la notification doit être connue, ils seront considérés comme ayant donné leur consentement.

Si l'enfant ou la mère est en dehors du Siam, cette période est étendue à six mois.

ART. 1528. — Toute personne intéressée peut, dans les trois mois à partir du moment où il a eu connaissance de la transcription de légitimation, demander l'annulation au tribunal pour le motif que la personne qui la demande n'est pas le véritable père. En aucun cas, l'action ne peut être exercée après la période de dix ans à partir de la date de la transcription.

ART. 1529. — L'action en légitimation ne peut être exercée que dans les cas suivants :

1° En cas de viol, rapt ou détention illégale de la femme durant la période où la conception peut avoir lieu;

2° En cas d'enlèvement ou séduction de la femme durant la période où la conception peut avoir lieu; dans ce dernier cas, il doit être corroboré par une preuve par écrit émanant du père.

3° En cas où il existe un écrit émanant du père reconnaissant d'une façon non équivoque que l'enfant est le sien;

4° En cas de cohabitation notoire du père avec la mère durant la période où la conception peut avoir lieu;

5° En cas de commune renommée que l'enfant est un enfant légitime.

L'action n'est pas recevable si durant la période où la conception peut avoir lieu, la mère a eu des relations sexuelles avec un autre homme ou sa vie sexuelle était notoirement compromettante, ou l'homme ne peut être le père de l'enfant.

L'action en légitimation peut être exercée par le représentant légal de l'enfant si l'enfant est mineur, ou par l'enfant dans la période d'un an à partir du jour de sa majorité.

Après la mort de l'enfant, ses descendants peuvent exercer l'action en légitimation dans la période d'un an à partir du jour où ils ont eu connaissance ou doivent avoir connaissance des motifs de légitimation. Cette action ne peut être exercée lorsque dix ans s'étaient écoulés à partir de la mort de l'enfant.

ART. 1530. — La légitimation produit son effet :

1° A partir du jour du mariage, en cas de mariage subséquent des parents;

2° A partir du jour de la transcription au cas où la transcription de légitimation est faite par le père;

3° A partir du jour où le jugement est devenu définitif au cas où la légitimation est prononcée par le tribunal,

mais il ne peut être invoqué à l'encontre des droits des tiers agissant de bonne foi sauf si la légitimation est transcrite conformément au jugement.

ART. 1531. — La transcription de légitimation, une fois faite, est irrévocable.

ART. 1532. — L'enfant né durant le mariage est considéré comme un enfant légitime même que le mariage a été postérieurement annulé.

CHAPITRE II.

DROITS ET DEVOIRS DES PARENTS ET DE L'ENFANT.

ART. 1533. — L'enfant légitime a le droit de porter le nom de famille et d'hériter.

ART. 1534. — Aucune personne ne peut intenter une action soit civile soit pénale contre ses ascendants, sauf le cas où le Ministère public l'exerce sur la demande de cette personne.

ART. 1535. — Les enfants doivent secours et aide à leurs parents.

ART. 1536. — Les parents doivent secours et aide à leurs enfants et pourvoir à leur éducation convenable durant leur minorité.

Lorsque les enfants sont majeurs, les parents ne doivent secours et aide que lorsqu'ils sont infirmes et incapables de gagner leur vie.

ART. 1537. — Les enfants mineurs sont sous la puissance paternelle de leurs parents.

La puissance paternelle appartient au père.

ART. 1538. — La puissance paternelle est exercée par la mère dans les cas suivants :

1° Le père est mort;

2° Il est incertain si le père est vivant ou mort;

3° Le père est déclaré interdit ou quasi-interdit;

4° Le père est placé dans un hôpital pour cause d'infirmité mentale;

5° L'enfant est né hors mariage et n'a pas été légitimé par le père;

6° La puissance paternelle est donnée à la mère par un ordre du tribunal.

ART. 1539. — La personne qui exerce la puissance paternelle a le droit :

1° De déterminer la place de résidence de l'enfant;

2° De punir l'enfant d'une manière raisonnable pour discipline;

3° De requérir l'enfant au travail d'après ses aptitudes et son rang social;

4° De demander la restitution de l'enfant d'une autre personne qui le détient illégalement.

ART. 1540. — Lorsqu'une personne ayant un enfant se remarie avec une autre, la puissance paternelle est exercée par elle.

ART. 1541. — La personne qui exerce la puissance paternelle est le représentant légal de l'enfant.

Si l'enfant non majeur est déclaré interdit ou quasi-interdit, la personne qui exerce la puissance paternelle est le gardien ou le curateur suivant le cas.

ART. 1542. — Les notifications faites par ou à la personne qui exerce la puissance paternelle sont considérées comme faites par ou à l'enfant.

ART. 1543. — La puissance paternelle inclut l'administration des biens de l'enfant et cette administration doit être exercée avec les soins d'une personne de prudence ordinaire.

ART. 1544. — Une personne exerçant la puissance paternelle ne peut, sans le consentement de l'enfant, créer une obligation dont l'enfant doit la remplir en personne.

ART. 1545. — Si l'enfant a un revenu, ce revenu doit être employé en premier lieu à son entretien, à son éducation,

le reste peut être employé, dans une raisonnable mesure, par la personne exerçant la puissance paternelle.

Cette disposition ne s'applique pas au revenu dérivant des biens acquis en vertu d'une donation ou d'un legs sous condition que la personne exerçant la puissance paternelle n'en bénéficiera pas.

ART. 1546. — La personne exerçant la puissance paternelle ne peut faire les actes juridiques suivants en ce qui concerne les biens de l'enfant sauf avec l'autorisation du tribunal :

1° Vendre, échanger ou hypothéquer un immeuble;

2° Donner un immeuble à bail excédant 3 ans;

3° Faire un prêt d'argent;

4° Faire un compromis;

5° Faire une donation, sauf avec le revenu de l'enfant et fait pour le compte de l'enfant pour des œuvres religieuses ou sociales d'après les coutumes et le rang social de l'enfant;

6° Refuser une succession, un legs ou une donation sans condition ou charges;

7° Accepter ou refuser une succession, un legs ou une donation avec condition et charges;

8° Soumettre un litige à l'arbitrage.

ART. 1547. — Lorsque dans un acte les intérêts de la personne exerçant la puissance paternelle sont en conflit avec ceux de l'enfant, celui-là doit obtenir l'autorisation du tribunal pour l'exécution de cet acte sous peine de nullité de l'acte.

ART. 1548. — Une personne peut transférer un bien par legs ou par donation à l'enfant sous condition que ce bien doit être géré par une personne autre que celle exerçant la puissance paternelle. Ce gérant doit être nommé par le transféreur ou, à défaut, par le tribunal. Mais cette gérance est soumise aux dispositions de ce Code, articles 60, 61 et 63.

ART. 1549. — A la cessation de la puissance paternelle, la personne exerçant la puissance paternelle doit rendre le bien et rendre compte par écrit à l'enfant, et s'il existe des documents concernant ce compte, ils doivent être rendus en même temps.

ART. 1550. — Un enfant devenu majeur ne peut confirmer l'administration de ses biens que lorsqu'il a reçu ses biens, le compte et les documents visés dans l'article 1549.

ART. 1551. — L'action relative à l'administration des biens entre l'enfant et la personne qui a exercé la puissance paternelle ne peut être exercée plus d'un an à partir du moment de la cessation du droit d'administration.

Si la puissance paternelle prend fin lorsque l'enfant est mineur, la période mentionnée dans le paragraphe précédent est compté du jour où l'enfant devient majeur ou lorsqu'il a un nouveau représentant légal.

ART. 1552. — Lorsque celui qui exerce la puissance paternelle est déclaré interdit ou quasi-interdit ou abuse de sa puissance paternelle à l'égard de la personne de l'enfant, ou est coupable de mauvaise conduite, le tribunal peut de lui-même ou sur la demande d'un proche parent de l'enfant ou du Ministère public, retirer ou limiter la puissance paternelle.

Si la personne exerçant la puissance paternelle est en faillite, on peut mettre les biens de l'enfant en danger par la mauvaise administration, le tribunal peut par la même procédure que celle visée dans le paragraphe précédent ordonner la cessation ou limiter le droit d'administration.

ART. 1553. — Si les causes mentionnées dans l'article précédent ont cessé d'exister, la personne qui est privée totalement ou en partie de la puissance paternelle peut la recouvrer par l'autorisation du tribunal sur la demande faite par elle ou un proche parent de l'enfant.

ART. 1554. — La personne qui est privée totalement ou en partie de sa puissance paternelle n'est pas relevée des

devoirs de fournir aide et secours à l'enfant conformément à la loi.

CHAPITRE III

LA TUTELLE.

ART. 1555. — Une personne non majeure qui n'a pas de parents ou dont les parents sont privés de leur puissance paternelle peut être pourvue d'un tuteur durant sa minorité.

Au cas où la personne exerçant la puissance paternelle est privée de son droit en vertu de l'article 1552, un tuteur peut être nommé dans le but spécial de l'administration des biens.

ART. 1556. — Le tuteur visé dans l'article 1555 peut être nommé par testament du dernier mourant des parents ou par l'ordre du tribunal sur la demande d'un proche parent de l'enfant ou du Ministère public.

ART. 1557. — Toute personne majeure peut être nommée tuteur sauf les personnes suivantes :

- 1° Les personnes déclarées interdites ou quasi-interdites;
- 2° Les faillis;

3° Les personnes de mauvaise conduite grave inconvenante pour prendre charge de la personne et des biens du mineur;

4° Les personnes qui ont ou ayant eu un procès contre le mineur ou un proche parent du mineur;

5° Les personnes ayant été exclues de la tutelle par le dernier mourant des parents.

ART. 1558. — Sauf ordre contraire du tribunal, lorsqu'une personne majeure ou non n'est pas mariée et est déclarée interdite ou quasi-interdite, ses parents deviennent son gardien ou son curateur, suivant le cas.

ART. 1559. — Il ne peut y avoir qu'un seul tuteur; mais

dans des cas spéciaux, le tribunal peut nommer plusieurs tuteurs en même temps et ceux-ci doivent agir conjointement ou agir d'après les pouvoirs qui lui sont conférés.

ART. 1560. — La fonction du tuteur commence à partir du jour de la connaissance de sa nomination.

ART. 1561. — Le tuteur doit sans délai faire l'inventaire des biens de son pupille dans un mois à partir du jour de la connaissance de sa nomination, mais cette période peut être prolongée par le tribunal sur la demande du tuteur avant l'expiration du délai.

L'inventaire doit être fait en présence d'au moins deux témoins qui doivent être des proches parents du pupille, mais s'il n'existe pas de proches parents, d'autres personnes peuvent être des témoins.

ART. 1562. — Dans les dix jours de la terminaison de l'inventaire, le tuteur doit présenter une copie certifiée conforme au tribunal et le tribunal peut le requérir de fournir des informations supplémentaires ou de produire des documents en vue de montrer que l'inventaire est correct.

Si le tuteur n'a pas dressé l'inventaire dans le délai et la forme prescrits ou si le tribunal n'est pas satisfait de l'inventaire sur les motifs de grosse négligence, malhonnêteté ou incapacité du tuteur, le tribunal peut le révoquer.

ART. 1563. — Avant que l'inventaire ait été accepté par le tribunal, le tuteur ne peut rien faire, sauf les actes urgents et nécessaires, mais ces actes ne peuvent pas être invoqués à l'encontre des tiers agissant de bonne foi.

ART. 1564. — Lorsqu'une obligation existe en faveur du tuteur contre le pupille ou en faveur du pupille contre le tuteur, le tuteur doit la notifier au tribunal avant de commencer l'inventaire.

Lorsque le tuteur sait qu'il existe une obligation en sa faveur contre le pupille et n'en a pas notifié l'existence au tribunal, cette obligation est éteinte.

Lorsque le tuteur sait qu'une obligation existe contre lui en faveur du pupille et n'en a pas notifié au tribunal, celui-ci peut révoquer le tuteur.

ART. 1565. — Le tribunal peut, sur sa propre initiative, ou sur la demande d'une personne intéressée, ou du Ministère public, ordonner au tuteur :

1° De fournir des garanties convenables pour l'administration aussi bien que la restitution des biens du pupille;

2° De donner des informations sur l'état des biens du pupille.

ART. 1566. — Lorsque, durant la tutelle, le pupille a acquis un bien de valeur en vertu d'une succession ou d'une donation, les articles 1561 à 1565 s'appliqueront *mutatis mutandis*.

ART. 1567. — Le tuteur doit rendre compte au tribunal une fois par an concernant les biens à partir du jour où il devient tuteur. Mais lorsque le tribunal a reçu le compte rendu de la première année, il peut ordonner que le compte soit rendu dans un intervalle plus long.

ART. 1568. — Le tuteur a les mêmes droits et devoirs que la personne qui exerce la puissance paternelle, conformément aux articles 1536, paragraphe 1^{er}, et 1539.

ART. 1569. — Le tuteur est le représentant légal du pupille.

Les articles 1542, 1543, 1544, 1546, 1547 et 1548 s'appliqueront au tuteur et au pupille *mutatis mutandis*.

ART. 1570. — Le tuteur ne peut disposer du revenu du pupille que la part qui est nécessaire à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Le restant sera investi :

1° En bons du gouvernement siamois;

2° En prêt sur hypothèque en premier lieu, dont le montant ne peut excéder la moitié de la valeur commerciale de l'immeuble;

3° En dépôts fixes dans une banque autorisée par le gouvernement à faire ce commerce dans le royaume;

4° En dépôts dans la Caisse d'épargne du gouvernement siamois;

5° En d'autres investissements qui peuvent être spécialement autorisés par le tribunal.

ART. 1571. — Lorsque le pupille est doué de discernement et est âgé au moins de 15 ans, le tuteur doit, dans toutes les transactions importantes, le consulter dans la mesure du possible.

Le fait que le pupille a donné son consentement n'exonère pas le tuteur de sa responsabilité.

ART. 1572. — La tutelle prend fin à la mort du pupille ou à sa majorité.

ART. 1573. — La fonction de tuteur prend fin lorsque le tuteur meurt, devient interdit, quasi-interdit ou démissionne ou s'il est révoqué par le tribunal.

ART. 1574. — Lorsque le tuteur manque à son devoir ou est coupable de grosse négligence dans l'exécution de ses devoirs, ou abuse de ses fonctions ou s'il est coupable d'une mauvaise conduite telle qu'il ne mérite plus ce poste de confiance ou tombe en faillite, il doit être révoqué par le tribunal.

Lorsque le tuteur est incapable de remplir ses fonctions, le tribunal peut le révoquer même s'il n'a commis aucune faute quand les intérêts du pupille sont en danger.

ART. 1575. — La demande de révocation du tuteur peut être faite par le pupille lui-même s'il n'est pas âgé de moins de 15 ans, ou par un proche parent du pupille, ou par le Ministère public.

ART. 1576. — Lorsque la demande en révocation du tuteur est en cours d'instance, le tribunal peut nommer un administrateur provisoire des biens du pupille.

ART. 1577. — Lorsque la tutelle ou la fonction de tuteur prend fin, le tuteur ou son héritier doit sans délai rendre les biens au pupille, son héritier ou le nouveau tuteur; et dans la période de deux mois, il doit rendre compte de son admi-

nistration et s'il existe des documents relatifs, ils doivent être rendus en même temps; mais cette période de temps peut être prolongée par le tribunal sur la demande du tuteur ou de son héritier.

Les articles 1550 et 1551 s'appliqueront par analogie.

ART. 1578. — Des intérêts seront payés sur la somme que le tuteur ou le pupille doit repayer à l'autre à partir du moment où le compte du tuteur est délivré.

Si le tuteur a disposé de l'argent du pupille autrement que dans l'intérêt du pupille, les intérêts commenceront à courir sur le montant à partir du jour où il l'a disposé.

ART. 1579. — Le pupille a un privilège sur tous les biens du tuteur pour l'exécution de l'obligation qui lui est due.

Ce privilège prendra rang sous le paragraphe 6 après les autres privilèges spécifiés dans l'article 253 de ce Code.

ART. 1580. — Le tuteur n'a droit à aucune rémunération sauf au cas où il est fixé dans l'acte de nomination ou par ordre du tribunal, eu égard aux moyens et la situation sociale du tuteur et du pupille.

ART. 1581. — Lorsque le tribunal a déclaré l'interdiction d'une personne autre que celle visée dans les articles 1457 et 1541 et qu'un curateur est nommé, les dispositions relatives à la tutelle s'appliqueront *mutatis mutandis*.

CHAPITRE IV

L'ADOPTION.

ART. 1582. — Une personne qui n'est pas âgée de moins de trente ans peut en adopter une autre, pourvu qu'elle soit plus âgée de quinze ans que l'adopté.

ART. 1583. — Lorsque la personne à adopter n'est pas majeure, l'adoption ne peut être faite qu'avec le consentement de ses parents, mais s'il n'a pas de parents, le consentement peut être donné par le représentant légal.

Lorsque l'adopté n'a pas moins de quinze ans, son consentement est nécessaire.

ART. 1584. — La personne qui va adopter ou la personne qui va être adoptée, si elle est mariée, doit obtenir le consentement de son époux, sauf au cas où son époux est atteint de démence ou absent depuis une période d'au moins un an.

ART. 1585. — L'adoption n'est valable qu'après que la transcription a été faite conformément à la loi.

ART. 1586. — L'enfant adopté acquiert le statut d'enfant légitime de l'adoptant mais ne perd pas ses droits et devoirs dans la famille à qui il appartient par sa naissance. Dans ce cas, les parents par naissance perdent la puissance paternelle à partir du moment où l'enfant est adopté.

Les dispositions du Titre II, Chapitre II de ce Code s'appliqueront *mutatis mutandis*.

ART. 1587. — L'adoption ne crée pas le droit d'hériter de l'adopté.

Lorsque l'adopté meurt sans époux ou descendant avant l'adoptant, les biens donnés par l'adoptant à l'adopté existant en nature à la mort de l'adopté, retourneront à l'adoptant.

ART. 1588. — Les parties à l'adoption peuvent se délier de l'adoption par consentement mutuel à tout moment, et les articles 1583, 1584 et 1585 s'appliqueront *mutatis mutandis*.

ART. 1589. — En ce qui concerne l'action en dissolution de l'adoption :

1° Lorsqu'une partie est coupable de mauvaise conduite sérieuse ou a diffamé l'autre partie ou ses ascendants, ce dernier peut demander la dissolution;

2° Lorsqu'une partie ne pourvoit pas au secours et assistance de l'autre, ce dernier peut demander la dissolution;

3° Lorsqu'une partie a intentionnellement abandonné

l'autre pour une période dépassant un an, ce dernier peut demander la dissolution;

4° Lorsqu'une partie est condamnée par un jugement à la peine d'emprisonnement dépassant trois ans, l'autre partie peut demander la dissolution;

5° Lorsque l'adoptant manque à ses devoirs paternels comme spécifiés dans les articles 1536, 1543, 1545, 1546 et 1547, l'adopté peut demander la dissolution.

ART. 1590. — Aucune action en dissolution de l'adoption n'est recevable après la période d'un an à partir du jour où le demandeur a eu connaissance ou doit avoir connaissance des faits constituant la cause de dissolution, ou après dix ans à partir du jour de la survenance de ce fait.

ART. 1591. — L'adopté âgé de moins de quinze ans ne peut intenter l'action en dissolution de l'adoption sauf au cas où il a reçu le consentement de la personne qui a le droit de donner son consentement à l'adoption.

Dans tous les cas, l'action peut être exercée par le Ministère public à la place de l'adopté.

ART. 1592. — La dissolution de l'adoption, prononcée par le tribunal produit son effet à partir du moment où le jugement est devenu définitif. Mais elle ne peut être invoquée à l'encontre des tiers agissant de bonne foi, sauf après sa transcription.

ART. 1593. — Après la dissolution de l'adoption, l'adopté recouvre son statut dans sa famille originelle, mais sans préjudice des droits acquis par les tiers agissant de bonne foi.

TITRE III. — LA PENSION ALIMENTAIRE

ART. 1594. — Une personne n'a le droit de réclamer les aliments que lorsqu'elle n'a aucun bien et incapable de gagner sa vie.

Le montant des aliments sera fixé en considération des

circonstances de la cause tant en ce qui concerne les moyens et la situation sociale des parties.

ART. 1595. — Une personne n'est pas tenue de fournir des aliments à l'autre si, eu égard à ses autres obligations, elle n'est pas en position de pouvoir subvenir à l'autre sans mettre en danger sa propre subsistance convenable à sa situation sociale.

ART. 1596. — Lorsqu'une personne intéressée peut démontrer qu'il y eut un changement dans les circonstances ou dans les moyens et situation sociale des parties, le tribunal peut annuler, réduire ou augmenter ou rétablir le montant des aliments suivant le cas.

ART. 1597. — Les aliments doivent être fournis par paiements périodiques en argent. Mais pour des raisons spéciales, les parties peuvent convenir ou demander au tribunal que les aliments soient fournis d'une autre manière.

ART. 1598. — Le droit aux aliments ne peut être renoncé, saisi ou cédé.

Vu,
Le Doyen :
G. RIPERT.

Vu,
Le Président de la thèse :
H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- KÖNIGSWARTER. — *Histoire de l'organisation de la famille en France*, Paris, 1851.
- LE PLAY. — *Organisation de la famille*, 4^e édition 1885.
- BUFNOIR (C.). — Etude sur le droit de la famille dans le projet du Code civil allemand, Société de législation comparée, *Bulletin*, t. XIX, p. 679 et suiv.
- LEFÈVRE (Ch.). — *Leçons d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français*, 1899-1900.
- CRÉTINON (A.). — L'organisation de la famille dans le nouveau Code civil allemand (*Réforme sociale*, 1^{er} août 1901, p. 154).
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. — La famille et le Code civil (*Libre du Centenaire*, t. I, p. 265).
- DELZONS. — *La famille française et son évolution*, 1919.
- LEFÈVRE (Ch.). — *La famille en France dans le droit et dans les mœurs*, Paris, 1920.
- BONNECASE. — *La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille*, 1925, 2^e édition 1930.
- COSENTINI. — *Le droit de famille*, Paris, 1929.
- PLANIOL (M.) et RIPERT (G.). — *Traité pratique de droit civil*, Paris, 1925-1934, T. II. La famille,

OUVRAGES SUR LE MARIAGE.

- GIDE (P.). — *Condition civile et politique des femmes*, 2^e édition, 1885.
- GLASSON (E.). — *Le mariage civil et le divorce dans l'Antiquité et dans les principales législations modernes de l'Europe*, 2^e édition, 1880.
- LE P. DANIEL. — *Le mariage chrétien et le divorce*, 1870.
- BASDEVANT. — *Des rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la législation du mariage, du Concile de Trente au Code civil*, Thèse, Paris, 1900.
- HOROY. — *Traité du mariage* (Droit canonique), 1886.
- QUINQUET DE MONJOUR. (P.) — *L'indissolubilité du mariage en France, du v^e siècle au Concile de Trente*, Thèse, Paris, 1901.
- MARTIN (Olivier). — *La crise du mariage dans la législation intermédiaire*, Thèse, Paris, 1901.
- DUMAS (Georges). — *Histoire de l'indissolubilité du mariage en droit français*, Thèse, Paris, 1902.
- BÉCHAUX (A.). — *Le programme socialiste et l'union libre (Réforme sociale, 1^{er} janvier 1903, p. 111; cf. *ibid.* 16 janvier, p. 184, 185)*.
- ROGUIN (E.). — *Traité de droit civil comparé*, t. I : *Le mariage*, Paris 1904.
- STOCQUART (Emile). — *L'évolution juridique du mariage*, I. France, Paris et Bruxelles, 1905.
- LEFÈVRE (Ch.). — *Histoire du droit matrimonial français. Introduction*, 1906. *Le lieu du mariage*, 1913-1923.
- LE BRAS et GODEFROY. — *Dictionnaire de théologie catholique*, V^e, Mariage, 1927.

OUVRAGES SUR LE DIVORCE.

- GLASSON (Em.). — *Op. cit.* dans la rubrique du mariage.

BERTILLON (J.). — *Etude démographique du divorce dans les différents pays de l'Europe*, 1883.

LE PÈRE DIDON. — *Indissolubilité et divorce*, 6^e éd. 1880.

HITIER (J.). — Du développement de la jurisprudence en matière de divorce depuis 1884, Paris, 1895 (*Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*).

GOIRAUD. — *Traité du divorce*, 1868.

COULON (H.). — *Le divorce et la séparation de corps*, 1890-1897, 5 vol.

CARPENTIER. — *Divorce et séparation de corps*, 2 vol., 1899.

LAURENT (G.). — *La répudiation et le divorce par consentement mutuel*, Thèse, Dijon, 1904.

VALENSI — *L'application de la loi du divorce en France*, Paris, 1905.

ROL. — *L'évolution du divorce*, Thèse, Aix, 1905.

TISSIER (Albert). — Rapport à la Société l'Etudes législatives dans le *Bulletin* de 1906, p. 117.

BIGENWALD. — La faillite du divorce (*Correspondant*, 28 avril 1908).

CAUVIÈRE. — Lien conjugal et divorce (*Rev. générale*, 1917, p. 124).

LECLERC. — *L'abus du divorce*, Thèse, Paris, 1920.

PERREAU (E. H.). — Le divorce et son abolition (*Rev. catholique des institutions*, 1925, p. 108).

PIÉRARD. — *Divorce et séparation de corps*, 3 vol., Bruxelles, 1927.

Le divorce, éd. Spes, Paris, 1928.

OUVRAGES SPÉCIAUX.

GUYON. — *L'œuvre de codification au Siam*, Paris, Imprimerie Nationale, 1919.

CHUNE CHARUVASTRA (N.). — *La formation du mariage et la puissance maritale en droit siamois*, Thèse, Paris, 1922.

- TURPIN (T.). — *Histoire naturelle et civile du Royaume du Siam et les révolutions qui ont bouleversé cet Empire jusqu'à 1770*, 2 vol., Paris, 1771.
- TACHARD (Guy). — *Second voyage du Père Tachard et des Jésuites envoyés par le Roy au Royaume de Siam*, Amsterdam, 1689.
- ABBÉ DE CHOISY. — *Journal du voyage de Siam, fait en 1685 et 1686*. Paris, 1930, Edition Duchartre et Van Buggenhoudt.
- VARASIRI (S.). — *La succession ab intestat dans le droit siamois*, Thèse, Poitiers, 1929.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
-------------------	---

PREMIERE PARTIE

HISTOIRE DE L'ORGANISATION DE LA FAMILLE AU SIAM

Chapitre premier. — Notions sommaires sur l'histoire du Siam.....	17
§ 1. — Première Période. — Des origines jusqu'à 1257.....	18
§ 2. — Deuxième Période. — Le Premier Empire Thaï (1257-1350) ..	19
§ 3. — Troisième Période. — Le Deuxième Empire Thaï (1350-1767).	20
§ 4. — Quatrième Période. — Troisième Empire Thaï (depuis 1768 jusqu'à nos jours).....	21

Chapitre II. — La famille dans l'ancien droit siamois.....	24
§ 1. — Le mariage.....	25
§ 2. — Les fiançailles.....	27
§ 3. — La célébration du mariage.....	28
§ 4. — Les empêchements au mariage.....	30
I. — Le consentement des parents.....	30
II. — Incapacité.....	30
III. — La parenté.....	31
IV. — Incompatibilité du mariage et de certaines conditions....	31
§ 5. — Effets du mariage.....	32
§ 6. — La dissolution du mariage.....	33
§ 7. — Les secondes noces.....	35
§ 8. — La puissance paternelle.....	37
§ 9. — L'adoption.....	39
§ 10. — Le régime des biens entre époux.....	40
I. — Administration des biens communs.....	41
II. — Répartition des dettes en cas de divorce.....	42
III. — Théorie des récompenses.....	42
IV. — Distribution des biens en cas de dissolution du mariage..	43

Chapitre III. — L'évolution du droit siamois sur la famille.....	45
§ 1. — Le Digeste et les textes ultérieurs.....	45
§ 2. — L'essor vers les principes modernes,.....	47

DEUXIEME PARTIE

LA LEGISLATION SIAMOISE MODERNE SUR L'ORGANISATION DE LA FAMILLE LE NOUVEAU CODE CIVIL ET COMMERCIAL SIAMOIS

Chapitre premier. — La situation sociale et juridique de la femme	51
§ 1. — Le problème sociologique	51
§ 2. — Le problème juridique	52
Chapitre II. — Le mariage	54
§ 1. — Caractères généraux du mariage	54
§ 2. — Les conditions du mariage	55
I. — Conditions positives de la validité du mariage	55
1° La puberté	56
2° Le consentement des époux	57
3° Le consentement des parents	57
II. — Conditions négatives ou empêchements au mariage	62
1° La parenté	62
2° L'existence d'un premier mariage non encore dissous	64
3° La crainte d'une confusion de part. Le délai de viduité	65
4° La folie	65
5° L'état religieux	66
§ 3. — Formation du mariage	66
I. — Les fiançailles	66
1° Conditions et caractères des fiançailles	67
2° Rupture du contrat de fiançailles	68
II. — Formalités du mariage	71
III. — Preuve du mariage	74
§ 4. — Sanctions des règles relatives à la formation du mariage	75
I. — Nullités relatives	76
II. — Nullités absolues	81
§ 5. — Effets des nullités du mariage. La théorie du mariage putatif	82
I. — Les conditions du mariage putatif	84
II. — Effets du mariage putatif	85
III. — Effets du mariage putatif à l'égard des tiers	85
IV. — Effets de l'annulation	86
Chapitre III. — Les rapports entre époux	87
§ 1. — Devoirs réciproques des époux	87
A. — Devoir de cohabitation	87
B. — Devoir de fidélité	89
C. — Devoir de secours	89
D. — Devoir d'assistance	90
§ 2. — La puissance maritale	90
§ 3. — Incapacité de la femme mariée	91
I. — Autorisation du mari	93
II. — Autorisation de la justice	93
III. — Effets de l'autorisation	94
IV. — Défaut d'autorisation	94
Chapitre IV. — Dissolution du mariage	96
§ 1. — Les causes de dissolution	96

§ 2. — Le divorce.....	97
I. — Les causes du divorce	97
II. — Des demandes en divorce.....	101
III. — Mesures provisoires pendant l'instance	104
IV. — Effets du divorce.....	105
V. — Date des effets du divorce	108
Chapitre V. — Régimes des biens entre époux.....	110
§ 1. — Le contrat de mariage.....	111
I. — Formes du contrat de mariage.....	113
II. — Immutabilité des conventions matrimoniales	113
III. — Les contrats entre époux faits durant le mariage.....	114
IV. — Nullité du contrat de mariage.....	115
§ 2. — La communauté.....	116
I. — Composition de la communauté.....	119
II. — Administration de la communauté	122
III. — Garanties et droits accordés à chacun des époux contre la mauvaise administration de l'autre.....	124
§ 3. — Liquidation et partage de la communauté.....	126
I. — La séparation des biens communs.....	127
A. — Qui peut demander la séparation des biens communs.....	128
B. — Effets de la séparation des biens communs.....	128
II. — Liquidation et partage en cas de divorce.....	129
A. — Théorie des récompenses.....	130
B. — Partage de l'actif commun.....	131
C. — Partage du passif commun.....	132
Chapitre VI. — La filiation et la parenté.....	134
§ 1. — La filiation légitime.....	135
I. — Preuve de la filiation légitime maternelle.....	136
II. — Modes de preuve de la filiation légitime.....	136
III. — Preuve de la paternité légitime ou filiation légitime paternelle	139
IV. — Théorie du désaveu.....	141
V. — La légitimation	145
VI. — La recherche de la paternité légitime.....	147
VII. — Effets de la légitimation	150
§ 2. — La filiation adoptive.....	150
I. — Conditions de fond de l'adoption.....	151
II. — Conditions de forme de l'adoption.....	153
III. — Effets de l'adoption	153
IV. — Révocation de l'adoption.....	154
§ 3. — Effets de la parenté et de la filiation.....	156
I. — Le nom	157
II. — La puissance paternelle.....	158
A. — Personnes investies de la puissance paternelle.....	158
B. — Droits et charges des parents.....	160
C. — Droits des parents sur le patrimoine de l'enfant.....	162
1 ^o Droit de jouissance légale.....	162
2 ^o L'administration légale du patrimoine de l'enfant	163
3 ^o Fin de l'administration légale.....	167
III. — Limitation et perte de la puissance paternelle.....	169
IV. — Prohibition pour les enfants d'intenter aucune action en justice contre leurs ascendants	173

Chapitre VII. — La tutelle	174
§ 1. — La tutelle et ses formes dans le droit moderne.....	174
§ 2. — Ouverture de la tutelle	178
§ 3. — Les organes de la tutelle. Le tuteur.....	179
I. — Des tuteurs.....	180
II. — Du nombre des tuteurs	182
III. — Les qualifications du tuteur.....	182
IV. — Rôle du tuteur.....	183
§ 4. — Fonctionnement de la tutelle	185
I. — Début de la tutelle.....	185
II. — La gestion tutélaire	187
III. — Contrôle durant la gestion tutélaire.....	190
§ 5. — Cessation de la tutelle	191
I. — Destitution du tuteur	191
II. — Droits et obligations à la cessation de la tutelle	192
Chapitre VIII. — La pension alimentaire	195
§ 1. — Entre qui existe la pension alimentaire ?.....	196
§ 2. — Objet et étendue de l'obligation alimentaire.....	199
§ 3. — Caractères de l'obligation alimentaire.....	201
Chapitre IX. — Conclusion	203

Imprimerie BIÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux 1939

